N°405 - octobre 2012 - 4,60€ - 7 FS

s!lence

écologie • alternatives • non-violence

Organisation mondiale de la santé
Mensonges nucléaires

Notre-Dame-des-Landes
Contre les grands projets inutiles

Droit au logement
Travailleurs sociaux en colère !



Avec les sans-terre

3 Questions sur… l'avenir des photopiles.

Alors que l'on commence à avoir du recul sur la filière photovoltaïque, nous avons posé quelques questions à Anne-Claire Faure, chargée de mission photovoltaïque à Hespul.

Hespul a inauguré en 1992 la première centrale photovoltaïque en Rhône-Alpes, quel en est le bilan 20 ans après, comment les photopiles vieillissent-elles ?

Anne-Claire Faure : Aucune altération visuelle des panneaux photovoltaïques de cette installation n'est perceptible. Du point de vue de la perte de rendement, une étude réalisée par les laboratoires CEA de l'Institut national de l'énergie solaire (INES) et l'organisme de certification Certisolis, conclut que les modules n'ont perdu que 8,3 % de leur puissance initiale. On peut donc dire que cette installation reste jeune et qu'elle a encore de longues années de production devant elle.

Les opposants aux photopiles arguent d'un prix excessif de l'électricité produite par photopiles. Qu'en est-il aujourd'hui, en tenant compte de leur durée de vie, et comment cela devrait-il évoluer dans les années à venir ?

Le coût de production photovoltaïque correspond au coût du système (investissement actualisé et coûts opérationnels) divisé par le nombre de kWh produit sur toute la durée de vie. Il dépend donc d'une part du coût d'investissement et de fonctionnement du système photovoltaïque, du coût d'accès à l'emprunt et aux autres frais financiers, du rendement du système sur la durée de vie du matériel et de l'ensoleillement du lieu.

Une méthode de calcul développée par l'association européenne EPIA et le cabinet AT Kearney montre qu'on peut prévoir pour 2020 une division par 2 du coût de production du kWh photovoltaïque par rapport à 2010. Aujourd'hui, la moyenne européenne est de 0,239 €/kWh. En 2020, le coût de production photovoltaïque se situera entre 0,08 et 0,18 €/kWh, soit un coût qui sera inférieur au prix de détail de l'électricité[1].

Il y a aussi des questions sur le recyclage des anciennes photopiles. Quand estime-t-on nécessaire de changer des panneaux ? Qu'est-ce que la filière a mis en place pour gérer les futurs panneaux déclassés ?

Tant que les panneaux produisent, il n'y a pas de raison de les changer. Ainsi, après 20 ans de fonctionnement, la première installation raccordée au réseau est encore en mesure de produire plus de 90 % de sa puissance initiale. La garantie de puissance annoncée par les fabricants (en général 80 % de puissance après 25 ans) ne signifie pas que

le mois de Lasserpe







quoi de neuf ?

N°407 Un numéro sans internet

Et si internet venait à disparaître à la suite de la raréfaction des ressources naturelles, de contraintes financières ou écologiques ? Que deviendrait une revue comme *Silence* ? Pour s'y entraîner, nous avons décidé de faire en décembre 2012 un numéro sans recours à internet. Donc pour ce numéro de décembre – concrètement entre le 26 septembre et le 31 octobre 2012 – pour nous passer une information, un courrier, une annonce, une photo… il faudra revenir aux courriers, au téléphone, au télécopieur… ou nous rendre visite. Et vous devrez impérativement mettre des coordonnées sans courriel ni site internet… au risque de voir l'info reportée au mois suivant.

N°400 Offrez le livre

Vous avez aimé le numéro 400 sur les 600 dates de l'écologie ? Vous pouvez l'offrir sous forme de livre. Celui-ci avec une couverture plus rigide est disponible contre 12 € + 4 € de port. Frais de port offerts à partir de cinq exemplaires.

Oups !

Dans l'article sur la Ferme du Bonheur (n° d'été), nous avons malheureusement parlé de "guerilla urbaine" au lieu de "guerilla jardinière" ! Que le GIGN nous pardonne !

Prochains régionaux

Les prochains numéros régionaux devraient porter sur **Nord Midi-Pyrénées (Aveyron, Lot, Tarn et Tarn-et-Garonne)** (janvier 2013, reportages effectués). Les dernières infos doivent nous parvenir avant le **20 octobre 2012**. Si vous habitez l'Ain (été 2013, reportages en février 2013) vous pouvez commencer à nous envoyer des documents de présentation des initiatives que vous connaissez.

Saône-et-Loire

Création d'un Relais "Silence" désirant développer la diffusion de la revue et réfléchir à des rencontres, débats, etc. Venez nous rejoindre ! Contacts Michel à Saint-Boil, tél. : 03 85 44 06 40, Annabelle à Chalon-sur-Saône, tél. : 03 85 93 57 54, silence71@orange.fr

l'installation doit être démontée au bout de 25 ans, bien au contraire puisqu'elle reste encore en mesure de produire 80 % de sa puissance initiale. La fin de vie reste donc à l'appréciation du producteur, selon ses besoins de production (par rapport à ses besoins de consommation par exemple).
Des fabricants européens de panneaux photovoltaïques se sont regroupés depuis 2007 autour de l'association *PV Cycle* pour organiser la collecte et le recyclage des panneaux photovoltaïques. Depuis 2011, une autre association, *CERES*, a également été créée dans cet objectif. Cette organisation de la filière s'est faite à l'initiative des fabricants et en anticipant l'obligation récente liée à la refonte de la directive européenne relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) qui inclut désormais les panneaux photovoltaïques. Cette directive impose aux fabricants des panneaux de financer la filière de collecte et de recyclage : les producteurs photovoltaïques pourront déposer gratuitement leurs panneaux dans les points de collecte.
Au 1er trimestre 2012, l'association *PV Cycle* a collecté plus de 1000 tonnes (essentiellement en Allemagne et en Italie) de panneaux photovoltaïques en fin de vie. ■

> Hespul, 14, place Jules-Ferry, 69006 Lyon, tél. : 04 37 47 80 90, www.hespul.org.

---

(1) Du fait de la mise au point de techniques innovantes, la Chine fournit aujourd'hui 90 % des panneaux mondiaux. Cela interroge toutefois sur les conditions sociales et écologiques de leur production.








Prochain dossier :

Gaz de schiste, la fuite en avant

Venez nous voir les 18 et 19 octobre !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 14 h 30 à 20 h 30 et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par *Silence*. Cela se poursuit le vendredi à partir de 9 h 30 et le repas de midi vous est offert. Le nouveau numéro vous est aussi offert. Prochaines expéditions : **15 et 16 novembre, 13 et 14 décembre, 17 et 18 janvier…**

Pour passer une info…

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à **9 h 30** les samedis **27 octobre** (pour le n° de décembre), **24 novembre** (pour le n° de janvier), **15 décembre** (pour le n° de février)… Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16 h. Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12 h.
N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le **5 septembre 2012.**

sommaire

brèves


Janadesh 2007
D.R.


Andalousie
D.R.



Action d'occupation des terres
Via Campesina



Cyclo paysan
D.R.


Manifestation du 7 mai 2011
D.R.

éditorial

Sans terre de tous les pays…

En octobre 2012, 100 000 Indiens pauvres, petits paysans, sans-terre, prennent la route pendant un mois pour une marche non-violente historique. Ils revendiquent le respect de leurs droits.

Le mouvement des sans terres au Brésil épaulé par le réseau Via Campesina a contribué à faire connaître mondialement la problématique des paysans délogés de leurs terres par les grands propriétaires terriens et la nécessité de la réforme agraire dans de nombreux pays où des injustices foncières persistent depuis des siècles.

Pour autant, les sans terres n'existent pas qu'en Amérique Latine et en Inde. Dans ce dossier nous avons voulu mettre en avant également la situation problématique de l'accès à la terre en Europe et en France. Des villageois ont réalisé en Andalousie début 2012 la première occupation de terres en Espagne depuis presque trente ans. Le réseau *Reclaim the fields* (Revendiquons la terre) regroupe des jeunes européen-ne-s paysan-ne-s, sans terre, installé-e-s ou en devenir, mobilisé-e-s pour l'accès à la terre. Silence est allé à la rencontre de jeunes en quête de terres pour en savoir plus sur leurs difficultés.

Les accaparements de terres par des Etats riches et des multinationales en Afrique, Asie, Amérique Latine (pour des usages pas forcément alimentaires : agrocarburants, mines,…) intensifient la pression sur les terres disponibles pour se nourrir.

Aujourd'hui en Europe, la question de la production de nourriture en quantité suffisante ne se pose guère, mais demain si la concentration se poursuit et le nombre de paysans diminue, la situation pourrait devenir de plus en plus fragile… [1] Ici aussi, l'accès à la terre est une nécessité sociale, culturelle et écologique, pour permettre au monde paysan et à la société entière de vivre mieux.

Guillaume Gamblin ■

(1) L'agriculture emploie encore 45% de la population active mondiale, mais seulement 3 à 4% en France.

dossier

Photo de couverture : Manifestation du Mouvement des sans terres à Brasília, 24 mai 2011


D.R.

Une marche non-violente pour la terre et la dignité

Le 2 octobre 2012, journée internationale de la non-violence, débute Jan Satyagraha, une marche non-violente de 100 000 personnes entre Gwalior et Delhi (350 km). Les marcheurs seront des sans-terres et de petits agriculteurs, issus pour beaucoup des communautés tribales (Adivasis) et intouchables (Dalits).

Marche "Janadesh" en octobre 2007.

S'ils entreprennent cette longue marche, qui signifie pour eux quitter leur village pour un mois, dormir sur la route et se contenter d'un repas par jour, c'est qu'ils n'ont pas grand-chose à perdre : ces gens sont les premières victimes du "développement" de l'Inde, qui amène la croissance économique et enrichit quelques personnes, mais en plonge des millions d'autres dans la misère.

Les "développeurs" chassent les paysans de leurs terres

Environ 70 % de la population indienne habite en milieu rural et vit en majorité de l'agriculture. Les ressources naturelles, notamment la terre, l'eau et la forêt, constituent donc des ressources indispensables pour plusieurs centaines de millions de personnes. Mais à l'heure de l'industrialisation et de la mondialisation, ces richesses attirent les investisseurs publics et privés qui exploitent les minerais, construisent des barrages, installent des usines, développent le tourisme, vendent des semences OGM, etc. En raison de ces activités, les populations locales sont souvent expulsées de leurs terres, sans compensation, ou avec des compensations si faibles qu'il leur est impossible d'acheter des terres ailleurs. Le nombre de déplacés en raison de barrages, mines, industries et parcs nationaux est évalué à 21,3 millions de personnes. Ceux qui restent aux alentours des projets voient les ressources qu'ils utilisaient auparavant accaparées ou polluées, ce qui a un impact direct sur leurs moyens de subsistance. Les conséquences sont multiples : migration des populations rurales, qui viennent grossir les bidonvilles, suicides d'agriculteurs (plus de 250 000 ces 15 dernières années, souvent attribués au surendettement dû aux semences OGM chères et qui ne tiennent pas leurs promesses de rendement), accroissement de la violence, notamment par l'expansion des groupes tels que les naxalites (groupes armés révolutionnaires surtout présents dans les Etats du Chhattisgarh, du Jharkhand et de l'Orissa).

La résistance s'organise

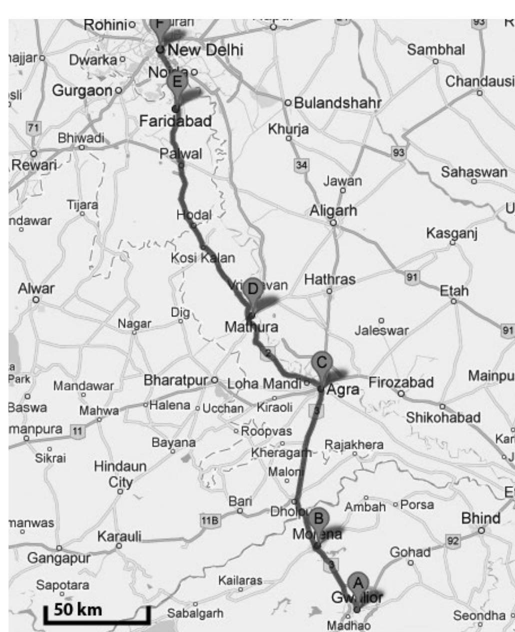
Si les conséquences tragiques de ce modèle de développement sont connues, il continue pourtant d'être promu, appliqué et même étendu. Cependant, la résistance s'organise. En Inde, de nombreux mouvements s'opposent à l'Etat et aux multinationales qui accaparent les terres et les ressources du peuple. L'un de ces mouvements est Ekta Parishad, "la voie de l'unité" en hindi. Mouvement social populaire, appliquant la non-violence active, Ekta Parishad lutte pour l'accès à la terre et aux ressources naturelles des populations pauvres et marginalisées du pays. Fondé il y a plus de 20 ans par le leader gandhien Rajagopal P.V., le mouvement agit à plusieurs niveaux : par la formation au leadership et à la non-violence d'acteurs locaux, qui peuvent ensuite organiser leur communauté afin de faire respecter leurs droits, et par l'organisation d'actions nationales et de plaidoyers afin de pousser le gouvernement à adopter et appliquer les lois en faveur des plus pauvres. Les moyens d'actions sont directement inspirés de ceux de Gandhi : marches, rassemblements, sit-in, non-coopération, etc.

Une marche d'une ampleur inédite

La marche Jan Satyagraha ("la force de la vérité du peuple"), en octobre 2012, est la plus grande



D. R.



La marche précédente en octobre 2007

action entreprise par Ekta Parishad à ce jour. En octobre 2007, une marche similaire avait eu lieu entre Gwalior et Delhi, réunissant 25 000 marcheurs et s'appelant Janadesh, ("le verdict du peuple"). Au terme de 25 jours de marches, les participants étaient arrivés à Delhi, où le gouvernement avait finalement accepté les demandes, notamment la création d'un comité national pour la réforme agraire, chargé de faire des recommandations, et d'un conseil national, chargé d'appliquer celles-ci. Le comité a bien formulé des recommandations, mais le conseil, présidé par le Premier ministre de l'Inde Manmohan Singh, ne s'est pas réuni une seule fois en 5 ans ! A l'issue de Janadesh, Ekta Parishad avait pourtant prévenu le gouvernement que, s'il ne tenait pas ses promesses, les gens marcheraient de nouveau, et seraient encore plus nombreux… Ils seront donc 100 000 pour la marche Jan Satyagraha 2012.

La préparation de cette marche a commencé dès 2009 : les travailleurs sociaux(1) mobilisent les villageois, collectent les données sur leur situation et les demandes à formuler auprès du gouvernement. Dans les villages, les futurs marcheurs mettent de côté une roupie par jour pour se rendre à la marche et une poignée de riz par jour et par marcheur, pour que leur famille ait de quoi se nourrir en leur absence. L'équipe nationale d'Ekta Parishad, soutenue par ses nombreux partenaires internationaux, s'occupe de la mobilisation internationale, du plaidoyer et de la logistique. Le 2 octobre 2011, une grande action de mobilisation a commencé : la Jan Samwad Yatra. Il s'agit d'un voyage d'un an d'une équipe d'Ekta Parishad emmenée par Rajagopal. A travers l'Inde, ils vont de villes en villages pour rencontrer les personnes qui luttent pour mener une vie digne. Ici, c'est un village qui conteste la construction d'un barrage qui inonderait sa terre, là une communauté qui refuse la mise en route d'une centrale nucléaire, ou encore des sans-terres qui réclament l'application des lois qui leur permettraient d'obtenir des titres de propriété pour un lopin de terre, et ainsi envisager le futur avec sérénité. Les situations sont diverses, les contextes différents d'un Etat à l'autre, mais partout les voyageurs voient des hommes et des femmes debout, non-violents et déterminés à faire valoir leurs droits. Sensibles aux messages d'Ekta Parishad, qui appelle à s'unir pour mener une lutte non-violente commune, les communautés rencontrées au cours de la Jan Samwad Yatra comptent bien participer à la marche d'octobre.

Des effets positifs

Il est difficile de prévoir la réaction du gouvernement à cette marche, et donc l'impact concret qu'elle pourrait avoir sur le modèle de développement qu'il promeut. Jusqu'à maintenant, le gouvernement hésite entre le dialogue et la confrontation. Pourtant, avant même d'avoir eu lieu, la marche à déjà des effets positifs : sa préparation contribue à promouvoir la non-violence et à redonner aux populations pauvres et marginalisées le pouvoir d'agir sur leurs conditions de vie, deux composantes essentielles pour un changement durable de la société. Jan Satyagraha a aussi des conséquences au niveau international : elle met sur le devant de la scène la condition paysanne et le phénomène d'accaparement des terres, qui est loin de ne toucher que l'Inde, et provoque un formidable élan de solidarité : de multiples actions de soutien sont prévues, notamment en Europe mais pas seulement, qui répondent à l'appel de Rajagopal : "Mondialisons la solidarité !"

Altaï de Saint Albin
Ekta Parishad ■

Pour en savoir plus :

www.ektaparishad.com ou www.jansatyagraha.org. En Europe : www.ektaeurope.org . Retrouvez sur ce site les mouvements de solidarité à travers le monde en soutien à la marche Jan Satyagraha. Plusieurs actions sont prévues en France, organisées notamment par *Alter Eco, Gandhi International, le MAN, Peuples solidaires, Solidarité…*

(1) Les "travailleurs sociaux" ("*social workers*" ou "*social activists*") sont des activistes qui travaillent dans les villages, soit directement pour Ekta Parishad, soit pour une organisation partenaire. Ils sont payés par l'organisation, mais leur salaire est très faible (il s'agirait plus de volontariat que de salariat).

Andalousie, la terre contre la crise


D.R.

▲ Le 4 mars 2012, première occupation des lieux

Le 4 mars 2012, 500 journaliers du syndicat SOC-SAT(1) ont occupé la finca(2) de Somonte dans la vallée du Guadalquivir, en Andalousie.

Les terres de cette ferme, propriété de la Communauté autonome d'Andalousie, sont le reliquat foncier d'un territoire agricole andalou de 20 000 ha, en grande partie rétrocédés par l'administration à de grands propriétaires terriens. L'occupation de ce fonds public de 400 ha a mis un terme à une vente aux enchères prévue pour le lendemain.

Ironie de l'histoire: les socialistes de retour au pouvoir en Andalousie qui avaient réquisitionné ces latifundia en 1983, sous le gouvernement de Felipe Gonzáles, les restituent aujourd'hui au privé : en l'occurrence à des spéculateurs à l'affût d'aubaines agroindustrielles et de subventions européennes.

Occupation d'une terre à l'abandon

Jeudi 26 avril 2012, au petit matin, les brigades anti-émeutes de la Guardia Civil ont expulsé, manu militari, la trentaine d'adultes et d'enfants qui campaient dans la ferme. Dans la nuit du vendredi 27 avril, une centaine de militants des provinces de Cordoue et de Séville ont réoccupé les lieux, sans coup férir. Encouragé par de nombreuses réactions de soutien, le collectif d'occupation a organisé un Premier Mai festif sur le domaine, avec la participation de centaines de syndicalistes (SOC/SAT, CGT, CNT, USTEA, CO-BAS), d'associatifs et de sympathisants.

Depuis, les rebelles de Somonte ont commencé à aménager ce territoire reconquis, et à mettre en place le modus vivendi de leur projet de "coopérative sociale".

Du 31 mars au 6 avril, une délégation du Forum civique européen (FCE)[3], alertée par les rumeurs d'une expulsion requise par la justice locale, avait séjourné parmi eux. Ses membres en ont ramené quelques aperçus significatifs du quotidien de cette alternative autogestionnaire, en porte-à-faux avec la résignation d'une Espagne profonde qui a remis massivement la droite au pouvoir.

Le choix de ce domaine sur le relief collinaire de Palma del Rio n'est pas fortuit. Depuis des mois, sur cette exploitation de 359 ha de terres sèches dont 41 irrigables, rebaptisée pompeusement "Station expérimentale biologique", vivait un seul gardien chargé de surveiller quelques arpents de cardes et de garofas (arbustes exotiques) destinés à la fabrication de "biodiesel".

Autogestion et égalité des sexes

Le collectif d'occupation, femmes, hommes et enfants, s'active pour accomplir les tâches et les travaux nécessaires à sa transformation. Pas de ségrégation sexiste. Les femmes participent comme les hommes à la gestion du quotidien. Elles ont pleinement voix au chapitre dans les assemblées du soir où l'on établit collégialement l'emploi du temps et répartit les équipes de service (ménage, cuisine, jardinage, accueil des sympathisants, relations avec la presse, épierrement des champs, remise en état du bâti).

Parmi les travaux en cours, un chantier réactive le puits de forage, en contrebas de la ferme. Un géologue et des agronomes proches du syndicat ont détecté l'existence de nappes d'eau sous-jacentes qui pourraient fertiliser ce quasi-désert. Le premier objectif visé par les occupants serait d'élargir le potager, déjà ensemencé et planté devant la ferme, en créant une zone de maraîchage sur la superficie irriguée. A court terme, il s'agit d'arriver à une certaine autonomie alimentaire capable d'alimenter plusieurs dizaines de

(1) Syndicat des ouvriers des champs - Syndicat des travailleurs andalous, fusionnés en 2007. Le SOC, fondé en 1977, lutte depuis la fin du franquisme contre la structure féodale de l'agriculture andalouse encouragée par tous les régimes politiques, de droite comme de gauche.

(2) Propriété agricole

(3) Le FCE, fondé en 1990, après la chute du mur de Berlin, milite dans des opérations de solidarité, notamment en faveur des immigrés. Depuis les émeutes racistes de l'hiver 2000 contre les travailleurs marocains d'El Ejido (cf. *El Ejido, terre de non-droit,* éditions FCE/Golias), il a accentué, parfois sur le terrain, son soutien de la démarche du syndicat andalou.



Le 4 mars 2012, Lola Alvarez, porte-parole de la SOC-Cordoue

D. R.



Le 4 mars 2012, arrivée à la finca de Somonte

D. R.

personnes. Plus tard, comme dans les coopératives du mouvement, il pourrait être envisagé de développer assez de cultures vivrières (oignons, tomates, poivrons, pommes de terre, artichauts et asperges) pour accéder aux marchés de proximité.

Prendre la terre face à la crise

Les militants de Somonte ne manquent pas de modèles. Parmi ceux-ci, El Humoso, dans la commune de Marinaleda, l'eldorado de leur quête utopique(4). Ils en parlent comme d'un village de rêve où s'accomplit l'alternative autogestionnaire que le mouvement oppose à la crise.

Celle qui sévit dans cette région d'Espagne est endémique. Il en résulte l'effondrement du marché de l'emploi : un taux de chômage avoisinant les 25 % de la population active, avec un pic historique (50 %) chez les jeunes Espagnols : le double de la moyenne de l'Union européenne (22,4 %). Les réajustements draconiens préconisés pénalisent l'ensemble de la société, à commencer par l'Espagne "d'en bas". On y trouve pêle-mêle l'augmentation de la TVA (18 %), de l'impôt sur le revenu, le gel des salaires (minimum : 641,4 euros) et des retraites, et l'inflation (+ 2 %), expédients directement en cause dans l'érosion brutale du pouvoir d'achat.

En Andalousie, les réajustements entrepris sont particulièrement dramatiques. Deux mille deux cents entreprises ont disparu, sur les 4900 en activité avant la récession. Le taux de chômage de la Communauté autonome oscille entre 30 et 40 %. Comble d'infortune, le gel de la mi-février a ravagé les récoltes d'oranges dans la province de Cordoue : la destruction de 100 millions de kilos d'agrumes, et notamment des variétés tardives de qualité supérieure, a entraîné la perte de 215 000 heures de travail.

On comprend que ce bilan de désastre attise la détermination des femmes et des hommes qui veulent vivre autre chose que le cauchemar du dénuement perpétuel. "Cette finca sera la nouvelle Marinaleda, martèle Lola Sanchez, nous allons montrer qu'il est possible de vivre de la terre, comme là-bas, où existe le plein emploi."

Une situation coloniale

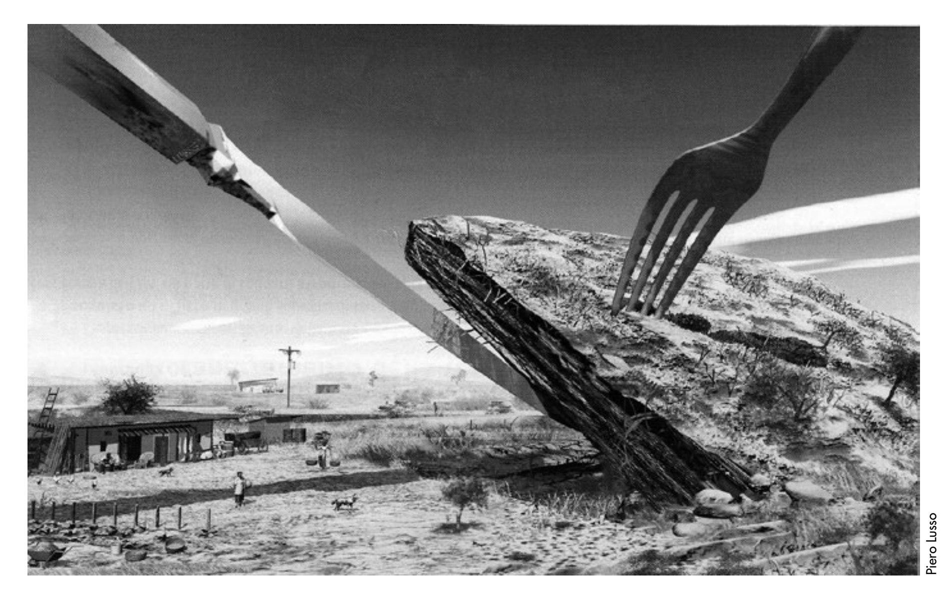
Ce volontarisme s'explique d'autant plus qu'à la base de leur précarité chronique, il y a la "situation coloniale" induite par le régime féodal des grands cumulards du foncier. 60 % des terres les plus riches d'Espagne sont entre les mains de 2500 familles, soit 2 % de la population. 80 % des aides de l'UE (6,5 milliards d'euros) ont été allouées à 20 % de propriétaires terriens et à leurs complices de l'agro-industrie. La mécanisation des tâches manuelles, liée aux monocultures rentables substituées aux cultures vivrières (céréales, coton, agrumes, olives), a détruit l'emploi traditionnel des 500 000 ouvriers agricoles andalous. Autour de Palma del Río, l'automatisation dans les sociétés de conditionnement et d'export (Alsumex, Necfruit, Corexport, Sunaran, Palma Naranja, Oleopalm) a une incidence négative sur le marché du travail.

Le constat de Diego Cañamero, secrétaire général du SOC, figure historique du mouvement, insiste sur les effets de la déprise industrielle : "Ici, on ne transforme pas les produits (…) Par exemple, 90 % du coton espagnol est produit en Andalousie. Et il n'y existe aucune entreprise de textile, tout le coton est envoyé en Catalogne….40 000 ha d'orangers entre Doñana et les plaines de Cordoue, et pas une seule fabrique de jus de fruit… Les poivrons, les tomates… tout est transporté à Murcie. Nous sommes une colonie…"

Jean Duflot
Forum Civique Européen ■

(4) Voir le reportage sur cette commune réalisé dans *Les Sentiers de l'utopie*, de Isabelle Frémeaux et John Jordan, La Découverte, 2011.

L'accaparement des terres agricoles dans le monde



Piero Lusso

En octobre 2008, l'ONG Grain(1) a attiré l'attention du public sur la multiplication des cas d'accaparement, par des intérêts publics et privés, de très grandes surfaces de terres fertiles, en particulier en Afrique, Amérique latine, Europe de l'est et Asie.

L'autorisation donnée par l'Etat malgache à Daewoo Logistics, début 2009, pour que cette entreprise sud-coréenne puisse cultiver plus d'un million d'hectares de terres(2), pourtant en grande partie vouées à l'agriculture familiale, n'était qu'un exemple tiré d'une longue série. La multiplication des projets agricoles de grande échelle et l'accélération de la concentration des terres dans toujours moins de mains, aux dépens des utilisateurs en place, se poursuit aujourd'hui.

Les problèmes générés par ce phénomène sont majeurs pour les personnes et les groupes localement concernés mais aussi au niveau des conditions d'existence générales de l'humanité (alimentation et disponibilité de l'eau à long terme, climat, biodiversité...).

Des intérêts publics et privés

L'accaparement des terres appelle des réponses politiques et juridiques globales, fermes, qui supposent le dépassement des luttes entre "intérêts nationaux". Mais l'issue de la conférence dite Rio + 20, en juin 2012, démontre que la communauté internationale ne prend toujours pas le chemin de l'institution de règles contraignantes pour garantir l'intérêt général global.

L'accélération de la concentration des terres est certainement due à la hausse brutale des cours des produits agricoles, alimentaires et non-alimentaires, intervenue en 2007 et 2008. Elle a conduit des Etats(3) à installer des exploitations agricoles à l'étranger pour sécuriser l'approvisionnement de leur population, mal garanti par le marché mondial. Mais les entreprises privées se sont aussi, spontanément, intéressées aux perspectives d'augmentation de la demande solvable pour les produits alimentaires — découlant du développement de la classe moyenne en Inde et en Chine — et pour les agrocarburants, dont des marchés ont été règlementairement créés (et subventionnés) en Europe, aux Etats-Unis, au Brésil, en Chine et en Inde.

Le rôle des institutions financières

La crise financière mondiale, née de l'effondrement du marché et du crédit immobiliers aux Etats-Unis, a aussi lancé de puissants concurrents dans cette course aux terres. Des institutions financières privées (banques, fonds de pensions...) basées aux Etats-Unis en Europe ont réévalué les risques associés au secteur agricole, relativement à leurs placements en cours. Elles ont créé des fonds d'investissement dédiés à la production agricole, qui ont rapidement mobilisé des centaines de millions de dollars.

Tous ont pris la mesure des opportunités actuelles de valorisation des ressources naturelles. Dans de nombreux pays, le prix modique voire nul de la terre, la légèreté des prélèvements fiscaux, la faiblesse de la gouvernance foncière (en particulier de la protection des droits des utilisateurs en place), l'ineffectivité ou l'absence des règles sociales et environnementales, forment pour eux le plus propice des contextes. Il est largement le fruit de réformes nationales poussées, par les organisations internationales telles que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international,

(1) Grain soutient la lutte des paysans et des mouvements sociaux pour renforcer le contrôle des communautés sur des systèmes alimentaires fondés sur la biodiversité. Grain, Girona 25, pral., 08010 Barcelone, Espagne, Tél. : (0034) 93 30 11 381, www.grain.org

(2) Et exporter du maïs pour alimenter des élevages en Corée du Sud.

(3) En Asie : Chine, Inde, Corée du Sud et Japon ; dans le Proche- et le Moyen-Orient : Arabie Saoudite, Emirats Arabes Unis, Qatar, Egypte...


D.R.

L'urbanisation galopante est une cause importante de la disparition des terres agricoles

■ AGTER : Association pour améliorer la gouvernance de la terre, de l'eau et des ressources naturelles, 45 bis, avenue de la Belle-Gabrielle, 94736 Nogent-sur-Marne cedex, tél. : 01 43 94 72 96, www.agter.asso.fr

dans les pays concernés (à titre de condition d'octroi de leur aide financière).

Dehors les rentiers de la terre !

Forts de leur accès privilégié aux circuits menant à la demande solvable, et forts de moyens technologiques qui leur évitent de recourir massivement à la main-d'œuvre, les accapareurs réunissent les conditions de valorisation (recettes) et de production (coûts des facteurs de production)[4] qui leur assurent la plus forte rentabilité possible. Et l'on assiste, en même temps qu'à l'accaparement des terres, à la capture des richesses liées à l'exploitation de celles-ci. Richesses que d'aucuns peuvent qualifier de rentes, car le génie et le travail ne sont pas aussi déterminants pour prendre position sur les terres et sur les marchés que le fait de disposer d'un pouvoir politique et économique préalable ; et ces retours financiers semblent avoir aussi la stabilité et la régularité d'un revenu garanti.

Mais les modes de production choisis ne visent pas à en assurer la pérennité. Le peu d'égard pour le renouvellement des ressources (telles que les arbres ou la fertilité des sols) est même souvent la clef de la meilleure rentabilité financière à court terme. C'est ainsi que la plus-value maximum tirée par certains investisseurs de la mise en place de monocultures de soja dans le bassin amazonien tient à l'obtention à moindre coût de terres forestières, à la vente des bois commercialisables, aux retours financiers de l'élevage bovin pour lequel ces terres fournissent ensuite des pâturages et, enfin, à la vente à prix fort des droits d'utilisation des terres ainsi aménagées pour la culture de soja.

Améliorer la stabilité de l'accès à la terre de ces derniers, leurs moyens matériels, leurs opportunités de valorisation et ainsi leur revenu est un objectif politique prioritaire. Ces ruraux forment aujourd'hui la majorité des pauvres et des sous-alimentés du monde du fait de conditions d'utilisation des ressources défavorables. Ils sont les premiers à subir l'éviction des terres et à grossir les bidonvilles.

Selon une équipe de chercheurs, entre 2008 et 2009, en quelques mois, l'accaparement a concerné au minimum trente fois plus de terres[5] qu'il n'en avait été mis nouvellement en culture, chaque année, au cour des deux décennies précédentes. Il y a plus qu'urgence à se doter de règles obligatoires pour contraindre les Etats et les agents économiques, transnationaux comme locaux, agissant contre l'intérêt commun. Par leurs votes et leurs revendications dans l'espace public, les citoyens doivent relayer une nécessité que les gouvernants ne veulent pas voir : celle d'inventer au plan national et supranational de véritables garanties politiques et juridiques du bien commun.

Mathieu Perdriault
Fondation AGTER ■

(4) Terre, main d'œuvre et environnement économique et social de la production/État rémunéré au travers de la fiscalité.

(5) 56,6 millions d'hectares soit la surface de la France métropolitaine.

Réforme agraire et dignité : la lutte des sans-terre au Brésil

Le Mouvement des travailleurs ruraux sans terre du Brésil est sans doute l'exemple le plus connu à l'échelle internationale de mobilisation populaire des paysans sans terre pour revendiquer leurs droits. Pour en savoir plus sur les réalités de ce mouvement, *Silence* a interrogé Alexis Martig, auteur d'une thèse sur ce sujet(1).

***Silence* : Quelle est la situation du monde paysan et du foncier agricole au Brésil ?**

Alexis Martig : L'univers agricole brésilien est principalement organisé autour de deux visions et modes de production complètement différents, que sont l'agriculture familiale et l'agrobusiness, avec une disproportion énorme en faveur des grands exploitants, puisqu'ils représentent 1 % des propriétaires terriens et possèdent 46 % des terres en exploitation agricole. L'illustration de ce découpage est l'existence, dans le gouvernement brésilien, de deux ministères en charge du monde agricole : le *Ministerio do Desenvolvimento Agrário* – responsable du développement de l'agriculture familiale -, et le *Ministerio da Agricultura, Pecuaria e Abastecimento* – qui soutient l'agrobusiness.

Ce monde à deux vitesses est historiquement lié à la structure agraire coloniale qui, bien qu'ayant évolué, est restée aux mains des élites locales lors de l'indépendance du Brésil et a été conservée dans ses grands traits, faisant perdurer avec elle d'importantes inégalités sociales. La situation actuelle, à l'image du Brésil, est assez complexe et diversifiée puisqu'elle comprend des exploitations très modernisées qui cultivent à grande échelle de la canne à sucre et du soja, élèvent du bétail... et, dans le même temps, des phénomènes de métayage ou des cas de travail esclave. Les paysans pauvres et libres, auxquels se sont ajoutés par la suite les descendants des esclaves, ont toujours dépendu des grands propriétaires terriens soit pour travailler leurs terres, soit pour y vivre en nouant avec eux des liens de dépendance morale et économique complexes et particulièrement infériorisants.

Aujourd'hui encore, ce sont environ quatre millions de familles qui sont littéralement "sans terre" au Brésil, dans des situations de précarité économique et sociale particulièrement marquées, soit 15 à 20 millions de personnes, 10 % de la population du pays !



D. R.

Dans un camp en cours de légalisation, État de Brasília.

Comment s'est organisé le MST et quelle est son action ?

Face à cette précarité du monde rural brésilien, de nombreux mouvements sociaux, syndicats ou organisations souvent liés à l'Eglise se sont mobilisés, parmi lesquels le Mouvement des travailleurs ruraux sans terre du Brésil (MST). Principalement issu des actions de l'Eglise en faveur des travailleurs ruraux, le MST s'est donné pour objectif principal d'organiser les travailleurs ruraux sans terres pour revendiquer la réalisation de la réforme agraire telle qu'elle est inscrite dans la Constitution brésilienne. Pour ce faire, il mobilise des travailleurs ruraux qui occupent des terres sous forme de campements précaires dans le but d'attirer l'attention des autorités référentes,

(1) Thèse d'anthropologie sociale sur la dimension émancipatrice des pratiques artistiques au sein du mouvement des sans-terre du Brésil. Son auteur est aussi membre de l'Association des amis des sans-terre de Lyon, http://amisdessansterre.blogspot.fr

■ Pour plus d'informations sur le MST : Frères des hommes, 2, rue de Savoie, 75006 Paris, tél : 01 55 42 62 62, http://fdh.org

■ Site du MST (en brésilien) : www.mst.org.br

afin qu'elles appliquent la loi et redistribuent ces terres quand elles correspondent aux critères d'application de la loi[2]. Officiellement apparu en 1984 dans le sud du Brésil, le MST est aujourd'hui présent dans 24 Etats sur 26 et s'est progressivement engagé dans une lutte beaucoup plus large pour la justice sociale.

D.R.

▲ *Dans le campement* Gabriela, *Brasília.*

Quelles sont les avancées ?

Elles sont considérables sur le plan de la mobilisation et de l'organisation tant au niveau local qu'au niveau des Etats, national ou encore international. Le MST a réussi à mettre la pression sur les différents gouvernements pour faire appliquer plus efficacement la réforme agraire, tout en mettant en place des modes de production alternatifs et en s'engageant sur des fronts de lutte variés comme : la lutte pour l'égalité entre les sexes, l'accès à l'éducation, à la santé, le développement d'une production écologique, la lutte contre le travail esclave, l'articulation internationale avec les paysans du monde entier à travers Via Campesina par exemple... Globalement, le MST a réussi à rendre visibles et audibles les paysans sans terre alors qu'ils étaient sans voix et marginalisés. Ceci à travers la création d'une revue, d'un journal ou l'organisation fréquente d'activités, de manifestations et de partenariats avec des programmes universitaires, ainsi que la création d'une école propre au MST – l'Université Florestan Fernandes – permettant d'assurer la formation des militants.

Quelles sont ses difficultés, et quelles limites voyez-vous à cette action ?

Les difficultés principales du MST résident dans la force de ses adversaires, et dans ses capacités à véritablement intégrer les militants qui sont des paysans sans terre "par conditions de vie" aux organes de décisions du mouvement social. C'est un processus qui est en cours, et qui est pour l'instant compensé en partie par des méthodes pour faire remonter le plus efficacement possible les informations. Cependant, il reste encore, à mon avis, certains progrès à faire à ce niveau-là.

Les difficultés résident aussi dans la force et le poids des médias anti-MST, anti-réforme agraire et pro-agrobusiness qui s'appliquent à délégitimer la lutte pour la réforme agraire au Brésil, ainsi que ses acteurs, en les qualifiant par exemple d'"envahisseurs" ou en parlant d'invasion plutôt que d'occupation. Ce parti pris de la majorité des médias écrits ou télévisuels à grande diffusion rend particulièrement difficile la lutte pour la réforme agraire aux yeux de l'opinion publique brésilienne.

Vous travaillez sur le rôle des pratiques artistiques parmi les paysans du MST. Quelles sont ces pratiques et quel intérêt y voyez-vous dans une perspective d'émancipation ?

Afin de faire prendre conscience aux travailleurs ruraux qu'ils peuvent transformer la réalité et en devenir les acteurs politiques, le MST a recours aux activités artistiques à travers l'usage de pratiques théâtrales, de la poésie, de la danse, de la peinture... Grosso modo, on peut distinguer deux types d'activités artistiques : celles qui visent à démocratiser des pratiques artistiques souvent élitistes et réservées à une autre classe sociale au Brésil, comme le théâtre, la poésie, la peinture... et celles qui visent à mettre en scène l'idéal de justice sociale du mouvement et à entretenir une "identité" de sans-terre entre des militants "par conditions de vie" et des militants "par conviction politique", à travers une pratique héritée de l'Eglise appelée mística. Concernant le théâtre, il y a un grand travail qui est réalisé par le MST, fondé sur la pratique du théâtre de l'opprimé et ceci en particulier sur les questions liées aux problématiques du genre au sein des communautés de la réforme agraire.

Propos recueillis par **Guillaume Gamblin** ■

(2) La constitution brésilienne de 1988 prévoit la redistribution des terres de latifundio, improductives du point de vue de l'intérêt public, et qui ne remplissent pas leur fonction sociale, soit pour créer des réserves naturelles, soit pour des travailleurs ruraux les ayant revendiquées. Une indemnisation est versée aux propriétaires. Problème : on ne donne pas aux paysans les moyens de s'installer, ni en termes financiers ni en termes de formation, par exemple...

Les sans-terre en Europe : une affaire de jeunes !



Via Campesina / Marcello Casal - ABR

Manifestation du Mouvement des sans terres à Brasília, 24 mai 2011

***Silence* a demandé à Geneviève Savigny, déléguée de la Confédération paysanne à la Coordination européenne Via Campesina, de nous éclairer sur la situation de l'accès à la terre notamment en Europe.**

Silence : Quels sont les principaux défis auxquels est confronté le monde paysan aujourd'hui ? Est-il en mesure de nourrir la planète ?

Geneviève Savigny : Alors que je vous réponds me parvient cette nouvelle du Paraguay : 16 personnes — manifestants et policiers — ont été tuées dans un conflit entre des paysans sans terre qui occupaient la propriété d'un riche entrepreneur et les forces de l'ordre. La presse mentionne, laconique, que "dans ce pays 2 % des propriétaires possèdent 80 % des terres". C'est aussi l'affrontement entre des productions industrielles de soja — destinées pour beaucoup à nos élevages industriels —, et les productions paysannes vivrières. Partout dans le monde, cette fracture existe, plus ou moins violente, entre les besoins des populations et le développement des productions industrielles sur fond d'accaparement de terres, de production croissante d'agrocarburants et de spéculation à l'échelle mondiale.

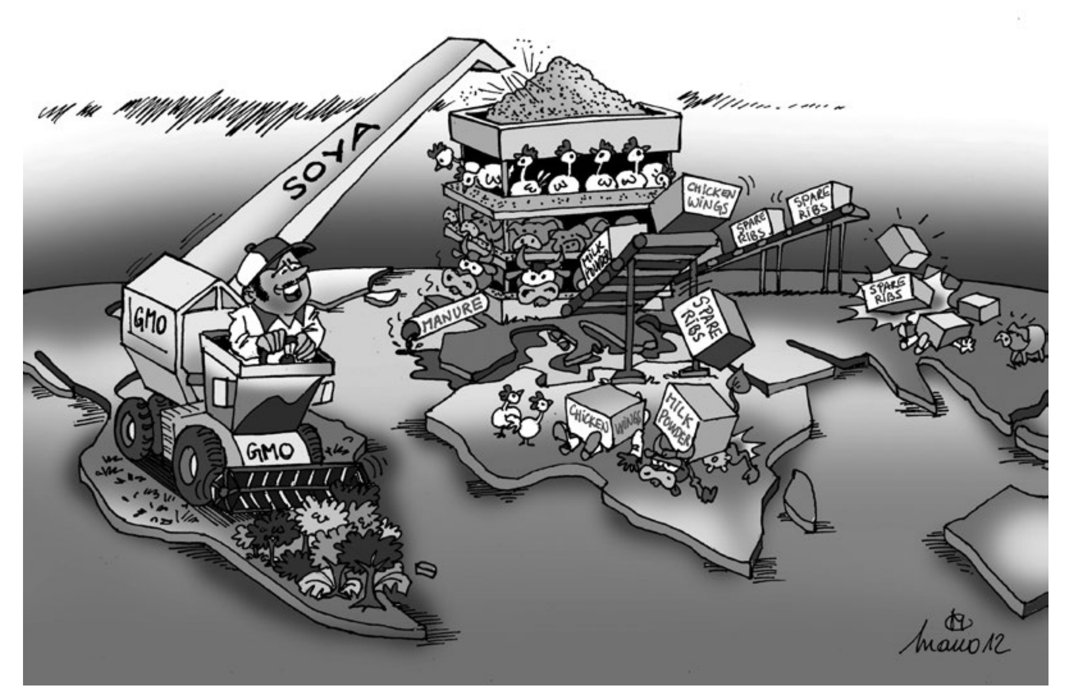
Un milliard de personnes souffrent toujours de la faim dans le monde et, depuis la crise alimentaire de 2008, la situation ne s'améliore guère. La question n'est pas pour l'agriculture de "nourrir la planète", mais pour les paysans de pouvoir produire et nourrir les populations locales. Si la situation en Europe apparaît moins violente, la question de l'accès à la terre y est aussi prégnante.

Quels sont les principaux obstacles à l'accès à la terre en Europe ? Quelles les pratiques favorisent la marchandisation et la concentration des terres au détriment des paysan-ne-s ?

L'Europe — en particulier l'Europe de l'Ouest et les premiers Etats membres de l'Union européenne —, présente une agriculture très modernisée. Depuis plusieurs décennies, la mécanisation a permis un fort agrandissement des structures, phénomène renforcé par une politique agricole commune qui verse aux agriculteurs des subventions à l'hectare, sans limite de surface, notamment pour les céréales.

> **La question n'est pas pour l'agriculture de "nourrir la planète", mais pour les paysans de pouvoir produire et nourrir les populations locales.**

Pourtant, partout en Europe, des jeunes veulent s'installer et cherchent à surmonter cet obstacle universel : l'accès au foncier. Les projets sont souvent autant des projets de vie que des projets professionnels, qui s'inscrivent dans le cadre de la souveraineté alimentaire, la relocalisation, le lien aux animaux ou à l'environnement.



▲ *Affiche de Via Campesina dénonçant l'agriculture industrielle. Soya : Soja ; GMO : OGM ; Manure : lisiers ; Chicken Wings : ailes de poulets ; Milk powder : lait en poudre ; Spare Ribs : côtelette de porc*

Via Campesina est un réseau mondial d'organisations paysannes issues de 70 pays regroupant environ 200 millions de personnes à travers le monde : paysan-ne-s, petits et moyens producteurs, pécheurs, sans-terres, femmes et jeunes du monde rural, indigènes, migrants, travailleurs agricoles... Il vise la souveraineté alimentaire et défend l'agriculture paysanne de petite échelle comme moyen de promouvoir la justice sociale et la dignité. Autonome, pluraliste et multiculturelle, le réseau s'oppose clairement à l'agriculture industrielle et aux entreprises multinationales et à leurs nuisances sociales, écologiques et sur les droits humains.

■ Coordination européenne Via Campesina, rue de la Sablonnière 18, 1000 Bruxelles, Belgique, Tél. : + 32 2 217 31 12, www.eurovia.org

Il s'agit alors de trouver quelques hectares, pour faire des légumes notamment. Signe du mouvement, dans tous les départements, les formations à la production de légumes se multiplient dans les CFPPA(1) et font le plein. Morgan, jeune paysanne installée en Bretagne sur 1, 5 ha de terre, témoigne : "Il y a plus de 50 jeunes qui se forment en maraîchage bio chaque année dans le Morbihan et, sur les 90 installations annuelles, 30 sont des hors-cadre familial sur des productions en vente directe."

Car c'est là que se situe le principe hiatus : la transmission de la terre repose, en France et en Europe, sur la propriété privée du foncier et la succession familiale. Cela s'adapte mal aux besoins des jeunes qui veulent s'installer. Trop importantes, trop coûteuses pour les nouveaux entrants dans le métier, les fermes qui ne sont pas reprises par un fils ou fille d'agriculteur sont souvent rachetées par un voisin déjà bien doté, et l'agrandissement s'amplifie. On risque, et cela arrive déjà, que même les voisins soient incapables de suivre ces prix, ce qui laisse la porte ouverte aux "investisseurs", ces nouveaux spéculateurs qui accaparent déjà les terres en Afrique et, plus près de chez nous, en Roumanie et en Ukraine.

L'urbanisation et le bétonnage accentuent le phénomène en diminuant les terres disponibles, créant une compétition entre les usages et poussant les prix à la hausse.

Quelles différences peut-on observer sur le territoire européen ?

Il y a des différences notables entre pays, puisque les politiques foncières sont nationales et ne font pas partie de la politique agricole commune. Il semble que la terre soit assez disponible en Suède et en Scandinavie ; il est par contre impossible de trouver un mètre carré aux Pays-Bas. En Belgique, l'hectare se négocie couramment à 25 000 € ; il est très cher aussi en Espagne. En France, la réglementation foncière toujours à l'œuvre et une plus grande disponibilité en terre calment la situation ; à 5300 €/ha en 2011, nous sommes l'un des pays où la terre agricole est la moins chère, ce qui attire des agriculteurs d'autres pays. L'existence d'un droit du fermage protégeant les locataires (issu de l'après-guerre), l'existence des SAFER destinée à maintenir les terres pour l'agriculture, et ce malgré leur fonctionnement souvent clientéliste, apportent une certaine régulation. Il n'empêche, cela répond mal aux jeunes, ou aux groupes de jeunes en mal de quelques hectares pour s'installer, en concurrence avec des agriculteurs déjà en place.

Comment s'organisent les sans-terre européens en lien avec Via Campesina pour revendiquer l'accès à la terre ?

Face à cette situation, les jeunes s'organisent, se rencontrent, se mettent en mouvement.

Cette année, un groupe de jeunes est parti à vélo du département du Nord pour demander des terres et dénoncer la situation foncière. Il a rejoint la manifestation du 17 avril 2012 – journée internationale des luttes paysannes – contre les "accapareurs" de terre français à Paris, avant de rejoindre la lutte de Notre-Dame-des-Landes où des paysans et militants s'opposent à la construction d'un nouvel aéroport. Ces luttes rejoignent un réseau européen d'opposition aux "grands projets inutiles", consommateurs de terres agricoles dont on met aujourd'hui en avant la valeur nourricière.

Il y a plusieurs années que la question foncière est au cœur des luttes de Via Campesina. Plusieurs années également que la question des jeunes et bien sûr de l'accès au métier et au foncier a été placée au cœur des travaux militants. En Europe, cela s'est structuré et renforcé ces dernières années. Le mouvement de jeunes ruraux "Reclaim the Fields", né en 2007-2008 (voir article p.18) a souhaité se définir de façon autonome, tandis que de jeunes paysans plus impliqués dans les structures professionnelles ont créé "Young European Coordination Via Campesina", restant en lien par les personnes actives de ces mouvements.

Actions locales, occupations de terres, luttes symboliques, se multiplient tandis que l'urgence d'une réforme agraire se fait de plus en plus sentir en Europe, pour permettre le renouvellement des générations et protéger la terre agricole de la spéculation, lui rendant un statut de bien commun qu'elle n'aurait jamais dû perdre.

Propos recueillis par **Guillaume Gamblin** ■

(1) CFPPA : Centre de formation professionnelle et de promotion agricole



D. R.

Accéder à la terre : un parcours du combattant ?

Quels sont les obstacles qui empêchent des jeunes formés et motivés d'accéder à la terre, aujourd'hui en France ? Une rencontre dans la Drôme, autour de l'installation agricole et de l'accès au foncier, permet de comprendre un peu mieux les rouages de ce labyrinthe.

Du 14 au 28 avril 2012, des jeunes paysans en recherche de terres ont circulé de Lille à Nantes (arrivée à Notre-Dame-des-Landes)

Séverine et son copain vivent depuis sept ans sur le plateau du Vercors et sont en recherche de 1, 5 à 2 ha de terres pour cultiver des légumes, des petits fruits et des plants potagers. Lorsque le bail d'une ferme communale de 40 ha arrive à son terme, ils font une demande d'acquisition d'une parcelle mais ne parviennent même pas à récupérer 3000 m^2, le fermier faisant jouer son droit de préemption. Puis ils repèrent une parcelle de 1,6 ha en friche, et se rendent compte, par l'intermédiaire du Comité d'action juridique local, qu'une loi oblige les propriétaires à remettre en culture les terres incultes. Mais après plusieurs mois d'efforts, la mairie du village achète ces terres en échange d'une autre parcelle, afin de construire un parking. Les jeunes gens contactent alors la SAFER, organisme chargé de la distribution du foncier agricole, qui les renvoie à son délégué local… à savoir l'agriculteur bénéficiaire de l'échange de terres ! Soutenus par la Confédération paysanne, ils obtiennent une rencontre avec un dirigeant de la SAFER qui leur explique qu'il refuse leur projet car il ne le juge pas viable. Leur exemple est significatif des dysfonctionnements qui font de l'accès à la terre un vrai casse-tête pour des personnes cherchant à s'installer dans une démarche d'agriculture paysanne aujourd'hui. Combien d'années faudra-t-il encore à ces deux jeunes motivés pour trouver 2 ha de terres ? Quels sont les freins qui rendent le chemin si ardu ?

Séverine et son copain font partie de la quinzaine de porteurs de projet en recherche de terrains qui participent à un "Café installation", le 23 mai 2012, à Crest, dans la Drôme. Cette soirée a été organisée par un ensemble d'organismes de soutien au monde agricole, pour tenter d'identifier les difficultés d'accès à la terre, les obstacles et les possibilités pour dépasser ceux-ci. Participent également à la soirée une quinzaine de paysans de la région, deux maires de communes avoisinantes, des habitants du coin curieux, quelques militants associatifs et des représentants des organismes qui organisent la soirée[(1)].

Trouver une terre dans la jungle des organismes

Comment s'y retrouver dans la complexité des chemins qui mènent à la terre ? Selon Samuel, participant au Café installation, on peut dire pour résumer qu'il y a trois niveaux dans l'attribution des terres agricoles : d'abord la commune, en lien avec des organismes planificateurs comme la DRIR[(2)], décident du plan local d'urbanisme (PLU). C'est ce plan qui indique si un terrain est agricole ou constructible. A un deuxième niveau interviennent les SAFER[(3)] et les CDOA[(4)], qui

(1) Solidarité paysans, qui apporte une aide aux paysans en difficulté ; la Confédération paysanne ; Terre de liens ; Microfac, qui forme les paysans à la gestion agricole pour être autonomes et "se réapproprier leurs chiffres" ; les Compagnons de la terre ; les Comités d'action juridique ; Agribiodrôme (qui regroupe des producteurs bio du département).

(2) Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement

(3) Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural

(4) Commissions départementales d'orientation agricole


D.R.

Rencontre autour de l'installation agricole et de l'accès au foncier, Crest (Drôme), 23 mai 2012

décident comment la terre agricole disponible est répartie et à qui elle est affectée. A un troisième niveau se joue l'accès aux aides à l'installation et au statut d'agriculteur, avec la Chambre d'agriculture notamment. Selon Bernard Breton, animateur foncier à la Confédération paysanne, ce qui rend laborieux le chemin à la terre est, entre autres, la difficulté d'accéder à l'information. La publicité foncière se fait via des notifications notariales, des agences immobilières, des annonces de presse, des réseaux de voisinage, des institutions, un répertoire national, et il est souvent bien difficile de s'y retrouver. "Pourquoi y a-t-il autant de structures publiques et privées ?", demande un agriculteur. "On ne sait même pas à qui s'adresser pour céder un terrain." Par ailleurs, la SAFER, organisme incontournable et doté d'un important pouvoir de décision pour l'attribution des terres, ainsi que les Chambres d'agriculture, sont depuis un demi-siècle dirigées et verrouillées par le syndicalisme majoritaire qui défend un modèle industriel et productiviste. Les problèmes d'accession à la terre pour une agriculture paysanne et biologique ne sont donc pas résolus par ces organismes, qui privilégient les grosses exploitations, par "réalisme" (car elles correspondent au modèle agricole promu ces dernières décennies).

Verrou culturel, question du bâti et spéculation

Un autre problème vient du fait que, pour beaucoup, les paysans qui partent à la retraite sans succession ne pensent pas à la transmission. Il y aurait là un blocage culturel : ils ne croient pas qu'il soit possible, pour des jeunes, de construire un projet viable sur un autre modèle agricole que le leur, un modèle non-productiviste et de petite taille. "Il y a parfois une histoire d'amour-propre, estime Hugues Vernier[5] : il est difficile pour un paysan de risquer de voir réussir les autres là où il a peiné ou échoué. Comment se fait-il, poursuit-il, qu'il y ait beaucoup de jeunes demandeurs qui veulent faire de l'agriculture, qui ont les capacités, mais qui ne trouvent pas de terres, alors que d'un autre côté il y a des terres à vendre mais qui ne vont pas aux jeunes ? C'est aussi un problème de confiance. Dans le monde rural, il faut faire ses preuves pour acquérir du foncier."

Parmi les autres problèmes que rencontrent les jeunes entrant dans la vie agricole figure l'accès au logement et au bâti. Plus d'une fois les fermes et les terres sont vendues séparément, or l'une sans l'autre n'a pas grand intérêt pour un paysan (par contre, ça peut valoir très cher, un joli corps de ferme en vieilles pierres…). Cécile s'est installée en maraîchage biologique il y a deux ans sur les terres familiales à Piégros-la-Clastre. Elle entreprend la construction d'un bâtiment agricole sur son terrain, trop éloigné du bâtiment familial. Mais entretemps, le nouveau PLU classe son terrain en zone naturelle . Il lui serait donc possible de construire une piscine (comme extension à du bâti existant)… mais non un bâtiment agricole (considéré comme nouveau bâti !). Un gros handicap pour développer son activité.

Enfin, un problème de taille est celui de la valorisation financière des terres. Pour les agriculteurs partant à la retraite, la vente du terrain en constructible revalorise financièrement la terre

(5) Responsable du secteur agriculture à la communauté de communes du Val-de-Drôme.

et est un moyen d'assurer leur retraite. Mais ce sont aussi les communes qui tirent parfois profit financier de la terre au détriment de l'agriculture : elles se financent en achetant à bas prix les terres agricoles et les font fructifier en les revendant en constructible, dénonce Benjamin, qui s'est installé il y a quelques années avec un collectif de dix personnes en Ardèche[6].

Accès à l'information et transmission

Face à ce constat, des pistes d'action sont possibles. Parmi celles-ci figure une meilleure transmission de l'information sur les terres disponibles. Jean Serret[7] explique que, dans sa commune, il prend soin de faire passer l'information aux agriculteurs lorsqu'il reçoit une notification de la SAFER sur des terres agricoles disponibles. Un jeune porteur de projet agricole l'interpelle : c'est une bonne première étape, mais il faudrait ouvrir encore et faire passer l'information aux jeunes en recherche de foncier agricole ! Mais il n'est pas toujours facile pour des institutions de repérer les personnes en recherche de terres.

Un autre défi est celui de la transmission. Deux paysans sont là pour témoigner qu'on peut réussir un passage de terres. Alain est paysan à Besayes et s'approche de la retraite. Il cultivait des céréales sur 50 ha et est parvenu à transmettre ses terres à trois jeunes dans de bonnes conditions. Alain a rencontré un premier paysan sans terre, ils ont travaillé un an ensemble. Puis une deuxième et une troisième personnes se sont intégrées et lui ont montré qu'il était possible de vivre à quatre sur son terrain. Il a changé de modèle productif et, en divisant par quatre sa surface, il dit vivre aussi bien qu'avant. "Chacun des quatre s'en tire avec 800 € net par mois. C'est pas si mal pour un paysan." Patricia est la troisième personne qui s'est installée sur ses terres. Elle était du coin et cherchait 2 ha pour cultiver des plantes aromatiques. Même si elle connaissait les réseaux agricoles locaux, elle estime avoir eu de la chance en rencontrant Alain, et témoigne qu'il est difficile de frapper à de nombreuses portes pendant des années.

Un espace-test pour faire ses preuves

Les Compagnons de la Terre est une association née d'un groupe de formateurs agricoles qui constataient que les jeunes formés ne s'installaient pas, par défaut de terre et d'argent, malgré leur forte volonté. Ils ont donc créé une pépinière d'installation agricole, qui permet de mettre à disposition des terres et du matériel pour de futurs agriculteurs qui souhaitent tester leur activité avant de se lancer dans une installation. Depuis 2006, des terres sont donc mises à disposition dans la communauté de communes du Diois puis à Eurre. Les jeunes paysans qui s'engagent dans ce processus bénéficient d'un accompagnement humain et professionnel, et d'un statut. C'est une installation grandeur nature, donc un vrai test (économique, administratif, technique, humain, au niveau du rythme de vie…), qui permet aussi de créer de la confiance, si importante, et d'être reconnu localement. Quatre porteurs de projets sont actuellement présents dans la pépinière. Manu témoigne : "Depuis dix ans, les agriculteurs locaux savent que je cherche de la terre ; c'est seulement depuis un an que je suis à la pépinière qu'ils me proposent des terres et des perspectives pratiques." Un autre poursuit : "Au niveau de la commercialisation par exemple, je me fais des réseaux que je n'aurai pas à reconstruire après." En outre, la dimension collective permet l'échange entre les porteurs de projet. Ces espaces-tests, qui commencent à fleurir en France, sont subventionnés par les collectivités locales, les agences de l'eau, etc.

Des ressources diverses

Un certain nombre d'autres ressources existent pour accompagner et soutenir les démarches de recherche de terre : des organismes agricoles, comme ceux qui organisaient cette soirée, en font partie. Les Comités d'action juridique, par exemple, sont intéressants quand on écoute Jean-Luc : en cours d'installation collective près de Tournon, il explique que, pour monter un GFA, il a dû étudier le juridique et que cela a été complexe. Au niveau des communes, une action volontariste est également possible. C'est par exemple le conseil municipal qui décide si un terrain est classé constructible ou non ; il peut donc intervenir pour stopper la spéculation du propriétaire d'une terre et ramener celle-ci dans le champ agricole. La commune d'Aubenasson, quant à elle, a acheté une terre pour y installer un jeune agriculteur demandeur, dans une démarche volontariste. En dernier recours enfin, il est possible de passer à une forme d'action plus directe et de s'organiser collectivement pour occuper des terres, comme cela a été le cas au printemps 2012 à Somonte, en Andalousie…

Guillaume Gamblin ■

■ Confédération paysanne, 104, rue Robespierre, 93170 Bagnolet, tél : 01 43 62 04 04

■ Les Compagnons de la terre, Les Praves, 26400 Eurre, tél : 04 81 66 04 94, lescompagnonsdelaterre@gmail.com

■ Comité d'action juridique Drôme, 62, avenue Jean-Rabot, 26400 Crest, tél : 04 75 25 10 50

(6) A l'inverse, on peut signaler qu'aujourd'hui, beaucoup de communes se méfient du changement d'affectation des sols : elles refusent à un paysan de construire une maison, au cas où il la revendrait ensuite avec les terres, les sortant ainsi du foncier agricole.

(7) Maire d'Eurre et président de la communauté de communes du Val-de-Drôme.



Reclaim the Fields

Reclaim the Fields (RtF) est une constellation européenne composée de jeunes paysan-ne-s, sans terre, installé-e-s ou en devenir, et de personnes voulant retrouver le contrôle de la production alimentaire.

D.R.

▲ *Manifestation à Notre-Dame-des-Landes*

Reclaim th Fields est né au forum social de Malmö en 2007, lors d'une rencontre fomentée par Via Campesina à l'intention de jeunes européen-ne-s désirant devenir paysan-ne-s. Le petit groupe qui s'est structuré en Suède a constaté qu'en Europe, peu de jeunes se mobilisent à travers les organisations syndicales, et a proposé de transformer cette ébauche de "coordination des jeunes de la Via Campesina" en un mouvement plus large qui ne se limiterait pas au monde syndiqué et professionnel.

L'idée était aussi de créer des espaces de convergences parmi celles et ceux qui se pensent dans un devenir paysan, ainsi qu'entre des composantes d'activistes écologistes radicales d'Europe du Nord, qui s'illustrent par des pratiques concrètes d'auto-organisation lors de campements et d'action collectives non-violentes ; et des composantes plus "latines" dont les pratiques et les revendications s'inscrivent plutôt dans la continuité de mouvements en rapport avec la lutte des classes.

Quelques réunions ont conduit à l'organisation d'un campement européen à Cravirola (Hérault) en 2009. Lors de l'assemblée finale, les bases de la structure de Reclaim the Fields ont été posées.

Vers un mouvement pour l'accès à la terre en Europe ?

L'avenir que propose le modèle dominant d'agriculture — productiviste, capitaliste et industriel — ne nous convient pas. Ce modèle, fondé sur la dépendance au pétrole, néfaste pour les sols, hypertechnologique, de mèche avec l'agrobusiness et le colonialisme, est indissociable de l'exploitation des ressources et des personnes. On ne peut pas arrêter l'agriculture industrielle sans revenir à de petites paysanneries nombreuses et solidaires. Cela implique de penser un projet de société qui vise à trouver les paysan-ne-s de demain. Ces personnes sont des sans-terre mais beaucoup d'entre elles s'ignorent encore (y compris même parmi les lecteurices de *Silence* !).

Pour l'heure, l'accès à la terre est très difficile en Europe si l'on veut pratiquer une agriculture de basse intensité. L'agrandissement des fermes rend la transmission compliquée, le prix du foncier est démesuré. Il y a beaucoup d'obstacles juridiques et administratifs si on ne veut pas s'installer dans une logique d'agriculture à fort investissement, hautement productive et compétitive. Ainsi, des centaines de personnes qui cherchent à s'installer galèrent franchement pour y parvenir. Ces blocages structurels étant bien ancrés, la situation ne changera pas sans luttes : luttes autogérées, offensives, joyeuses, intégrant différentes composantes de la société.

Ce qui nous paraît tout aussi important, c'est de valoriser les nombreuses initiatives collectives de réappropriation de la production alimentaire : jardins et fermes collectifs, coopératives de consommateurs, guérillas jardinières, etc., car ces dynamiques sociales sont porteuses d'un imaginaire de changement : se prendre en main, ne pas tout attendre du monde paysan, des politiques agricoles ni, surtout, de la distribution alimentaire de masse.

Une constellation de lieux, d'associations et de personnes...

RtF a décidé de s'organiser de manière horizontale afin de favoriser l'expression d'une diversité d'approches dans le réseau. Celui-ci est envisagé comme une constellation d'initiatives et participe à des combats contre des projets de "développement" qui mettent en péril des zones agricoles entières, par un soutien politique aux actions directes et aux occupations de terres organisées localement.

Des groupes de coordination sur la question des semences se sont formés, pour échanger et fournir un appui aux initiatives organisées ici et là contre la répression administrative sur les semences libres.

La mise en place d'un réseau de fermes qui se porteraient volontaires pour apporter un appui technique et politique est en cours. Il s'agit de proposer un cadre d'apprentissage et de réappropriation de techniques agricoles et militantes, pour celles et ceux qui ne se retrouvent pas dans les schémas de l'enseignement agricole officiel ou qui en trouvent les portes fermées.

Le refus de toute forme d'autoritarisme, de discriminations, de hiérarchie et d'exploitation des personnes fait partie des bases politiques de RtF. Ainsi des réflexions sur les rapports de dominations et les discriminations (par exemple sur les questions de genre) sont présentes lors des assemblées. En effet, comment se penser dans un changement global et reprendre le contrôle de nos vies sans remettre en cause les rôles inculqués à chacune et chacun depuis si longtemps ?

Nécessité d'agir pour conforter les pratiques

Au sein de la constellation, des solidarités se tissent entre des étoiles porteuses d'actions comme des occupations de terres ou des luttes pour la conservation des terres agricoles, que ce soit en Roumanie (lutte contre un projet d'exploitation aurifère), en Angleterre (lutte contre l'extension de l'aéroport de Heathrow), en Italie (mouvement NO TAV contre le TGV Lyon-Turin), et dans beaucoup d'autres pays.

Des actions locales sont relayées dans le réseau à l'occasion de la journée mondiale des luttes paysannes (le 17 avril) comme l'occupation du *Champ des filles* en 2011 à Genève et une occupation à Vienne en 2012. Toutes ces mobilisations sont porteuses d'imaginaires qui viennent renforcer de nouvelles dynamiques ailleurs. RtF est solidaire des actions d'occupation de terres qui se multiplient en Europe.

En France, le 7 mai 2011, à Notre-Dame-des-Landes, est née la ferme du Sabot, grâce à une mobilisation coordonnée par les assemblées francophones de RtF et les occupant-e-s de la zone d'aménagement différé (ZAD), rebaptisée zone à défendre, contre la construction du deuxième aéroport de Nantes qui condamnerait au béton plus de 2 000 ha de terres agricoles). Sur des terres en friches, plusieurs centaines de personnes sont venues, fourches et outils en main, pour défricher des ronciers en tout genre et faciliter la mise en place d'une ferme maraîchère en lutte. Ce projet, réussi dans l'ensemble, a permis de renforcer un sentiment d'unité entre le monde des squatteurs-euses déjà à l'œuvre dans la ZAD et les représentant-e-s des composantes plus citoyennes de l'opposition au projet d'aéroport.

A suivre...

A Notre-Dame-des-Landes, des avis d'expulsions ont été prononcés. Si les menaces sont mises en œuvre, RtF vous invite à participer à une manifestation de réoccupation.

Des membres de RtF ■

Evolution progressive du réseau :

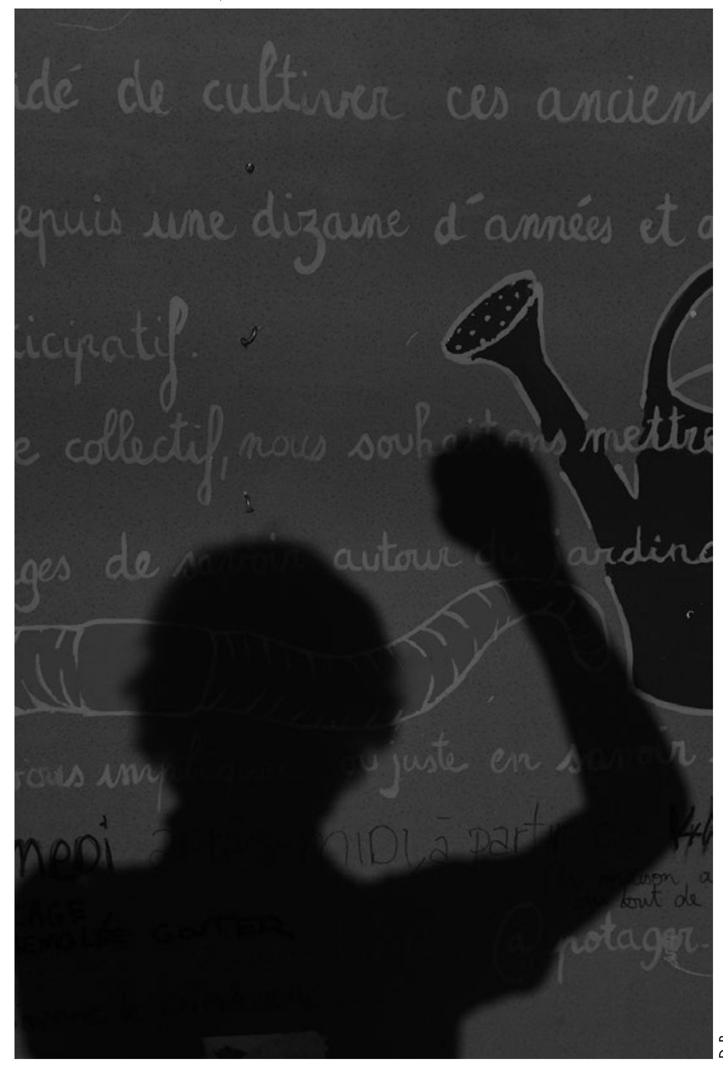
La vie du réseau au niveau européen est ponctuée, chaque année, de deux assemblées (à chaque fois dans un pays différent). Tous les deux ans se tient un camp européen, sorte d'assemblée générale qui mêle discussions de fond, questions d'organisation, partage des expériences et échanges de pratiques.

La coordination des assemblées et des camps est tournante et le lien à l'échelle européenne passe aussi par un bulletin de liaison traduit en plusieurs langues.

La constellation Reclaim the Fields se tisse ainsi à travers des vécus militants variés et une grande biodiversité de terreaux politiques. Se réapproprier la question politique prend bien sûr du temps mais, grâce à un processus ouvert et fondé sur une dimension autogestionnaire, chacun-e peut se sentir impliqué-e dans les décisions et actions du réseau.

■ Pour obtenir plus d'information et télécharger les bulletins : www.reclaimthefields.org

Jardin des Lentillères, Dijon

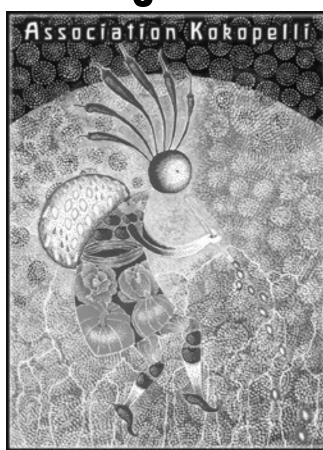


D.R.



Kokopelli

Semences en danger



Alors que l'avocat général avait repris bon nombre d'arguments de Kokopelli, le 19 janvier 2012, dans le procès qui oppose au niveau européen l'association Kokopelli et la société de semences Baumaux, la Cour de justice a finalement rejeté les demandes de Kokopelli qui demandait l'application de la clause de libre exercice de l'activité économique et la non-discrimination pour s'opposer à l'obligation d'enregistrement au registre européen des semences. Registre qui sert aux semenciers comme Baumaux pour demander l'interdiction des semences "libres". La cour appuie son jugement sur l'intérêt supérieur d'assurer une "productivité agricole accrue" (expression utilisée 15 fois dans le jugement) prioritaire sur la défense des variétés anciennes et la biodiversité. Rappelons que selon les estimations de la FAO, Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, 75 % des variétés de semences de l'Europe ont déjà disparu. *Kokopelli, 131, impasse Palmiers, 30100 Alès, tél. : 04 66 24 78 53, www.kokopelli.asso.fr.*

Deux-Sèvres

Se former à l'agriculture biologique

Le CFPPA, Centre de formation professionnelle et de promotion agricole, de Melle propose une formation pour obtenir un Certificat de spécialisation à l'agriculture biologique, en production, transformation et commercialisation. Elle dure sept mois et alterne douze semaines de stage et des périodes de formation sur la transformation fromagère, le maraîchage, la mise en bocaux, les grandes cultures, l'élevage, etc. *Contacts : Elsa Perrot et Xavier Métais, Co-coordonateurs CS bio, CFPPA de Melle, Tél. : 05 49 27 24 44, elsa.perrot@educagri.fr, xavier.metais@educagri.fr.*



nord/sud

François Hollande se prétend en rupture avec la Françafrique

Le 27 août 2012, devant 200 diplomates français réunis à Paris, François Hollande a affirmé que sur un "continent en forte croissance et qui ne supporte plus le discours larmoyant à son endroit (…) notre politique doit être différente du passé. (…) Elle doit être fondée sur la transparence de nos relations commerciales et économiques, la vigilance dans l'application des règles démocratiques et le respect aussi des choix souverains". Et d'appeler les diplomates à être les VRP des entreprises françaises. "L'enjeu, c'est la capacité d'être plus compétitif, de conquérir des marchés". Le retrait des militaires français en Afrique n'a pas été évoqué, ni la rupture des relations avec les dictatures en place…

Fuite des capitaux

Pour comprendre comment les multinationales évitent de payer des impôts, l'association Survie donne un très bon exemple. La Côte d'Ivoire a importé pour les quatre premiers mois de 2012 pour 2,38 milliards d'euros de "produits énergétiques" (carburant, bitume…). Les fournisseurs sont dans l'ordre la Chine, la France, le Nigeria… et les Iles Caïman. Ces dernières n'ayant aucune ressource pétrolière ni raffinerie, on peut se demander comment elle procède. En fait, elle se contente, à l'aide de sociétés écrans, de facturer des livraisons qui bien sûr proviennent d'ailleurs. Ainsi, les bénéfices restent sur les Iles Caïman, paradis fiscal bien connu.

Rwanda

Enquête judiciaire au ralenti…

Depuis le génocide du Rwanda (plus de 800 000 morts en 1994), une enquête judiciaire est en cours en France pour déterminer les responsabilités dans notre beau pays des droits de l'homme.
Depuis 1994, il y a donc un magistrat et deux juges d'instruction qui enquêtent… Devant les protestations de différentes associations, Michèle Alliot-Marie et Bernard Kouchner avaient annoncé en janvier 2010, la mise en place d'un "pôle génocides et crimes de guerre" qui devait entrer en fonctionnement fin 2011.
Mais comme il ne faut pas faire de vagues avant les élections, en mars 2012, on en était toujours à la phase de recrutement pour six assistants de justice…
Il ne faut quand même pas aller trop vite… des fois que les responsables ne soient pas encore tous morts !



Médias

■ **Le chou brave,** *Nensya, 4, rue des Prunelles, 67520 Nordheim, tél : 03 88 87 64 63, www.nensya.fr.* Le premier numéro de cette revue est paru pendant l'été 2012. La revue entend animer le débat entre tous ceux qui mangent cru. Avec différents axes : plantes sauvages, spiritualité, énergies libres (?)… 96 pages, 1 € seulement.

■ **Charlie-Hebdo** a publié un numéro Hors-Série *L'Escroquerie nucléaire*, 64 pages de rentre-dedans, coordonné par Fabrice Nicolino, pour en finir avec cette énergie à l'agonie. 6 € en kiosque.

Isère

Tart'en'Pion

Après deux ans de fermeture, le 7 mai 2010, le seul café de la place de la Liberté à Saint-Martin-d'Hères a rouvert sous forme d'une Scic, société coopérative d'intérêt collectif, avec comme projet d'associer un café, une épicerie et un restaurant. Le café propose aussi des activités culturelles dont des jeux (animé par l'association La Boîte de Pandore), des spectacles, des ateliers animés par des bénévoles. Le restaurant



D. R.

ne travaille qu'avec des produits frais et de saison, de préférence locaux. L'épicerie donne aussi la priorité aux producteurs locaux. La Scic comprend 72 sociétaires, majoritairement des habitants du quartier, mais aussi d'anciens militants d'un club d'investissement privé "La bobinette", et des structures comme la mairie et la MJC du quartier. Tart'en'pion accueille également des stagiaires de l'association "La Compagnie des Ted" dont l'objet est l'intégration d'enfants autistes en milieu ordinaire.

■ *Tart'en'pion, 14, place de la Liberté, 38400 Saint-Martin-d'Hères, tél. : 04 56 45 63 69, http://tart-en-pion.blogspot.fr.*

■ *La boîte de Pandore, même adresse, http://pandore-jeux.perso.sfr.fr.*

Les Amap, une activité commerciale ?

En mars 2012, devant l'Assemblée nationale, les députés Jean-Patrick Gille et Jack Lang ont interrogé le ministre de l'agriculture sur le régime fiscal des Amap et leur assujettissement aux impôts commerciaux.

Le ministère a répondu dans le Journal officiel du 17 avril 2012, en affirmant qu'une Amap doit être "considérée comme lucrative et soumise aux impôts commerciaux" parce qu'elle entretient des relations privilégiées avec une entreprise (l'agriculteur).

Depuis le Miramap, coordination inter-Amap, a produit un contre-argumentaire : elle rappelle que dans une Amap, la seule ressource monétaire est le montant des adhésions. Il n'y a donc pas d'activité commerciale. Elle conteste aussi l'argument de l'avantage concurrentiel : rien n'empêche un agriculteur de participer à une Amap : il suffit qu'il ait pour cela la confiance de consommateurs. Elle rappelle que les Amap ont permis le maintien ou l'installation d'agriculteurs (et plus particulièrement de maraîchers) dans un contexte où la terre devient rare. Début juillet 2012, elle a donc décidé de s'adresser au nouveau ministre de l'agriculture pour lui demander de prendre en considération les spécificités sociales des Amap. *Miramap, 58, rue Raulin, 69007 Lyon, tél : 06 18 99 77 80, www.miramap.org.*

Loiret

L'Apacrete

L'Apacrete est une association qui a vu le jour autour d'un jardin partagé de 2500 m² (fruits et légumes) à Ingré, à 6 km d'Orléans. Le potager (400 m² actuellement) est cultivé collectivement de manière biologique. Des plants sont produits pour offrir à d'autres jardins. Un inventaire des insectes a eu lieu pour en prendre soin. Des animations ont régulièrement lieu pour présenter les techniques utilisées (permaculture, agroécologie, plantation d'arbres…). Le projet de jardin s'inscrit dans un projet plus vaste de création d'une Oasis en tous lieux. *Association L'Apacrète, 7, rue du Val-d'Orléans, 45140 Ingre, tél. : 02 38 43 07 37, www.lapacrete.asso.fr.*



Marie Clem's

Drôme

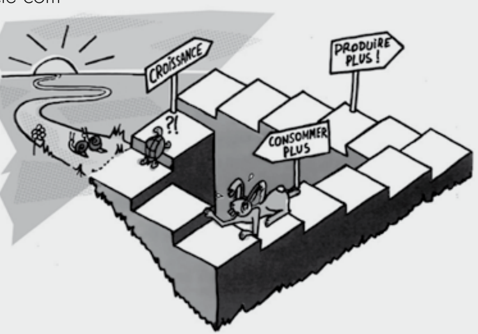
Les Amanins fragilisés

Après le décès de Michel Valentin (voir notre numéro d'été), le centre agroécologique des Amanins se trouve dans une situation fragile : c'est en effet Michel Valentin qui était le garant des emprunts en cours. Pour disposer d'une meilleure assise financière, le centre a donc lancé un appel d'une part aux dons, d'autre part à l'adhésion à l'association qui anime les lieux. *Les Amanins, 26400 La Roche-sur-Grâne, tél : 04 75 43 75 05. www.lesamanins.com.*

décroissance & transition

Cycle de formation pour les jeunes

Deltae, Terre et conscience et les Amis de la Terre organisent en Belgique un cycle d'introduction aux initiatives de transition "Reconstruisons des villages dans nos villes ! Du rêve à la réalité" destiné aux 18-35 ans, durant l'année 2012-2013. Le cycle comprendra sept conférences / tables rondes et cinq week-ends répartis du 10 octobre 2012 au 18 mai 2013. Il comprend cinq modules situés à Ixelles et à Tervuren : "Le pic énergétique et la crise financière : comment agir ?", "Le travail qui relie", "Reconstruire des villages en ville", "L'intelligence collective, un nouveau vivre-ensemble", et "Permaculture". Parmi les intervenant-e-s : Ralph Bölkhe, Aline Dehasse, Josué Dusoulier, Ezio Gandin, Matthieu Lietaert, Corinne Mommen, Pablo Servigne… Inscriptions pour l'ensemble du cycle : jusqu'au 30 septembre, ensuite il est possible de s'inscrire à chaque module. *Amis de la Terre Belgique, rue Nanon, 98, 5000 Namur, Tél. : 081 39 06 39, ou www.tetra-asbl.be ou www.deltae.be.*





Catastrophe de Fukushima

La "révolution des hortensias"

Des manifestations monstres ont dénoncé le redémarrage de deux réacteurs. Le Japon a passé l'été avec seulement ces deux réacteurs contre treize l'été précédent. La consommation électrique continue de baisser et l'option "Zéro nucléaire" est de plus en plus évoquée. Pendant ce temps, les réacteurs de Fukushima continuent à cracher de la radioactivité, mille fois au-dessus des limites autorisées. Si la piscine du réacteur 4 s'effondre, une nouvelle catastrophe pourrait dépasser de très loin l'horreur actuelle.



D. R.


D. R.

28 juin, la préfecture de Fukushima indique que 9779 personnes ont quitté la région en avril et mai 2012. On approche les 200 000 départs volontaires soit 10 % de la population.

29 juin, entre 150 à 200 000 personnes manifestent autour de la résidence du premier ministre à Tokyo.

1er juillet, la compagnie Kansai Electric Power annonce le redémarrage du réacteur n°3 de la centrale d'Ohi.

5 juillet, la commission parlementaire chargée d'étudier la part du séisme et du tsunami dans la catastrophe de Fukushima conclut : "L'accident (…) est le résultat d'une collusion entre le gouvernement, les agences de régulation et l'opérateur Tepco, et d'un manque de gouvernance de ces mêmes instances". Il y a bien eu un séisme et un tsunami… mais leurs effets ont été terribles car les travaux prévus de longue date pour s'en protéger n'ont pas été effectués pour des raisons financières.

6 juillet, plusieurs dizaines de milliers de manifestants devant le siège du premier ministre.

16 juillet, entre 150 et 170 000 personnes manifestent de nouveau devant la résidence du premier ministre à Tokyo. Les organisateurs annoncent que la pétition pour l'abandon du nucléaire dépasse 7,8 millions de signatures.

17 juillet, selon une étude du Centre de recherche sur les symptômes de contamination radioactive à Fukushima portant sur 38 000 enfants, 36 % présentent des excroissances anormales au niveau de la thyroïde… contre 3 % normalement.

18 juillet, Tepco réalise une première opération pour enlever deux barres de combustible des piscines accidentées du réacteur n°4, piscines fragilisées. Il en reste 1498 à sortir. Tepco veut étudier comment les deux barres ont été érodées par l'eau de mer et programmer comment ensuite évacuer les autres… d'ici un an ou deux.

Le gouvernement annonce la relance du réacteur n°4 d'Ohi.

20 juillet, environ 90 000 personnes manifestent devant le siège du premier ministre. Un sondage indique que 80 % des Japonais sont pour l'abandon immédiat de l'énergie nucléaire. Yukio Hatoyama, ancien premier ministre (2009-2010), membre du parti démocrate au pouvoir, a pour la première fois participé à la manifestation.

21 juillet, le quotidien *The Asahi Shimbun* révèle qu'une dizaine de travailleurs d'un sous-traitant travaillant sur le site de Fukushima ont eu l'ordre de recouvrir leur dosimètre de plaques de plomb pour diminuer les quantités enregistrées. Ces ouvriers sont restés quatre mois sur le site entre décembre 2011 et mars 2012.

24 juillet, la pollution s'étend. Selon le gouvernement japonais, des traces de strontium-90 ont été trouvées dans dix nouvelles préfectures du pays.

29 juillet, chaîne humaine autour du parlement à Tokyo. 200 000 personnes manifestent avec des hortensias comme symbole et les journaux parlent de "révolution des hortensias". Le pays n'a pas connu autant de manifestations depuis au moins cinquante ans.

6 août, anniversaire du bombardement d'Hiroshima. Devant 50 000 personnes et de très nombreux panneaux demandent la sortie du nucléaire, le maire d'Hiroshima demande une politique énergétique qui préserve la sécurité des habitants.

7 août, le ministre de l'industrie, Yukio Edano, annonce qu'une option "nucléaire zéro" est tout à fait envisageable.

14 août, des spécialistes de l'Université Ryukyu d'Okinawa (sud du pays) ont comptabilisé les mutations sur les papillons autour de la centrale de Fukushima. Après deux générations (mai 2011), 12 % des papillons bleus présentent des malformations. A la 3e génération, le pourcentage monte à 18 %, à la 4e, 34 %, à la 5e, 52 %. Pour les humains, cela se voit moins vite, les générations étant plus espacées.

21 août, des taux records de radioactivité ont été relevés sur des soles pêchées à 20 km au large de la préfecture de Fukushima : 258 fois la limite autorisée.

22 août, pour la première fois, le premier ministre a un entretien avec les organisateurs des manifestations. Il a affirmé que tous les réacteurs seraient fermés avant 2030… mais que le débat est encore en cours pour savoir à quelle vitesse cela va se faire.

Le gouvernement indique que la consommation d'électricité a baissé de 6,3 % en juillet 2012 par rapport en juillet 2011 où l'on était déjà en baisse par rapport à l'année précédente.

23 août, un ouvrier de 50 ans décède d'une crise cardiaque. C'est le cinquième mort… mais selon Tepco "il ne semble pas y avoir de lien de causalité entre sa mort et la radioactivité".

28 août, Tepco lance un appel d'offres pour l'achat de nouvelles citernes pour pouvoir stocker l'eau contaminée. Tepco dispose actuellement d'une capacité de stockage de 220 000 tonnes et cela se remplit de l'ordre de 400 tonnes chaque jour. Selon Tepco, les cuves actuelles seront pleines en novembre 2012.

29 août, le gouverneur de la préfecture de Shizuoka a annoncé qu'il acceptait d'organiser un référendum sur l'opportunité de redémarrer ou non la centrale de Hamaoka (centre du Japon). Les comités de citoyens ont en effet collecté 165 127 signatures en faveur d'un référendum alors que le seuil à atteindre est de 61 541.

Le gouverneur de la préfecture de Aomori interdit la pêche dans le Pacifique après la découverte de poissons radioactifs pêchés à 400 km des côtes.

3 septembre, selon le *Mainichi Japan*, 4445 tonnes de poussières contenant plus de 8000 bq par kilo de césium 137 ont été récupérées dans la seule préfecture de Tochigi, à mi-chemin entre Fukushima et Tokyo.

THT en Normandie

■ **Résistance au chantier.** Le 31 juillet 2012, Yves Larsonneur a essayé d'empêcher l'entrée de son champ avec son tracteur. Il a été interpellé violemment. Il a été gardé à vue pendant 11 h. Son fils de 17 ans, plaqué violemment au sol pendant l'interpellation a eu dix jours d'interruption de travail. Dans une communication à l'AFP, Martine Bernard, directrice régionale de RTE, affirme que les indemnités proposées se montent à plusieurs centaines de milliers d'euros. Qui a dit que l'Etat manque d'argent ?

■ **Procès.** Le 6 août 2012, un militant breton de 24 ans, accusé de violences lors d'une manifestation le 24 juin dernier est passé en procès. Le tribunal a requis 8 mois de prison… et l'interdiction de territoire dans les départements où la ligne est en construction. Le 21 août, il a été condamné à 3 mois de prison avec aménagement de peine… A noter que le 24 juin, deux militants ont été grièvement blessés sans que la justice n'y trouve rien à dire.

■ **Plainte pour violence.** Le 13 août, Sylvie Hubert, compagne d'Yves Larsonneur, a porté plainte contre un ouvrier du chantier de la ligne THT. Alors qu'elle essayait d'empêcher l'entrée sur son champ en se mettant devant un camion-grue, celui-ci a continué à avancer, la projetant à terre. Elle a une luxation de l'épaule et doit porter une minerve. Elle a confirmé que RTE leur a proposé 200 000 € d'indemnités.

■ **Justice à deux vitesses.** Michel Houssin, président de l'association *Marais sous tension* et responsable de la *Confédération paysanne* de la Manche, a été condamné le 21 août 2012 à 2000 € d'amendes, 1000 € avec sursis et 2500 € de dédommagement à RTE pour avoir dévissé symboliquement et publiquement des boulons d'un pylône en construction. Les opposants s'étonnent de la célérité de la justice pour cette affaire alors que pendant ce temps les recours en justice – une centaine par des associations et des communes – contre la déclaration d'utilité publique de la THT déposé depuis 2009 n'ont toujours pas été examinés par le Conseil d'Etat : l'enquête publique avait conclu favorablement sous réserve de la mise en place d'une étude épidémiologique, ce qui n'a toujours pas été fait. Conclusion de Jean-Claude Bossaire, maire démissionnaire de Chefresne : "la justice ne fonctionne plus". Interrogé par *Médiapart* sur sa démission, il répond "Je ne regrette pas d'avoir démissionné, je ne peux pas jouer au football si l'arbitre est corrompu".

■ **Elections.** Le 31 juillet 2012, la préfecture de la Manche a annoncé la tenue d'élection le 9 septembre 2012 sur la commune de Chefresne après la démission de la majorité du conseil municipal opposé au passage des lignes THT.





Will Rose / Greenpeace

Fin du pétrole

■ **Protéger l'Arctique.** Des militants de Greenpeace dont Kumi Naidoo, son directeur international, ont réussi à occuper une plate-forme pétrolière de Gazprom, le 24 août 2012, en mer de Pechora, au nord-est des côtes de la Russie. Ils demandent que l'Arctique soit déclarée zone non-exploitable pour éviter d'encore accélérer les émissions de gaz à effet de serre. Cette occupation intervient alors que la banquise est à son niveau le plus bas jamais observé. Greenpeace avait déjà mené des actions contre une autre plate-forme pétrolière appartenant à Shell, au large de l'Alaska. Ils dénoncent aussi le risque de marée noire des régions où les tempêtes sont extrêmement violentes… alors qu'une pollution par hydrocarbure dans ces régions serait catastrophique, ce type de pollution persistant beaucoup plus longtemps dans les eaux froides que dans les eaux chaudes.

■ **Après le pic de pétrole…** Après la fin du pétrole pas cher, on aurait pu penser que l'on irait logiquement vers la sobriété. Eh bien non, les projets d'exploitation d'hydrocarbures de substitution, tous plus chers et plus polluants que le pétrole, gaz de schistes et sables bitumineux en tête, se multiplient dans le monde. Le réchauffement climatique excite les compagnies pétrolières qui prospectent tout ce qu'elles peuvent pour pouvoir exploiter demain les sous-sols de l'Arctique. Les mêmes compagnies misent sur le départ prochain d'Hugo Chavez au Vénézuela pour relancer les sites de production dans les réserves naturelles de l'Orénoque. Le Canada et certains Etats des Etats-Unis sont déjà sinistrés par le développement des sites pétroliers et les oléoducs. Résultats : nos avions et nos voitures pourront continuer à détruire la planète quelques années de plus, dans un air de plus en plus chaud et de plus en plus pollué.

Gaz de schiste

■ **Cécile Duflot s'engage :** lors de son discours de passation de pouvoir, le 23 juin 2012, devant les responsables d'EELV, l'actuelle ministre a déclaré qu'on l'a assuré "que la réforme du code minier mettrait un terme définitif au recours à la fracturation hydraulique et tournerait la page de l'histoire sur les gaz de schiste".

■ **Rencontre avec François Hollande.** Une délégation des collectifs Gaz de schiste du Var at pu être reçue par François Hollande au fort de Brégançon, le 15 août 2012. François Hollande a affirmé que "tant que la fracturation serait ce qu'elle est aujourd'hui, il n'y en aurait pas, mais que si une méthode non polluante était trouvée, au vu de nos besoins énergétiques, nous ne pourrions pas la refuser". Pas de doute que les compagnies vont trouver comment communiquer sur une nouvelle technologie plus propre dès que le prix du pétrole aura encore un peu monté.

■ **Lobbying à tous les étages.** Le 22 août 2012, Jean-Marc Ayrault a annoncé sur *BFM-TV*, que l'exploitation des gaz de schistes n'était pas exclu à condition de trouver une technique moins polluante que la fracturation hydraulique. Le même jour, *Libération* a publié une enquête de Laure Noualhat qui montre le travail de lobbying mené par Total et de nombreuses compagnies pétrolières étrangères pour obtenir un assouplissement de l'actuelle interdiction.

■ **Sécheresse et rationnement.** Aux Etats-Unis, alors qu'une sécheresse sans précédent a frappé le pays pendant l'été, des mesures de limitation de la consommation d'eau ont été prises… pour permettre de ne pas interrompre l'extraction des gaz de schistes, gros consommateur d'eau. Et ceci au détriment des cultures. Priorité à la voiture.

Belgique

Les fissures de Doel provoqueront-elles la sortie immédiate du nucléaire ?

Le 8 août 2012, un député Vert rend public un rapport de l'Agence fédérale de contrôle nucléaire, AFCN, qui indique que la cuve du réacteur Doel 3 présente des fissures qui ne sont pas réparables. Le réacteur arrêté pour maintenance depuis juin 2012, devrait, si l'on est rigoureux en matière de sûreté ne jamais redémarrer. Le fabricant de ces cuves, une société néerlandaise qui n'existe plus, a fourni 22 cuves du même genre dans le monde : Tihange 2 en Belgique, dix réacteurs aux Etats-Unis, 2 en Allemagne (arrêtés), 1 en Argentine, 2 en Espagne, 2 aux Pays-Bas (dont un arrêté), un en Suède, deux en Suisse.

Le 10 août, le quotidien *Le Soir* publie des extraits du rapport d'expertises : des fissures de 15 à 20 mm sont visibles sur la cuve, la fragilisant. Interrogée sur *RTBF,* un responsable de l'AFCN reconnaît que cela n'est pas réparable et qu'il n'est pas possible de changer la cuve (trop radioactive pour être manipulée).

Le 16 août, des experts belges, allemands, néerlandais, espagnols, suédois, suisses, états-uniens et argentins se réunissent en urgence pour débattre de la situation à la centrale nucléaire de Doel. Signe que la situation est grave ! On apprend que le rapport fait état de plus de 8000 microfissures ou fissures ! Le directeur de l'AFCN affirme que c'est suite aux contrôles effectués en 2004 sur la centrale du Tricastin que l'AFCN a commencé à s'inquiéter pour ses propres réacteurs.

Le 17 août, l'AFCN ordonne le maintien à l'arrêt du réacteur Tihange 2 qui dispose de la même cuve que Doel 3 et ordonne une inspection spécifique.

Le 20 août, alors que le gouvernement pensait être arrivé à un compromis sur la sortie du nucléaire le 3 juillet dernier, la découverte de 8000 fissures sur la cuve du réacteur de Doel 3 provoque une tempête dans le pays. Plusieurs spécialistes demandent une vérification sur l'ensemble des sept réacteurs belges . Certains quotidiens parlent d'une "sortie accélérée du nucléaire".

Le 21 août, les deux partis écologistes Ecolo et Groen alertent les médias suite à une rumeur sur le remplacement prochain de Willy de Roovere, l'actuel directeur de l'AFCN à qui il est reproché… d'avoir dit la vérité sur les dangers des réacteurs belges ! De fait, ce dernier disparaît de l'espace médiatique.

Le 27 août, le premier ministre Elio Di Rupo indique que "si Doel 3 et Tihange 2 devaient rester fermés, la Belgique ne sera pas confrontée à des coupures de courant". La possibilité de redémarrer ou non les réacteurs ne devrait pas être étudiée avant décembre 2012.

Le 1er septembre, selon *Le Soir*, l'inspection en cours sur Tihange 2 a permis de détecter de nouvelles fissures… sur le béton de l'enceinte de confinement. Cette enceinte de 80 cm d'épaisseur est prévue pour résister en cas d'accident. Certaines fissures trouvées atteignent… 30 cm de profondeur ! Selon un inspecteur "c'est curieux et préoccupant". une inspection générale des enceintes de confinement de tous les réacteurs belges pourrait être décidée. Et en France ? Nos fissures sont bien plus solides !

MB.

Mise en scène économe

La société Ecoscène en Belgique, a changé complètement sa manière d'assurer l'éclairage des spectacles : en adoptant des rampes de projecteurs à led, elle a ainsi divisé par 13 la consommation des groupes électrogènes ! *Contact : Ecoscène, Shows on the road, avenue des Cyclamens, 2, B 1420 Braine l'Alleud, tél. : 32 2 325 78 97, www.ecoscene.be.*



Sommes-nous démunis face aux armes nucléaires ?

Les armes nucléaires existent sans débat démocratique, grâce aux intérêts de grands groupes militaires et industriels, en menaçant l'existence des humains... Alors, les humains sont-ils démunis face aux armes nucléaires? Débat.

Les militants opposés aux armes nucléaires se heurtent à cette question, dès qu'ils essaient d'envisager une lutte pour l'abolition de ces armes : "Mais que faire pour les supprimer ?".

Ce ne sont pas les initiatives qui manquent : distribuer des textes et des tracts dénonçant la préparation du crime, le gâchis ou d'autres arguments convaincants, participer à des manifestations sur la voie publique, écrire, parler, organiser des réunions, signer des pétitions... pour des "désobéissants" envahir des sites nucléaires... Toute action a son sens et son poids, le jeûne "politique" pratiqué par la Maison de Vigilance depuis 28 ans ouvre un nouvel horizon de remise en cause. Et le lien entre militants de diverses sensibilités est fondamental.

Sommes-nous concernés ?
C'est la question de fond : sommes-nous concernés ? Dans notre vie, entendons-nous. Les questions qui se sont imposées dans les années passées, les OGM, les faibles doses de radioactivité concernent notre santé. L'opinion publique l'a bien perçu. Et le débat a pu s'imposer par des remises en cause. Comment les armes nucléaires nous concernent-elles ? Albert Jacquard et Stéphane Hessel dans leur livre "Exigez un désarmement nucléaire total" tirent la sonnette d'alarme. L'apocalypse est possible, nous devons faire quelque chose. Le "jeûne politique" exprime notre préoccupation jusque dans notre santé !

Une réponse originale
Gandhi n'aurait-il pas trouvé la réponse ? Lorsque les causes qu'il défendait apparaissaient complètement bloquées, il a entrepris des jeûnes. Concerné dans sa santé par cette décision courageuse, son interpellation s'est imposée à toute sa société. Ce fut aussi l'attitude de Solange Fernex, avec son "jeûne pour la vie": en 1983, 13 personnes commencent un "jeûne international à durée indéterminée" le 6 août, jour anniversaire du bombardement d'Hiroshima. Le jeûne durera 40 jours. Les jeûneurs ont été accompagnés par plusieurs milliers de personnes qui ont jeûné quelques jours et de grandes manifestations de soutien. En France, ils ont été reçus par le président de la République, François Mitterrand. Suite à ces actions, l'association Maison de Vigilance a été créée pour continuer la lutte par des jeûnes annuels. Ces jeûnes étaient une réponse populaire à la crise des euromissiles qui a fait passer le monde au bord de la guerre nucléaire. Succès en décembre 1987, l'URSS et les États-Unis se mettent d'accord et suppriment tous les SS20 situés en Europe de l'Est ainsi que les Pershing II et les missiles de croisière en Europe de l'Ouest.

Jeûner en 2013 ?
Le jeûne est-il "l'arme du désarmé" ? C'est l'opinion de ceux qui ont entrepris de telles actions contre les armes nucléaires. Récemment, Jean-Marie Matagne, 42 jours de jeûne en juin 2012. Du 6 au 9 août 2012 à Paris, 80 jeûneurs ont fait 4 jours de jeûne... et de nombreuses actions dans Paris. Une provocation de l'opinion publique! Des milliers de personnes rejoignant de telles "actions" finiront inévitablement par questionner nos concitoyens. En 2012, la Maison de Vigilance a organisé cette présence avec le Réseau Sortir du nucléaire, le collectif Armes nucléaires STOP et la Mairie du 2e arrondissement de Paris... Alors, rendez-vous en août 2013 ?

Dominique Lalanne
do.lalanne@wanadoo.fr
infos sur www.vigilancehiroshimanagasaki.com



Baisse de budget pour les militaires ?

Dans le cadre de la préparation du budget 2013, qui prévoit une baisse du déficit de l'Etat, le nouveau gouvernement a indiqué vouloir faire baisser le budget du ministère de la défense. Jean-Vincent Placé, président du groupe EELV au Sénat a ainsi plaidé le 5 juin 2012 pour le passage à une défense européenne : "La Grande-Bretagne et la France concentrent à elles deux 50 % des dépenses militaires de l'Union européenne". Passer à une défense européenne permettrait de faire de sérieuses économies dans ces deux pays… qui sont les deux seuls à avoir l'arme atomique. Car le premier gouffre financier vient de là. Et Jean-François Placé de plaider pour se passer de l'arme nucléaire qui à elle seule coûte dans les 4,5 milliards d'euros par an. La droite proteste en disant que l'armée a déjà sacrifié 54 000 emplois sur le quinquennat 2009-2014… mais en oubliant de dire que cela est remplacé par de la technologie de plus en plus coûteuse.



Rennes

Un collège Montessori à la ferme

Une quinzaine d'élèves sont accueillis depuis la rentrée 2012 dans une classe pilote du Collège international écologique Montessori situé dans une ferme écologique, les Petits Chapelais, à l'ouest de Rennes. L'établissement, associatif et laïc, est prévu pour accueillir à terme entre 40 et 50 élèves, dans une classe décloisonnée de la sixième à la troisième. "N'élevons pas nos enfants pour le monde d'aujourd'hui. Ce monde aura changé lorsqu'ils seront grands. Aussi doit-on en priorité aider l'enfant à cultiver ses facultés de création et d'adaptation." (Maria Montessori).
Collège international écologique Montessori, 15, chemin des Ormes, 35000 Rennes, www.college-montessori.org.

Val-de-Marne

L'Atelier de Charenton

Proche de l'éducation lente et loin de l'esprit de mérite et de réussite, l'Atelier de Charenton est un lieu où les enfants dès deux ans et demie, mais aussi des adolescents et des adultes développent leur créativité artistique à travers la peinture. Dans une grande pièce comme une cabane où les murs sont un terrain d'expression, Sandrine Sananès accompagne les enfants à la découverte de leur psychomotricité, de l'apprentissage des couleurs… sans juger ni interpréter le travail de ses élèves. L'association propose des ateliers hebdomadaires et des stages de peinture libre, ainsi que des conférences et des formations.
L'Atelier de Charenton, Ecole nouvelle de peinture, 32, rue Gabrielle, 94220 Charenton, tél. : 06 12 61 39 08, www.latelierdecharenton.com.


D. R.

Qui se cache derrière Avaaz ?

Depuis 2007, est apparu sur internet un mouvement "Avaaz" ("voix" en hindi) qui gère des campagnes de lettres d'interpellation des décideurs autour de tous les sujets militants du moment (OGM, nucléaire, climat, Palestine…). Les communiqués qui sont largement diffusés sur les réseaux militants se terminent par des formulation du genre : "Avec espoir et détermination, Alex, Marie, Pascal, Julien, Alice, Mélanie, François et toute l'équipe d'Avaaz". Mais qui sont-ils ? Pour les joindre, un seul moyen : un formulaire de contact sur internet ou un téléphone (+1-888-922-8229… aux Etats-Unis ! Les prénoms semblent avoir été soigneusement choisi pour faire "local".
Selon des informations parues sur internet (mais que nous n'avons pas pu vérifier), Avaaz a été créé par Rocken Patel, un canadien ayant travaillé avant pour la Fondation Rockfeller et la fondation Bill Gates, deux fondations spécialisées dans la manipulation de l'information. Il en est aujourd'hui le directeur exécutif.
Benoit Kubiak, animateur de Morvan en transition, a eu l'occasion d'être embauché par eux pour mener une action lors du sommet sur le climat à Copenhague. Il a démissionné au bout de trois mois devant les méthodes autoritaires de l'association et l'impossibilité d'obtenir des renseignements sur les buts poursuivis. Il a surtout rencontré d'autres militants embauchés comme lui sans aucun contact physique (tout s'est fait par internet). Il en tire comme conclusion qu'il s'agit d'une association opportuniste qui surfe sur les grands sujets…
Les militants qui voient passer ces pétitions les répercutent innocemment… et ainsi Avaaz collecte des adresses électroniques… auxquelles elles envoient ensuite de nouveaux appels avec à chaque fois la possibilité de faire un don. Une arnaque financière ? Possible. D'autres pensent à un moyen pour le gouvernement des Etats-Unis de collecter les coordonnées des militants…
Dans le doute, nous nous abstiendrons donc de relayer ces campagnes.

Fausse crise économique ?

■ **Pas d'impôts pour les diplomates.** Les personnes qui bénéficient d'un statut diplomatique (ambassadeurs, consul, mais aussi représentant de la France auprès de grandes institutions (ONU, FMI, Berd, Otan…) ne paient aucun impôt au nom des articles 34 et 38 de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques. Ainsi, Christine Lagarde, présidente du FMI – qui se permet de critiquer les Grecs qui refusent de payer plus d'impôts – a gagné 380 939 euros en 2011, nets d'impôt !

■ **Les riches en profitent.** Il n'y a pas de crise économique : il y a seulement accélération de la concentration des richesses aux mains de quelques-uns. Une preuve ? Rolls Royce, en pleine "crise économique", a battu ses records de ventes de voitures en 2011 depuis sa création en 1906. La firme a en effet vendu 3538 voitures soit une hausse de 31 % par rapport à l'année précédente. Les hausses les plus importantes : l'Asie (+47 %), la Grande-Bretagne (+30 %), l'Amérique du Nord (+17%). Pour information, la gamme de voitures commence au prix "modeste" de 205 000 €.

Xénophobie

Le 22 août 2012, Eva Joly a suggéré l'organisation d'un référendum pour adopter ou non le traité budgétaire européen. Elle s'est alors fait insulter sur *France Inter* : "Elle n'a qu"à faire, sur l'euro, un référendum en Norvège". Qui lui a répondu ainsi ? Les habituels racistes qui traînent du côté de la droite et de l'extrême-droite ? Daniel Cohn-Bendit, qui décidément veillit de plus en plus mal.



Elections législatives

■ **Cumul des mandats.** Dans l'Assemblée nationale sortante, 83 % des députés avaient un autre mandat électif. Un cumul que le candidat François Hollande a promis d'interdire… ce qui n'a rien d'exceptionnel. C'est par exemple la règle aux Etats-Unis.

■ **Parité hommes-femmes.** 40 % des députés sont des nouveaux élus. Le nombre de femmes passe de 107 à 155 (60 sortantes et 95 nouvelles élues). Le taux de femmes élues passe ainsi à 26,86 % contre 18,5 % avant. 106 élues sont socialistes (37 %), 9 EELV (50 %), 1 FN (50 %), seulement 27 à l'UMP (12 %), 2 au Front de gauche (20 %), 4 divers gauche, 2 divers droite, 3 au PRG, et 1 au MRC. 413 circonscriptions ont toujours élu un homme… contre 8 toujours des femmes. La loi sur la parité n'est donc toujours pas une garantie suffisante puisqu'il est facile de présenter des femmes dans les circonscriptions où l'on sait que l'on va perdre.

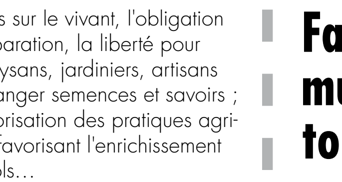
Identi-terres

Les fascistes font feu de tout bois. Même vert ! S'appuyant sur les tentations conservatrices parcourant le mouvement écolo, les défenseurs de la « civilisation européenne » et de l'identité du terroir se passent au greenwashing. Stéphane François, chercheur associé au CNRS et spécialiste des droites radicales, vient de publier *L'écologie Politique, Une vision du monde réactionnaire ?, Reflexions sur le positionnement idéologique de quelques valeurs*, (Editions du Cerf, mars 2012).
Selon lui, un courant réactionnaire s'est constitué en écologie politique, ratissant de la droite à l'extrême-droite et de plus en plus présent dans les milieux altermondialistes. Les idées fortes du courant identitaire sont ajustées aux aspirations environnementales et les vieux ressorts du conservatisme face à la peur de tout ce qui est inconnu fonctionnent toujours. Ainsi, Arnaud Gouillon, du Bloc identitaire, qui a essayé d'être candidat à l'élection présidentielle de 2012, défend le "localisme", tel autre, Mathieu Bouchard, trésorier du "Cercle Grevelon" et organisateur d'Amap en Côte-d'Or, (comme d'autres membres créateurs de cette même association) est également membre du Bloc identitaire...
Le discours écologiste et la défense de l'environnement sont repris dans les revues et sur les sites d'extrême-droite, à l'image du Mouvement d'action sociale, d'inspiration fasciste, qui prétend «préserver notre environnement, la richesse des pays et des terroirs, promouvoir une écologie organique qui rende à notre terre sa fonction sacrée et développer le micro-crédit social, les sociétés d'entraides mutuelles, les Amap, les systèmes d'échanges locaux». A l'occasion de sa Convention de 2008, le Bloc identitaire consacre un débat entier à l'écologie... Projets de vie collective, organisation de réseaux d'achat (Coopérative parisienne, Terroirs et productions de France, Ferme de Saumane, Terres arvernes, etc.), les identitaires labourent local !
Les spécialistes allemands soulignent que les militants radicaux de retour à la terre, s'investissent en nombre dans la vie communale comme les crèches, les garderies, les écoles et autres lieux d'enseignement afin de donner une image de leur parti plus proche des gens et des réalités quotidiennes... et aussi semer les graines de l'avenir ! Dans ce pays, *Les Dernières nouvelles d'Alsace* dénombre une soixantaine d'exploitations agricoles biologiques tenues par des membres du NPD (parti national-démocrate, extrême-droite), principalement le long de la Baltique. L'idée n'est pas nouvelle, Hitler avait déjà remplacé des fêtes chrétiennes du calendrier par des célébrations à la nature (fêtes des solstices, des moissons...). Dans les années 1920, le courant intellectuel « völkisch » prédit la disparition de la «race» et défend la nécessité d'en préserver la pureté. «Ils diffusent une manière de vivre […] qui est à la fois nationaliste et autoritaire et dans laquelle il n'y a pas de place pour le pluralisme et la démocratie», précise Gudrun Heinrich, politologue à l'université de Rostock et auteur d'un livre intitulé *Braune Oekologie* ("L'écologie brune"). De vieilles idées repeintes en vert en somme... Leur slogan ? "Défendre l'environnement = Défendre la mère-patrie" ! PM.



société

OGM



Santé et travail

Une chercheuse refuse la Légion d'honneur


D. R.

Annie Thébaud-Mony, directrice honoraire de recherche à l'Inserm, a travaillé durant 30 ans sur la santé des travailleurs/euses. Le 31 juillet 2012, elle refusait de recevoir la Légion d'honneur que voulait lui attribuer la ministre du logement Cécile Duflot. Elle entendait par là protester contre « l'indifférence » qui touche la santé des travailleurs dans l'industrie du bâtiment (amiante), le nucléaire (sous-traitant-e-s), la chimie et de nombreux secteurs.
« La reconnaissance que j'appelle de mes vœux serait de voir la justice française condamner les crimes industriels à la mesure de leurs conséquences, pour qu'enfin la prévention devienne réalité », explique-t-elle dans sa lettre de refus. En 2007 elle écrivait : « En France, le travail tue, blesse et rend malade, à raison de deux morts par jour dus à des accidents, de huit morts par jour dus à l'amiante, de deux millions et demi de salariés exposés quotidiennement à des cocktails cancérigènes, de millions d'hommes et de femmes constamment poussés aux limites de ce qu'un être humain peut supporter, moralement et physiquement. ». « Au terme de trente ans d'activité, il me faut constater que les conditions de travail ne cessent de se dégrader », explique la chercheuse, qui estime qu'en raison de ses engagements, sa carrière a été bloquée pendant les dix dernières années de sa vie professionnelle.
(Source : *www.piecesetmain-doeuvre.com*)

Pour sauver la biodiversité, un autre modèle agricole est nécessaire

Réunis à Poitiers, les 23 et 24 juin 2012, pour des assises citoyennes, des représentants de la société civile (Agir pour l'environnement, Amis de la Terre, ASPRO PNPP, ATTAC, Combat Monsanto, Confédération paysanne, Demeter, Faucheurs volontaires, Fédération française des apiculteurs professionnels, Générations Futures, LPO, Les Amis de la Confédération paysanne, Nature et Progrès, Réseau Semences Paysannes, Sciences citoyennes, UNAF) ont lancé un appel pour demander une remise en cause radicale de l'agriculture productiviste qui, en moins d'un siècle, a réussi à menacer la biodiversité ici et ailleurs. L'appel réalisé collectivement demande la protection des insectes pollinisateurs, l'interdiction des pesticides et des OGM, l'interdiction des brevets sur le vivant, l'obligation de réparation, la liberté pour les paysans, jardiniers, artisans d'échanger semences et savoirs ; la valorisation des pratiques agricoles favorisant l'enrichissement des sols…

Imposons-nous !

Si vous êtes imposables, sachez que chaque année 26 euros de vos impôts servent à financer la politique d'expulsion des étrangers en France. Comment priver l'Etat de cette ressource ? La campagne "Imposons-nous" lancée par l'association Les Partageux vous propose de leur faire un don de 39 euros. Ce don fera l'objet d'un reçu fiscal qui vous permet ensuite de récupérer lors de votre déclaration 66 % de cette somme soit justement les 26 euros en question. Les Partageux utiliseront l'argent collecté comme fonds d'aide aux migrants.
Les Partageux, BP 90120, 75921 Paris cedex 19, www.imposons-nous.org.


D. R.

Disneyland en déficit

Alain Lipietz l'avait prévu !

En 1987, Alain Lipietz, économiste, alors actif au sein d'un collectif opposé à la construction du parc d'attraction Disneyland, publiait une étude dénonçant les nombreux financements publics dont bénéficiait la multinationale pour détruire près de 2000 hectares à l'est de Paris. Il prévoyait que l'entreprise serait déficitaire sur le long terme… car le projet tablait modestement sur le fait que tous les touristes étrangers de passage à Paris feraient le détour pour aller au parc d'attraction. (dossier paru dans S!lence n°89 de février 1987).
Vingt-cinq ans après, les prédictions d'Alain Lipietz se révèlent justes : Disneyland affiche un déficit de 1,8 milliard d'euros… malgré plusieurs centaines de millions dépensés pour les infrastructures par l'Etat (arrêt TGV, prolongement du RER, sortie d'autoroute). Seul point positif : le parc d'attraction n'a détruit que la moitié des terres agricoles car il n'a jamais trouvé l'argent nécessaire pour finir sa construction.

Fauchage multiple de tournesols mutés

Dans la nuit du 1er au 2 septembre 2012, une centaine de faucheurs volontaires venus de toute la France ont procédé à un fauchage de tournesol muté sur 9 parcelles en Isère. Ils entendent ainsi dénoncer la présence importante de ces OGM mutés tolérants à des herbicides en plein champ (la moitié environ des tournesols plantés en 2012 en Rhône-Alpes sont issus de la mutagénèse) et le fait que par un tour de passe-passe, les plantes mutées sont reconnues par l'Europe comme étant des OGM mais échappent à la législation réglementant la culture des OGM. Aucune traçabilité ni étiquetage ne sont exigés pour ces produits de consommation humaine et animale. Pour les faucheurs, « il n'est pas question de montrer du doigt les agriculteurs qui ont semé ces parcelles, et à qui les fournisseurs cachent la vraie nature de ces semences ». Ils dénoncent « la politique du fait accompli : on colonise les champs, ensuite on discutera ».



santé

Quand détecter un cancer est plus néfaste que l'ignorer…

Après avoir cessé le dépistage systématique des cancers de l'ovaire (voir *S!lence* n°400, pVI), les Etats-Unis ont annoncé le 22 mai 2012 qu'ils cessaient aussi le dépistage systématique du cancer de la prostate. Pour les mêmes raisons : en comparant des hommes dépistés et qui ont suivi ensuite un traitement et ceux qui n'ont pas fait de prévention, il s'avère que ces derniers ont une espérance de vie aussi longue… mais que par contre, ils souffrent moins de problèmes d'incontinence, d'impuissance et de complications plus graves. (*Pour la science*, juin 2012)



Le coton transgénique déçoit

Si au niveau mondial les cultures de coton OGM ont augmenté de 8 % en 2011, les résultats sur le terrain ne sont pas à la hauteur. L'Inde qui a largement développé ces cultures dans l'Andhra Pradesh, constate une baisse sévère des rendements ; de plus, ce coton OGM consomme plus d'eau et d'engrais que le conventionnel. Le retour en arrière souhaité par les paysans n'est pour le moment pas possible : les semences conventionnelles ne sont plus disponibles. Aux Etats-Unis, avec d'autres moyens technologiques, la déception est aussi au rendez-vous : si les rendements sont globalement les mêmes que pour le coton normal, c'est moins intéressant sur le plan financier ; cela a provoqué l'apparition de nouvelles plantes adventices résistantes qui nécessite un arrache manuel très coûteux. En Chine, la désillusion est aussi sensible : il n'a été constaté aucune diminution de l'usage des pesticides. Au Burkina Faso, le retour en arrière est engagé, la fibre de coton obtenue étant jugée trop médiocre et les conditions de culture trop exigeantes. La réponse des semenciers : proposer de nouveaux OGM ! La fuite en avant… (source : *Fédération nationale des Civam*)

Une école d'expertise indépendante ?

Il n'existe aucune formation pour une expertise de qualité dans le domaine de la santé publique. Mal rémunérés, non formés et non reconnus, les experts indépendants ont pourtant réussi à réévaluer à la baisse les médicaments sur la maladie d'Alzheimer. Avec les 55 millions d'euros d'économie réalisés par la Sécurité sociale grâce à cette mesure, le Formindep (association pour une formation et une information médicales indépendantes de tout autre intérêt que celui de la santé des personnes) demande la création d'une école européenne d'expertise sanitaire publique et indépendante. *Formindep,1100, rue Faidherbe 59134 Fournes-en-Weppes, http://www.formindep.org.*

le féminisme… au masculin

Quand des hommes parlent de féminisme…

Dans un livre récent, Stéphanie Pahud a récolté les témoignages d'une vingtaine d'hommes suisses en leur demandant s'ils étaient féministes (1).

Sans surprise, une majorité d'entre eux, issus du monde médiatique, politique ou économique, se situent en extériorité ou en rejet par rapport au féminisme. Ce mot leur évoque des clichés habituels d'agressivité et d'hystérie. « Je ne vois pas quelle cause pourrait me ranger dans le même camp que ces escadrons de la mort sexuelle qui se font appeler les 'Chiennes de garde' » ose écrire un directeur d'éditions. Oubliant cette tragique vérité résumée par Benoîte Groult : « le féminisme n'a jamais tué personne ; le machisme, lui, tue tous les jours ».
Une autre attitude consiste à être dans ma négation pure et simple : « Etre féministe aujourd'hui, c'est ne plus en parler, estime ainsi un journaliste. Socialement, je ne vois aucune différence entre un homme et une femme. Ou plutôt : je refuse d'en voir une ».
Un avocat se dit « antiféministe. Non par misogynie, mais par amour des femmes ». Le féminisme aurait fait descendre « la » femme de l'éternel féminin où elle se trouvait cloîtrée, « elle a voulu descendre des cimes pour occuper la Terre. Quel dommage, nous y sommes déjà trop nombreux ». La femme éternelle aurait dû rester à sa place, celle des « figures canoniques de la Sainte, la Mère, la Sorcière ou la Putain ». La modernité sonne « la fin de nos voyages fantasmés ». Les femmes n'ont le droit que d'être les fantasmes des hommes, mais pas d'avoir une existence réelle, une place sur Terre. Au moins les choses sont claires. Pour un professeur, « le féminisme transforme la complémentarité entre hommes et femmes en guerre des genres », et bien sûr « tout cela au prix de l'abandon de ce que la féminité a de plus précieux : le principe de vie, l'amour désintéressé, la douceur ». Il n'y a pas d'opposition à avoir entre femmes et hommes, « il n'y a que le yin et le yang, l'animus et l'anima, deux principes complémentaires ».
C'est le conflit qui est porté par le féminisme qui semble gênant : « il faut à tout prix éviter de transformer les échanges entre les sexes en conflit, poursuit-il. Alors seulement, les deux fragments d'un même vase original pourront se retrouver pour contenir dans leur amour mutuel la source de la vie à venir ». Et les homosexuels, les transgenre et les intersexes, ces affreux déviants, auront besoin d'être rééduqués pour s'insérer dans cette parfaite harmonie naturelle ?
Le mois prochain nous écouterons ce qu'ont à nous dire les hommes qui se disent féministes, pour changer. Cela devrait nous faire du bien.

Léo Sauvage

(1) dans son *Petit traité de désobéissance féministe* (éditions Arttesia, 2011)

Avortements

Impossibles en été !

Il était très difficile pour une femme de pratiquer une IVG durant le mois d'août à Lyon et dans le Rhône. Cette année, tous les établissements de santé pratiquant des interruptions volontaires de grossesses dans le département du Rhône, excepté un seul, étaient soit fermés soit en activité réduite. Conséquence : des délais d'attente de minimum 3 semaines pour l'obtention d'un rendez-vous pour une IVG. Seuls 3 des 17 médecins pratiquant des IVG médicamenteuses dans leur cabinet n'étaient pas en congé. Cette situation a conduit les femmes se trouvant largement en deçà du délai légal, à se voir refuser une IVG dans le département du Rhône et à devoir se rendre dans d'autres départements de la région, mais aussi dans d'autres régions. Des déplacements qui entraînent des dépenses supplémentaires et rendent l'IVG inaccessible aux femmes les plus démunies et aux jeunes femmes mineures. Le planning familial dénonce le manque de coordination des arrêts d'activité estivaux des établissements de santé qui remet en cause dans les faits le droit à l'IVG.

Pussy Riot en Russie

Condamnations et fuite

Le 17 août 2012, trois des jeunes chanteuses du groupe Pussy Riot ont été condamnées à deux ans de prison pour "hooliganisme" et "incitation à la haine religieuse". Le groupe avait chanté une chanson anti-Poutine dans la cathédrale de Moscou en février 2012. Le jugement a choqué : le patriarche de l'église orthodoxe russe a demandé la clémence. Dehors une vingtaine de manifestants venus en soutien sont brièvement arrêtés. Le groupe publie le même jour une nouvelle chanson sur internet "Poutine met le feu". *Libération* fait sa une sur le sujet le lendemain. France, Etats-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne ont protesté contre la conduite du procès et les conditions de détention. Le groupe Pussy Riot a annoncé que 12 personnes restent actives dans le groupe et qu'il continuera à produire de nouvelles chansons sur des questions politiques. Le 26 août 2012, un avis de recherche a été lancé par les autorités russes après la disparition de deux des inculpées. (*http://freepussyriot.org/fr*)

Une des chanteuses de Pussy Riot à l'entrée du tribunal le 17 août 2012



Pesticides

Toxicité sur les abeilles confirmée


D. R.

Deux études publiées le 29 mars 2012 dans la revue *Science*, démontrent la responsabilité directe des pesticides de la famille des néonicotinoïdes dans la mortalité des abeilles domestiques et des pollinisateurs sauvages.
Ces pesticides sont vendus sous les marques Gaucho, Cruiser, Proteus. Ces études confirment scientifiquement ce que de nombreux apiculteurs avaient constaté : les abeilles qui sont touchées par ces produits perdent leur sens de l'orientation et meurent massivement.
Le problème de ces pesticides est qu'ils sont "rémanents" c'est-à-dire qu'ils se maintiennent dans les plantes et dans le sol pendant plusieurs années.
La première étude, réalisée par une équipe d'agronomes français démontre que 10 à 30 % des abeilles touchées par des néonicotinoïdes perdent leur sens de l'orientation. La deuxième, réalisée par des biologistes écossais établit que les ruches où des bourdons ont ramené des particules de néonicotinoïdes perdent jusqu'à 85 % de leurs reines… entraînant une perte de population d'autant l'année suivante.
Les sociétés mises en cause par ces études ont immédiatement répliqué avec des études mettant en doute ces résultats, méthode habituelle pour noyer le débat.
Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, a annoncé le 29 juin 2012, l'interdiction du pesticide Cruiser OSR utilisé pour utilisé pour l'enrobage des semences de colza.

Transports

■ **Grenelle inefficace (1).** La loi Grenelle 1 a fixé l'objectif à atteindre de 25 % pour la part du fret non routier en 2012 contre 12,6 % en 2008. De doublement, il n'y aura point. La Fnaut, Fédération nationale des associations d'usagers des transports, estime que l'on sera fin 2012 à moins de 11,5 %. Il ne suffit donc pas d'une loi pour changer les choses ! Il faut aussi une dose de courage politique et des mesures concrètes.

■ **Grenelle inefficace (2).** En février 2012, suite au Grenelle de l'environnement, un décret a fixé à 68 € l'amende pour les véhicules les plus polluants qui rouleront dans les zones d'actions prioritaires pour l'air (ZAPA), des zones de restrictions de la circulation automobile. Sept agglomérations (Paris, Clermont-Ferrand, Nice, Grenoble, Lyon, Aix-en-Provence, Bordeaux) étaient candidates pour expérimenter cette mesure et devaient remettre leur candidature avant le 13 juillet 2012. Aucune ne l'a faite. La Ministre de l'écologie vient d'annoncer le report du projet.

■ **Montagne : Changer d'approche.** L'association Mountain Wilderness a lancé il y a quelques années une campagne pour demander à chacun-e de donner des moyens de faire des randonnées en montagne sans utiliser de voitures. L'initiative rencontre un bon succès et sur le site *changerdapproche.org*, il est possible maintenant de visualiser plus de 10 000 itinéraires que l'on peut rejoindre en mode doux de déplacement (train, vélo, bus).

■ **Budget limité : la fin des grands projets inutiles ?** La crise financière va avoir du bon dans le domaine de l'écologie : le gouvernement a annoncé que la plupart des nouveaux projets de lignes à grande vitesse sont "rediscutés". Ne seraient maintenus que les liaisons engagées : Le Mans-Nantes, Le Mans-Rennes, Tours-Bordeaux et Nîmes-Montpellier. En sursis, les liaisons avec l'Espagne (Nîmes-Espagne, Bordeaux-Hendaye). Les projets Marseille-Aix-Nice, Paris-Clermont-Ferrand-Lyon sont reportés au moins au-delà des prochaines présidentielles.
Le Lyon-Turin (20 milliards pour la France, le plus cher des projets !) pourrait disparaître…

Les avions, instruments d'un génocide mondial

Le 2 juillet 2012, Pierre-Emmanuel Neurohr est passé en procès au tribunal de Bobigny pour avoir, à deux reprises, pénétré sur une piste de l'aéroport de Roissy et s'être placé devant un avion prêt à prendre le départ. Il a été condamné à trois mois de prison avec sursis et 1000 € d'amende. Il a annoncé son intention de recommencer pour des raisons morales : "on ne peut pas continuer à laisser voler des avions qui sont l'une des premières causes du dérèglement climatique". Le 18 juillet 2012, il a été arrêté une troisième fois alors qu'il avait de nouveau réussi à pénétrer sur les pistes de l'aéroport. Le 6 août 2012, il a été arrêté une quatrième fois alors qu'il était sur la piste d'envol d'un avion d'Air France. Il a été alors placé sous contrôle judiciaire avec interdiction d'approcher un aéroport sur le territoire français. Le 5 septembre 2012, il a pénétré une cinquième fois sur l'aéroport de Roissy et a été de nouveau arrêté. Il repasse en procès le 18 septembre 2012…


Martin Leers

Effondrement des écosystèmes ?

Dans *Nature*, début juillet 2012, une équipe de 18 chercheurs de l'université de Vancouver (Canada), spécialistes de modélisations d'écosystèmes, ont alerté la communauté scientifique sur le risque d'une rupture rapide de l'équilibre des écosystèmes. Les scénarios étudiés s'appuient sur une série de phénomènes irréversibles. Les causes sont clairement l'influence humaine qui produit une perte de biodiversité importante. L'article insiste sur les sous-estimations chroniques des études scientifiques jugées trop prudentes. Ainsi, les scénarios qui tablent aujourd'hui sur une hausse de 2°C de la température sont maintenant hautement improbables, ceux à 4°C probablement en train d'être dépassés… Le risque est que l'on n'aille pas vers une évolution progressive mais vers un effondrement.

Parc national des Calanques

Un parc au rabais ?


D. R.

Bien sûr, c'est mieux que rien : le 18 avril 2012, le gouvernement a signé la création du parc national des Calanques, entre Marseille et La Ciotat, à 90 % en zone maritime. Mais le décret de création comprend un grand nombre de dérogations comme des zones non protégées comme les îles du Frioul (au large de Marseille), une zone qui se trouve être la zone où s'ouvrent les égouts de la ville, ou encore une autorisation de chasse maintenue jusqu'en 2018, tout comme la pêche de profondeur le long des côtes (jusqu'en 2027). La calanque de Port-Miou, proche de Cassis, n'est pas classée… permettant la poursuite de son urbanisation, etc. C'est une loi de 2006 qui permet de glisser toutes ces dérogations, ce qui fait craindre maintenant aux associations de protection de la nature que ce soit la porte ouverte aux dérogations dans les zones déjà plus fortement protégées.

Si vous désirez présenter S!lence lors d'un de ces rendez-vous n'hésitez pas à nous contacter : 04 78 39 55 33 (Béatrice, le mardi et le jeudi de préférence)



Ile-de-France : festival des utopies concrètes, 27 septembre au 7 octobre, première édition, dix jours autour des alternatives concrètes organisés par le mouvement des villes en Transition Ile-de-France et plusieurs collectifs, associations. Le 29 septembre, village de la transition avec stands, projections, animation, sur les quais (Paris 19e), le 1er octobre soirée sur "comment mettre en œuvre la transition" à Paris ; le 2 octobre à 19h rencontre-débat sur l'agriculture urbaine et périurbaine à Montreuil aux Murs à pêche ; le 3 octobre à 19h rencontre-débat sur l'habitat coopératif à la maison des associations Paris 15e ; le 5 octobre à 19h soirée autour du "faîtes-le vous-même" à Nanterre. *Programme détaillé sur festivaldesutopiesconcretes.org*

Genève : 6e année pour l'indépendance de l'OMS, tous les jours depuis le 26 avril 2007, vigile devant le siège de l'OMS pour demander l'abrogation de l'accord de 1959 qui l'oblige à soumettre ses informations à l'AIEA, Agence internationale de l'énergie atomique. *Pour participer : Paul Roullaud, tél. : 02 40 87 60 47, www.independentwho.info.*

Notre-Dame-des-Landes : Occupation de terres contre l'aéroport, plusieurs maisons à occuper, camping sur place possible. Contact : reclaimthezad@riseup. Informations : www.reclaimthefields.org ou http://zad.nadir.org. *Chèques de soutien à l'ordre des Amis de la Conf', en spécifiant Action Notre-Dame-des-Landes. Amis de la Conf', 104 rue Robespierre, 93170 Bagnolet.*

Marne : exposition land'art, jusqu'au 27 octobre, de Marc Pouyet. Sélection d'œuvres permanentes et œuvres originales sur le thème de la vigne et de la Champagne. *A la Maison Canard-Duchêne, 51500 Ludes, tél. : 03 26 61 11 60.*



1 octobre

Bouches-du-Rhône : chaux dans le bâti ancien et l'écoconstruction, 1er au 5 octobre à Meyrargues. Stage de formation tout public. *Le Gabion, domaine du Pont-Neuf, route de Saint-André, 05200 Embrun, tél. : 04 92 43 89 66, www.legabion.org.*

Hautes-Alpes : le plâtre écologique à la portée de tous, 1er au 5 octobre. Stage de formation tout public. *Le Gabion, domaine du Pont-Neuf, route de Saint-André, 05200 Embrun, tél. : 04 92 43 89 66, www.legabion.org.*

Vélorution (1er samedi du mois), à **Paris**, à 14h, place de la Bastille ; à **Angers**, à 15h, place du Pilori ; à **Avignon** à 14h30, place Pie ; à **Cherbourg**, à 14h, place Napoléon ; à **Nantes**, à 14h, place Royale ; à **Nice**, à 14h, place Garibaldi ; à **Poitiers**, à 10h10, porte de Paris ; à **Rennes**, à 15h, place Hoch, à **Rouen**, à 14h , parvis de la Cathédrale ; à **Tours**, à 14h15, place Jean-Jaurès. N'hésitez pas à décorer votre vélo et à venir avec de sympathiques banderoles ! *Plus d'infos et des rendez-vous plus irréguliers dans d'autres villes : http://velorution.org.*

2 octobre

Seine-et-Marne : journée internationale de la non-violence. Le MAN organise une action d'information et de sensibilisation sur le thème de la paix et de la non violence (valeurs constitutives de l'écologie) par la tenue d'un stand, distribution de tracts, organisation de tests de rue, de 18 h 30 à 20 h 30 ,à l'entrée de l'hypermarché E.Leclerc, 20-22, avenue Roger-Salengro, Villeparisis. *Contact : Franck Rolland, tél. : 06 85 27 16 10, www.nonviolence.fr*

Haute-Marne : pourquoi je suis passé au bio ?, conférence et témoignage des producteurs bio Haut-Marnais, à 20h. *Lycée E.Pisani, 52000 Chaumont-Choignes.*

3 octobre

Cercle de silence, contre l'atteinte à l'humanité des sans papiers tous les 1er mardi du mois à **Angers** à 18h, place du Pilori ; les derniers mardis du mois, à **Toulouse**, à 18h30, place du Capitole ; à **Albi**, à 18h30, place du Vigan *Plus d'infos et des rendez-vous plus irréguliers dans d'autres villes : www.placeauxdroits.net/cercle/*

4 octobre

Rhône : festival Zikemo, 4 au 21 octobre 2012, festival de solidarité internationale, *organisé par le collectif associatif la Miete, www.zikemo.com.*

Deux-Sèvres : forum énergies plurielles, construire, produire et consommer autrement, 4 au 6 octobre, premier forum des énergies renouvelables et de l'éco-construction en Pays Mellois. Au programme de ces 3 jours : conférences (en particulier « le scénario NégaWatt : entre sobriété et énergies renouvelables, une transition énergétique pour la France » par Christian Couturier), visites de sites énergies renouvelables et éco-constructions, démonstrations, ateliers pratiques, stands. *Melle et Lezay, Metullum place Bujault, 79500 Melle, tél. : 05 49 27 09 19, c.fradin@paysmellois.org.*

Paris, Nantes, Yvoire : festival ciné alter'natif, 4 au 13 octobre, organisé par l'Association de la plume à l'écran, sélection de courts et longs métrages pour découvrir les productions cinématographiques des Indiens d'Amérique du Nord, Centrale et du Sud. La programmation de cette édition est centrée sur le thème de l'eau. 14 séances, à Paris les 4, 8, 9 octobre au centre culturel canadien, au cinéma la clef, et à l'EHESS. A Yvoire (Haute-Savoie) le 5 octobre, bibliothèque municipale. A Nantes, 10 au 13 octobre au Cinéma le Concorde, à la Médiathèque Jacques Demy et au B17. *Informations : Cécile Vaillant (chargée de communication), tél. : 06 61 35 98 17, www.delaplumealecran.org, delaplumealecran@yahoo.com*

Paris : université d'automne de la Fédération nationale des maisons des potes, 4 au 6 octobre, sur le thème "comment faire de l'Egalité une réalité ?" au programme des conférences : comment renforcer le mouvement d'éducation populaire ?, comment rendre l'état exemplaire dans la lutte contre les discriminations ?, comment faire bénéficier les travailleurs sans papiers du droit au séjour ?, comment enseigner la laïcité ?, comment garantir la protection des femmes victimes de violence ?. Également, rencontre entre élu-e-s et acteurs associatifs ou citoyens. *Informations : www.maisondespotes.fr.*

Limoges : (in)dépendances, du joug colonial à la dictature de marché, 4 au 13 octobre, festival de films organisé par l'association Mémoire à vif sur le thème de l'histoire des peuples colonisés. *Programmation sur www.memoireavif.info.*

Belgique : la simplicité volontaire, débat-conférence organisé par les Amis de la Terre, au Haras de Cazeau à Ramegnies-chin. *Infos sur www.amisdelaterre.be.*

Savoir-faire et découverte

- **Loire : Produits laitiers bio : les faire soi-même à la ferme,** 4 et 5 octobre, à Salvizinet
- **Ille-et-Vilaine : Conception et installation des systèmes de phytoépuration,** 15 au 19 octobre
- **Basse-Normandie : Construire un four à pain,** 13 octobre
- **Lozère : Construire une yourte,** 15 au 19 octobre, à Saint-Andeol-de-Clerguemort,
- **Orne : Cultivez votre jardin aromatique et médicinal,** 6 octobre, à la Ferté-Macé
- **Rhône : Fabriquer ses savons soi-même,** 20 octobre, à Brussieu
- **Rhône : Le poulailler familial au naturel,** 6 octobre, à Pierre-Bénite
- **Grenoble : L'isolation phonique écologique,** 19 octobre
- **Hérault : Produire, récolter et préparer ses propres semences,** 13 et 14 octobre, à Olmet-et-Villecun

Extraits des stages proposés par Savoir-faire et découverte, tél. : 02 33 66 74 67, www.lesavoirfaire.fr.

5 octobre

Ardèche : week-end d'initiation pain au levain, 5 au 7 octobre, organisé par la Mie Chemin, un fournil mobile. La formation porte sur les étapes de la panification, comment faire son levain et comprendre les blés et farines. *Pour la préinscription, contacter Alexandra Bouchard, tél. : 06 77 99 63 64, albou@no-log.org, lamiechemin.eklablog.com*

Rennes : la testostérone produit-elle l'excellence artistique ?, conférence à 14h, aux *Ateliers du vent, 59 rue Alexandre Duval, 35000 Rennes*

Rennes : marche de nuit non mixte, femmes, lesbiennes, trans, à l'appel des collectifs féministes rennais. Rdv 20h30 place de la mairie. *Contact : collectif.feministe.rennes@gmail.com*

Lille : les assises de la transformation écologique et sociale, premier bilan pour la région Nord-Pas de Calais de faire un point d'étape sur l'avancée des neuf opérations de développement mises en place. Plusieurs interventions dont Rob Hopkins, initiateur du mouvement des villes en transition en Europe. *Au siège de région, Salle de l'Hémicycle, 151 avenue du Président Hoover, Lille.*

Vélorution : à **Chambéry** (1er vendredi du mois), à 18h, place du Palais-de-Justice. A **Marseille**, à 19h, place Jean-Jaurès.

Paris : jeûne et interpellation pour l'abolition des armes nucléaires, action mensuelle, présence de 8 à 9h avec rdv au métro Solférino sous l'horloge du Ministère de la Défense, de 12 à 13h sur le terre-plein à l'angle du boulevard Saint-Germain et de la rue de l'Université et de 16 à 17h comme le matin. Si vous ne pouvez venir qu' entre 9h et 12h, vous êtes invités à rejoindre les membres du groupe au "bistrot d'en face'' Le Solférino pour partager et faire des projets. *Contact : Marie-Claude, tél. : 09 63 03 54 35 ou 06 71 60 05 46 le jour de l'action, marie-claude.thibaud@wanadoo.fr. Présence sous la responsabilité de la Maison de Vigilance, www.maisondevigilance.com.*

Strasbourg : occupation de l'espace public, contre le forum mondial de la démocratie organisé par le Conseil de l'Europe du 5 au 11 octobre. Projet de lieu de vie auto-géré, partage d'idées et expérimentation d'une réelle démocratie. En début d'après-midi place Kleber, Strasbourg, *www.occupyfakedemocracy.org*

Maine-et-Loire : avenir radieux, une fission française, spectacle de et par N. Lambert, sur l'histoire du nucléaire français, ses ors républicains et ses non-dits étouffants. *A la ferme de l'Herberie, La Haute Herberie, 49420 Pouancé*



6 octobre

Meurthe-et-Moselle : comprendre comment la violence "s'agite", 6 et 7 octobre. Nous définirons ensemble le concept de violence à travers les différentes formes qu'il peut prendre. A partir d'une approche en provenance directe du Canada, nous ferons, ensuite, une analyse fine de situations entre individus dans le but de définir s'il s'agit d'un rapport acceptable ou inacceptable, en évaluant l'impact sur les personnes concernées. Enfin, nous aborderons des pistes de solutions pour prévenir et agir sur ces phénomènes de violence. *Avec Olivier Bonnet Eymard. Man-Nancy, 22, rue Mozart, 54600 Villiers-lès-Nancy, tél. : 03 83 40 13 44, man.nancy@wanadoo.fr.*

Lot-et-Garonne : Salon de l'écologie et de l'éco-habitat, Horizon Vert, 6 et 7 octobre, à Villeneuve sur Lot, cycle de 55 conférences (déclinant notamment le thème de l'année "Le travail autrement") et un grand village de 32 ateliers participatifs et de démonstration. *Parc des expositions George Lapeyronie, route de Fumel 47300 Villeneuve sur Lot, tél: 05 53 40 10 10, horizon.vert.free.fr.*

Saône-et-Loire : 5e salon du livre libertaire à Cuisery, 6 et 7 octobre, le samedi : débat sur les risques industriels et le salariat avec Jean-Pierre Levaray (18h). Le dimanche, conférences : Juanito Marcos et Yves Meunier sur la révolution espagnole (14h), Claire Auzias, le génocide tzigane (16h). *Contact: Dominique Noé, tél. : 03 85 40 18 17, jmdomi@caramail.fr*

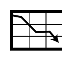
Drôme : foire bio de Montfroc, 6 et 7 octobre, marché des producteurs, artisans et artistes de proximité, stands d'informations (habitat écologique, protection de l'environnement), débats, animations. *Les amis de la foire bio de Montfroc, Nicolas Bellini, nicolas.bellini@free.fr*

Bourgogne : festival des contes givrés, 6 et 7 octobre, deux journées sur le thème "Imaginaire et Résistance", avec des récits, ateliers de création, spectacles, *à La Fabrique à Messeugne à Savigny-sur-Grosne. Tél. : 03 85 24 61 91, www.festival-contesgivres.fr*

Alpes-Maritimes : 3e salon écologir, 6 au 8 octobre, 3 pôles : produits bio, habitat sain & bien-être. *Eco'Parc Mougins, 772 chemin de Font de Currault, 06250 Mougins, tél: 04 93 49 02 56, www.salonecologir.com*

Nanterre : estivales de la permaculture, à la Ferme du bonheur et au Parc Rural Expérimental, *La Ferme du Bonheur, 220 avenue de la République 92000 Nanterre, tél. : 01 47 24 51, contact@lafermedubonheur.fr, festival-permaculture.tumblr.com*

France : marche SlutWalk, contre les clichés liés au sexisme, au viol et la culpabilisation des victimes. Après avoir fait le tour du monde, le mouvement des SlutWalks fait étape dans les grandes villes de France, à Aix, Caen, Lille, Lyon, Paris, Rouen, Strasbourg et Toulouse. *Informations : slutwalk-france.tumblr.com.*





 santé
 politique, société
 fêtes, foires, salons
 éducation
 vélo
 S!lence
 dans la rue
habitat
nord / sud
Bio bio formation
 décroissance
femmes
paix
énergies
 environnement
films, spectacle, culture

Bio Bio-Dynamie

- **Yvelines : jardiner en bio-dynamie (approfondissement),** 13 et 14 octobre à l'école Perceval (Chatou), stage de formation pour les jardiniers.
- **Alsace : Un week-end dans les étoiles,** 13 et 14 octobre, à la Ferme du Bergenbach, Oderen
- **Saône-et-Loire : Rencontrer la nature à travers les 4 éléments et les 4 éthers,** 13 et 14 octobre, au Domaine Saint Laurent, Château

Extraits des stages organisés par Mouvement de l'Agriculture Bio-Dynamique, 5, place de la Gare, 68000 Colmar, tél. : 03 89 24 36 41, www.bio-dynamie.org.

Landes : le repas insolent, 6 et 7 octobre, formation à l'éducation au développement et à la solidarité internationale avec une animation gustative illustrant les inégalités Nord/Sud et les interdépendances entre les divers acteurs du monde ; organisé par l'association Militinerêves. *A l'éco-lieu Jeanot, lieu dit Peye, route de Mâa, 40370 Rion des Landes. Contact : Laura, tél. : 0608268405, militinereves@gmail.com.*

Belgique : Aubépine, salon bio, 6 et 7 octobre, hall polyvalent, parc des expositions d'Arlon, thème de l'année : les semences c'est la vie !. Conférences du samedi : constituer sa trousse aromatique de base (14h30), mon potager bio (15h), le village de Beckerich en route vers la transition énergétique (17h), les semences traditionnelles (17h). Conférences du dimanche : l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables (11h), réflexion sur l'éco-bioconstruction et l'éco-biorénovation (13h), autorisations OGM, l'histoire de politiques irresponsables (15h), les jardins partagés (15h), la vaccination en question (17h), "aux semences citoyens" (17h). 70 exposants. *Nature & Progrès, 520, rue de Daves, 5100 Jambes, tél. : 00 32 (0) 81 30 36 90 www.salon-aubepine.be.*

Gard : stage de formation à l'action directe non violente, 6 et 7 octobre, à Alès, organisé par le collectif des Désobéissants.*Contact : les Désobéissants, www.desobeir.net.*

Tarn : les systèmes d'échanges non-monétaires, projection du film "la double face de la monnaie", débat, discussion autour du thème la richesse des échanges au cœur des monnaies locales, à 15h à la salle Bouzinac à Gaillac. *Association Le pas de côté, lepasdecotegaillac@gmail.com.*



7 octobre

Brest : 11e festival intergalactique de l'image alternative, 7 au 13 octobre. *Programme sur festival-galactique.infini.fr*

Haute-Marne : foire bio et éco-habitat de Chaumont, 10h à 19h, *Place des Halles, centre ville de Chaumont, 52000.*

Lille : festival des jardins communautaires au Jonc de Wazemmes "Drôles de Dimanche au jardin", théâtre, concert, marionnettes, etc. Avec les Amis des jardins ouverts et néanmoins clôturés, dans le cadre du réseau Naturenville. *Rdv au Jonc des Drôles d'Waz'eaux, 12, rue de l'hôpital Saint Roch (Lille-Wazemmes), tél. 03 28 55 03 30, www.ajonc.org, ajonc@free.fr.*

Saône-et-Loire : foire bio et artisanale, organisée par l'association le Cabas bio, à *la Nef, avenue de la Paix, 71200 le Creusot, tél. : 03 85 78 67 10 ou 03 85 55 64 42, www.cabas-bio.fr.*

Var : salon environnement et partage, 7 et 8 octobre, stands, atliers, conférences : le 7 octobre 13h45, des monnaies locales ; 16h le tourisme local. *Parc de la Navale, la Seyne-sur-mer, Association Environnement et Partage, tél. : 06 76 71 60 09.*



8 octobre

Hautes-Alpes : murs en pierres sèches ou maçonnées, 8 au 12 octobre. Stage de formation tout public. *Le Gabion, domaine du Pont-Neuf, route de Saint-André, 05200 Embrun, tél. : 04 92 43 89 66, www.legabion.org.*

Paris : soirée projet de loi de l'altergouvernement, dix-huit personnalités - intellectuels, militants associatifs, chercheurs, journalistes - se sont glissées dans la peau d'un ministre et proposent des mesures concrètes, réalistes et réalisables pour un monde plus juste et plus égalitaire. Ils proposeront ce soir leurs idées de mesure au théâtre du Grand Parquet, 20h. *Réservations: tél. : 06 70 21 65 38 ou presse@muscadier.fr.*

Bio **Eure : formation maraîchage bio en permaculture,** du 8 au 12 octobre, découvrir le métier de maraîcher bio et une approche naturelle, *à la ferme du Bec, 27800 Le Bec Hellouin, tél. : 02 32 44 50 57, www.fermedubec.com.*

Rhône : sociocratie, formation de base à la gouvernance par consentement (sociocratie) animée par des membres du *Centre Français de Sociocratie. Au 355, allée Jacques-Monod, Saint-Priest.*

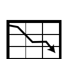
9 octobre

Rhône : Initiation à la médiation, cycle de 3 soirées : le 9, le 16 et le 23 organisé par le MAN de Lyon. Être ni dans un camp, ni dans l'autre tout en rendant possible par sa présence et son intervention le dialogue entre les parties en conflit en vue de la recherche de solutions, requiert des qualités et compétences qu'il convient de développer. *Contact : IFMAN , 20 rue de l'Ancienne Gare, 69200 Vénissieux, 09 71 33 35 48, ifman.rl@wanadoo.fr, www.ifman.fr.*

Manche : soutien aux trois inculpés suite au blocage à Valognes du train CASTOR qui se rendait à Gorleben. Rassemblement prévu à 10h devant le tribunal de Cherbourg. *Informations sur valognesstopcastor.noblogs.org ou www.sortirdunucleaire.org.*

Aude : et si on parlait protectionnisme ? conférence de F. Ruffin, organisé par les *Amis du monde diplo, à 20h45 à Pennautier.*

10 octobre



Belgique : table-ronde sur les initiatives de la transition, à 19h, projection d'extraits du film Transition 2.0, interventions et débat, dans le cadre du cycle d'introduction aux Initiatives de Transition 2012-2013 organisé par Deltaé en partenariat avec les Amis de la Terre, *à La Maison de quartier Malibran, 10 rue de la Digue, Ixelles, informations sur www.blog.deltae.be.*

11 octobre



Du Bugey à Lyon : marches des réfugiés du nucléaire, la manifestation du 13 octobre à Lyon sera précédée de deux marches ralliant Bugey à Lyon. Elles partiront de la centrale nucléaire jeudi 11 octobre à 9h pour arriver à Lyon samedi 13 octobre à 14h. L'une traverse l'Ain, l'autre l'Isère. *Informations : groupes.sortirdunucleaire.org*

12 octobre

Ille-et-Vilaine : salon "la terre est notre métier", le salon professionnel de la bio, du 12 au 14 octobre, sur le thème "Semons la bio - Récoltons la biodiversité" et donc la liberté d'utiliser ses propres semences et la lutte contre les OGM, avec une ouverture sur la diversité de l'agrobiologie, des acteurs aux modes de production. Conférences avec M. Dufumier, ateliers, démonstrations... *Association culture bio, maison des associations, 43 rue Fagues, 35580 Guichen, tél: 02 99 52 02 90, www.salonbio.fr*

Maine-et-Loire : 6e festival de la BD engagée, 12 au 14 octobre, organisé par "Bandes à part", à Cholet et du May sur Evre, Maytiss'Bar et Espace L. Sanghor. Rencontres, débats, expos. *Espace Culturel L. Senghor, 4, rue Des Tilleuls, 49122 Le May-sur-Evre*

Rennes : croyantes et féministes c'est possible ? conférence dans le cadre du cylce « féminismes et lutte pour l'égalité ». *A la maison des associations, 6 cours des alliés, questionsdegalité@gmail.com*

Dordogne : le grand inventaire des possibles, les 12, 19, 20 et 21 octobre, rassemblement d'expériences qui proposent de prendre des chemins différents des autoroutes de la consommation et de la standardisation des modes de vie, dans les communes de Vergt, Saint-Astier et Bourrou, organisé par l'association la Galerie Sauvage. 12 octobre à Vergt, à 20h30 : théâtre-débat sur la relation parents/ adolescents. 19 octobre à St Astier, 14h30 : "Les nouveaux chiens de garde" de Gilles Ballastre suivi d'un débat. 20 octobre à Bourrou : cafés repaires (installation agricole, co-voiturage...), stands d'informations qui mettent en valeur les initiatives locales, marché de producteurs bio, animations. *La Galerie Sauvage, la Gaumerie, 24380 Bordas, Nathalie Altéa: 06 14 27 86 05 et Valérie Motard: 05 53 03 46 45, lagaleriesauvage@yahoo.fr, www.myspace.com/galerie.sauvage*

13 octobre

Partout : le jour de la nuit, 13 octobre au soir, manifestations pour demander une baisse de l'éclairage nocturne et sensibiliser au phénomène de la pollution lumineuse. *Détails des manifestations sur www.jourdelanuit.fr.*

Paris : 10e festival du livre et de la presse d'écologie, 13 et 14 octobre, sur le thème "L'eau source de vie, pas de profit", Invité d'honneur : Jean Malaurie, deux tables rondes : le littoral breton,patrimoine à préserver ; l'eau en finir avec la spirale de l'échec ; samedi soirée ciné à 19h30 "la soif du monde" à la Bellevilloise. *Association du festival du livre et de la presse d'écologie, MDA, boîte 9, 15, passage Ramey, 75018 Paris, www.recit.net.*

Bouches-du-Rhône : festival "champs libres", festival régional agriculture et ruralité au féminin, organisé par le CIVAM (Centre d'Initiatives pour Valoriser l'Agriculture et le Milieu rural) PACA à l'occasion de la journée internationale des femmes rurales, rétrospective, table-ronde sur l'évolution de la place des femmes dans le milieu professionnel agricole, inauguration de la publication de portraits de « Femmes en agriculture » des Carnettistes Tribulants, installations et ateliers d'expression artistique, animations pour petit-es et grand-es, repas fermier biologique. A la ferme de Noé, Trets. *Renseignements : GR CIVAM PACA, tél. : 04 90 78 35 39, www.civampaca.org*

France : changeons d'ère, sortons du nucléaire, journée nationale d'action contre le nucléaire : manifestation contre l'EPR et la ligne THT et des rassemblements inter-régionaux à Lyon, Bordeaux, Laval (Mayenne) et Thionville, organisé par le Réseau sortir du nucléaire. Rassemblement à Laval à la place de la mairie à 14h, contact : tél. : 07 86 67 25 93, sdn53@hotmail.fr. A Lyon, arrivée des marches des réfugiés du nucléaire à 14h quai Augagneur et début du rassemblement avec stands et discours, chaîne humaine dans le centre ville l'après midi. A Bordeaux, week end d'action organisé par Tchernoblaye pour la fermeture immédiate de la centrale nucléaire du Blayais, qui a dépassé les 30 ans de fonctionnement. *Informations sur les actions et les départs groupés sur groupes.sortirdunucleaire.org*

Journée mondiale d'action des Indignés pour un changement global sous le nom « GlobalNoise » (bruit global) avec l'organisation de « casserolades », concerts de casseroles qui visent à mobiliser et se faire entendre. *Infos sur blog.globalnoise.net*

Belgique : quelles opportunités la transition nous apporte-t-elle ?, demi-journée d'atelier participatif de 14h à 18h, dans le cadre du cycle d'introduction aux Initiatives de Transition 2012-2013 organisé par Deltaé en partenariat avec les Amis de la Terre, *à La Maison de quartier Malibran, 10 rue de la Digue, Ixelles, informations sur www.blog.deltae.be.*

Grenoble : festival Vivre l'utopie

11 octobre

Grenoble : festival Vivre l'utopie 2e édition, 11 au 14 octobre, organisé par le Laboratoire Entropie, salle Berlioz sur le campus de Grenoble (Salle culturelle Berlioz, 361, allée Hector-Berlioz, tram C, D, arrêt Berlioz). Le thème de cette année, « Utopie et modèles de société », sera développé au fil de conférences de personnes qui viendront témoigner de diverses expériences, (scop autogérée, foyer d'hébergement autogéré, collectif de citoyens...), conférences théoriques sur différentes questions en lien avec le thème (Les faranches, La commune d'Oxaca...), témoignages, débats, projections de films engagés et ateliers participatifs.. Il y sera aussi proposé des ateliers, notamment sur la prise de décision en groupe et les protocoles de débat, l'ensemble ponctué de projections de documentaires et de films engagés. **Jeudi 11 :** débat en étoile sur les pratiques de débat dans l'autogestion (14h-16h30), conférence : un développement alternatif, le cas de l'Asociación para el Desarrollo Campesino en Colombie (17h-18h30). **Vendredi 12 :** rencontre autour de l'écriture du Rap avec Duval Mc (10h -11h30), témoignage sur un lieu des co-errances avec le Collectif d'action des sans abris (17h-18h30). **Samedi 13 :** témoignage, Ardelaine, une coopérative de développement local (10h-11h30) ; témoignage sur 25 ans d'autogestion dans une scierie de Marc Bourgeois (17h30-18h30). **Dimanche 14 :** témoignage sur comment l'utopie est devenue réalité à Eybens (10h-11h30) ; débat le projet institutionnel peut rêver avec l'association le Village (12h30-14h) ; témoignage de la boulangerie la conquête du Pain (17h-18h30). Gratuit et ouvert à tous les publics, le festival « vivre l'utopie » donne l'occasion à chacun de découvrir et de s'approprier des modèles alternatifs d'organisations sociétales dans une ambiance de réflexion amicale et festive. *Association Entropie, Cap Berriat,15 rue Georges Jacquet, 38 000 Grenoble, tél. : 06 50 79 56 56, entropie.asso@yahoo.fr, vivrelutopie.free.fr*

Si vous désirez présenter S!lence lors d'un de ces rendez-vous n'hésitez pas à nous contacter : 04 78 39 55 33 (Béatrice, le mardi et le jeudi de préférence)

agenda

Puy-de-Dôme : Quelle transition ? 13 octobre, de 9h30 à 18h, sur le site du Centre d'ailleurs, journée d'échanges et de débat en écho au mouvement des villes en transition. Matin : analyse de la situation actuelle, déjeuner végétarien commun, après-midi : deux ateliers en parallèle : villes et territoires en transition ; décroissance ou autres possibles ? *Le Centre d'ailleurs, Chavarot, 63520 Saint-Jean-Les-Ollières, tél. : 04 73 31 08 62, www.lecentredailleurs.com.*

14 octobre



Ariège : foire bio à Saint-Lizier, 10e édition, marché de producteurs bios et d'artisans locaux,village associatif, conférences, ateliers, animations culturelles, *Civam bio Ariège, Cottes, 09240 La-Bastide-de-Sérou, tél. : 05 61 64 01 60, www.bioariege.fr.*



Gap : journée autrement, foire artisanale, bio, et bien-être. *Association Gap Sud, tél. :06 76 93 28 73, www.gapsud.fr.*

15 octobre

Paris : le genre, à quoi ça sert ?, assises de l'Institut Émilie du Châtelet, les lundis 15 et 22 octobre. Seront abordés des sujets variés de manière dynamique sous la forme de table ronde. *Université Paris Diderot, amphi Buffon, 15 rue Hélène Brion 75013 Paris, inscription sur www.institutemilieduchatelet.org.*

16 octobre

Lille : les Résidentes, projection à 20h de ce documentaire sur les femmes emprisonnées pour de longues peines, suivi d'une rencontre avec le Génépi Lille et Parcours de Femmes. *A l'Univers, 16 rue G. Danton, Lille, métro porte de Valenciennes.*



17 octobre

Partout : journée du refus de la misère. Liste des évènements sur *www.refuserlamisere.org.*



18 octobre

Isère : expérimenter la vie en communauté, 18 au 21 octobre. Ce stage s'adresse aux personnes entre 20 et 35 ans en questionnement, pour vivre ensemble et expérimenter la vie communautaire, partager. *Arche de Saint-Antoine, 38160 Saint-Antoine-l'Abbaye, tél. : 04 76 36 45 97, arche-de-st-antoine.com.*

Lyon : expédition de S!lence, 18 et 19 octobre. Jeudi à partir de 15h, repas bio et végétarien offert à 20h30. Vendredi à partir de 9h30, repas de midi offert.

19 octobre

Paris 1er : Cercle de silence, de 18h30 à 19h30 (et chaque 3e vendredi du mois), place du Palais-Royal (M° Palais-Royal), devant le Conseil constitutionnel, pour protester contre les lois, décrets, circulaires pris contre les étrangers. *www.educationsansfrontieres.org.*



20 octobre

Partout : manifestation européenne contre le projet INDECT, projet de surveillance à l'échelle de l'UE, visant la "détection automatique des menaces, des comportements anormaux ou de violence" par le biais d'analyse automatisée des flux de données en provenance des caméras de surveillance et d'internet. *Organisé par les Anonymous, liste des manifestations sur les réseaux sociaux.*

Jura : 18e congrès de la FNAUT, la Fédération nationale d'Usagers des Transports, à Lons-le-Saunier, du 20 à 9h au 21 octobre à 13h. Débats avec les représentants de l'agglomération, du département et de la région, débat sur l'évolution de la mobilité des personnes et du fret. *Inscriptions à FNAUT, 32 rue Raymond Losserand, 75014 Paris, secretariat@fnaut.org*



Rhône-Alpes : assises régionales de l'éducation à l'environnement et au développement durable, 20 au 28 octobre, avec un rassemblement régional en Isère le 9 novembre. Les acteurs de l'EEDD chercheront à mobiliser les entreprises, les jeunes, le secteur de l'insertion sociale, les agriculteurs sur les changements de comportements, l'accès à l'information environnementale, l'évaluation de l'EEDD. *Infos sur www.assises-eedd.org/RA*

Bordeaux : étape du tour de France humanitaire et solidaire, conférences sur les parcours solidaires, forum, projection du film "Ensemble pour Haïti" (Gil Corre), *Université Bordeaux 4 (Arrêt de tram B Montesquieu), avenue Léon Duguit 33608 Pessac*

Belgique : portes ouvertes habitat, 20 et 21 octobre, les propriétaires d'habitats écologiques vous ouvrent leurs portes pendant le week-end dans toute la Belgique : visites, partages d'expériences... *Annuaire des maisons sur le site de Nature & Progrès Belgique. Nature & Progrès, 520 rue de Daves, 5100 Jambes, tél. : 00 32 (0) 81 30 36 90, natpro.doc@skynet.be*

Meurthe-et-Moselle : foire bio la Cussignière, 20 et 21 octobre, thème de l'année de la terre et des hommes, 120 exposants, alimentation bio, produits d'hygiène, artisanat, jardinage bio, associations, à la salle des sports de Gorcy. *Infos sur www.cussigniere.org.*

Toulouse : 5e anniversaire des cercles de silence, journée qui rassemble les représentants de cercles de silence venus de toute la France et Europe. De 16H30 à 17h30, cercle de silence sur la place du Capitole et de 18h à 20h, réunion générale.

Vaucluse : communication et régulation des conflits, 20 et 21 octobre, stage autour de la communication non-violente et de l'expression des émotions dans le but de réguler des conflits, exploration d'outils de régulation non-violente des conflits. *A Grambois, par l'IFMAN Méditerranée, 4, avenue de Saint-Bonnet, 04350 Malijai, tél. : 04 86 89 22 86, ifman.med@no-log.org, www.ifman.fr*

21 octobre

Haute-Garonne : foire bio du grand Toulouse, à la base de loisirs de La Ramée à Tournefeuille, sur le thème de l'Agriculture Bi'EAU'logique -- environnement, agriculture, utilité : lieu d'échanges autour d'expériences locales de gestion de l'eau en agriculture avec un marché bio et local, des animations, ateliers, conférences, expositions. *Association Erables 31, tél: 05 34 47 13 04, foirebiograndtoulouse@gmail.com.*

Ariège : vagabond'récup, au Baulou, de 8h30 à 17h, travail autour de la récupération, ateliers, artisanats, vide-grenier. *Vagabondages, tél. : 05 61 64 89 04, www.vagabondagesbaulou.fr.*

Lorraine : l'action non-violente : une chance pour la démocratie, formation : la non- violence n'est pas la passivité, mais bien une autre manière de penser l'action. L'action non-violente ne s'improvise pas, elle demande de l'organisation, de la cohésion de groupe et de l'anticipation. *Au Centre culturel du Placieux, 16, boulevard Cattenoz, Villers Les Nancy. Inscription obligatoire auprès du MAN Nancy : tél. : 03 83 40 13 44, man.nancy@nonviolence.fr.*

22 octobre

Angers : les Octovales, 22 au 27 octobre, festival en faveur de la paix. Thème de l'année "droits aux libertés, droits à la terre", interventions en lycées dans la région des Pays de la Loire avec d'autres festivités et conférences tout public. Ce festival suivra de près la marche Le Croisic-Paris (21 septembre au 17 octobre), qui s'arrêtera à Angers le 2 octobre, journée internationale de la non-violence. *www.octovalesdelapaix.fr*

26 octobre



Strasbourg : salon Bio & Co, 26 au 29 octobre au Parc des expositions de Wacken, sur le thème "cultivez votre écologie !", exposants, animations, conférences... *Bio & Co, 17, avenue Charles-Siffert, 25000 Besançon, tél. : 03 81 55 73 68, www.salonbioeco.com*

27 octobre

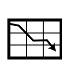
Isère : oser la confiance "dominer mes peurs", 27 et 28 octobre, avoir peur est naturel et parfois salvateur... itinéraire de clarification de la place et le(s) rôle(s) de la peur dans nos vies et d'expérimentation des outils pour un regard et une attitude clairs et lucides afin d'en finir avec nos chimères. *Arche de Saint-Antoine, 38160 Saint-Antoine-l'Abbaye, tél. : 04 76 36 45 97, arche-de-st-antoine.com.*

Alsace : Ecotidienne

- **Savonnerie à froid,** 5 octobre
- **Fabriquer et appliquer ses enduits de terre crue,** 6 octobre
- **Faire sa bière chez soi,** 13 octobre
- **Fabriquer ses produits d'entretien,** 20 octobre, au Smictom d'Alsace centrale - Scherwiller
- **Préparer et appliquer ses peintures murales naturelles,** 26 octobre

Programme détaillé : Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.

28 octobre



Aude : fabrication de produits à base de plantes, 28 au 31 octobre, stage de fabrication de crèmes, shampooings, dentifrices, produits d'entretien... à base de plantes, *organisé par l'Ortie, à Saint Jean de Paracol, inscriptions au 04 68 20 36 09 ou lortie@wanadoo.fr.*



30 octobre

Deux-Sèvres : festival du film ornithologique de Ménigoute, du 30 octobre au 4 novembre 2012, documentaires animaliers, stands associatifs, conférences et débats, sorties natures... *Association Mainate, 16 bis, rue de Saint-Maixent, BP 5, 79340 Méningoute, tél:05 49 69 90 09, www.meningoute-festival.org*



Gratuites : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces :** Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais :** Les dates de clôture sont indiquées en page "Quoi de neuf", page 3. Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication. **Domiciliées :** Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection :** Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

Agir ensemble

■ **Paris :** Résidence parisienne (19e) avec importants espaces verts et pratique du compostage collectif recherche jardiniers (indépendants, coopérative...) travaillant dans le respect de l'environnement et dans la concertation avec les habitants ! *Contact : Alice au 01.48.74.03.09 ou alice.primi@wanadoo.fr.*

■ **Sud Ouest :** jusqu'en juin dernier j'ai été paysan boulanger dans une ferme collective en Basse-Normandie. Je souhaite aujourd'hui créer ou rejoindre un projet "collectif" en polyculture-élevage plutôt dans le Sud-Ouest. J'aurais potentiellement identifié une ferme à reprendre. Écrire à *Tristan Berthet, jacktoub@free.fr.*

■ **Colmar :** chantier participatif à l'école Steiner pour la partie auto construite de l'agrandissement du jardin d'enfants jusqu'au 16 novembre. Lance appel à bénévolat auprès des parents, amis et à toute autre personne désirant acquérir une expérience dans le domaine de la construction bois/ballot de paille/ enduit terre. L'aspect technique sera encadré par des entreprises de professionnels. Possibilité d'hébergement et de repas à prix libre. *Contact : Christian Zerr, tél: 03.89.77.46.64, zerr.c@wanadoo.fr, http://pedagogie-steiner-colmar.infos.st/autoconstruction.html.*

■ **Toscane :** la récolte des olives approche... on va avoir besoin d'aide entre mi-octobre et fin novembre. Qui a envie de venir passer 1 ou 2 semaines en Toscane nous donner un coup de main 4 heures par jour contre hébergement ? *Marco et Patricia, Podere Lamastrine, 58040 Tatti- Grosseto, tél. : 0039 0566 912962, web. tiscali.it/lamastrine*

■ **Cévennes :** j'ai trop de terre, jardins, envies et projets pour moi toute seule ; vous propose des séjours à chaque saison (modalités à convenir), logés dans un cabanon sur un "barcel" cévenol, entre Alès et Florac, contre aide au jardin, à l'entretien, au bois, aux murs ou aux conserves... selon la saison ! Il faut avoir du temps, aimer cette nature un peu rude, le calme, être bricoleur (euse), inventif (ve) et joyeux (se) ! *Contact : Catherine, tél : 06 10 61 24 17, catrina. fontana@yahoo.fr.*

Recherche

■ **Résistance à la guerre.** L'Observatoire des armements / Centre de documentation et de recherche sur la paix et les conflits et le Cedrats (Centre de documentation et de recherche sur les alternatives sociales) ont le projet de réaliser en 2014 une exposition sur les luttes et les résistances à la guerre, pour la paix, dans la région lyonnaise.
Son premier objectif sera de balayer par une courte mise en perspective historique les différents événements, et leur contexte politique, qui ont amenés les prises de position, les luttes pour une société de paix, contre la guerre, depuis le début du vingtième siècle. L'importance de cette première partie dépendra directement des divers documents que nous pourrons collecter pour cette contextualisation historique.
La deuxième partie de cette exposition s'intéressera plus particulièrement à ces diverses luttes et résistances, notamment leurs différents moyens d'expression (affiches, tracts, revues, photos, vidéos, émissions radios, etc.) à Lyon et dans la région, depuis les années soixante jusqu'à nos jours. Le Cedrats et l'Observatoire des armements / CDRPC ont des documents exploitables correspondant à cette période, dans différents domaines : antimilitarisme, objection, insoumission, luttes antinucléaires, pacifistes, non violentes, lutte contre l'extension militaire du camp du Larzac, mais cherchent d'autres documents sur cette thématique, pour les périodes concernées. *Observatoire des armements / CDRPC. 187, montée de Choulans, 69005 Lyon, tél. : 04 78 36 93 03, expo2014@obsarm.org ou Cedrats, tél : 04 78 29 90 67.*

■ **Corse :** en vue de la création d'un réseau de semences paysannes en Corse, l'association Cap Vert recherche une trieuse de semences (outil/machine). *Elise Aracil, association Cap Vert, les jardins traditionnels du Cap Corse, Lieu dit Cepita, 20228 Luri, tél. : 04.95.35.05.07, association. capvert@wanadoo.fr.*

■ **Hautes-Alpes :** le PLVPB à Lyon (centre culturel et sportif) recherche pour son village-vacances à Rosans à l'année, couple de gardiens, jeunes retraités de préférence. En contrepartie : logement et charges y afférant. *Contact : tél. : 04.78.53.19.23 (entre 14h et 18h), rosans@plvpb.com.*

Vivre ensemble

■ **Rhône :** Projet d'habitat écologique, solidaire et intergénérationnel sur l'ouest lyonnais. Sobriété, convivialité, entraide, mutualisation, ouverture sur l'environnement. Terrain de 13 000 m² (achat en cours), exposé au sud à Grézieu-la-Varenne (proximité des écoles, des commerces et TCL). Si désir d'habiter autrement, rejoignez le groupe : *Christian Bois, christian. bois@ouvaton.org Lou Caranicola, lou.caranicola@orange.fr ou Michèle Cauletin, m.cauletin@hotmail.fr.*

■ **Hauts-de-Seine :** Vous voulez passer quelques jours dans la région parisienne en étant logé chez l'habitant ? Je vous propose une chambre indépendante dans mon appartement au même tarif que l'auberge de jeunesse au moment de la demande. A cinq minutes du métro Gabriel-Péri (ligne 13 - Gennevilliers 92). Proche de toutes gares. Je suis également intéressée par des échanges d'appartements pour week-ends et vacances ou prêt d'appartement contre services, en Bretagne de préférence mais j'étudie toute autre proposition. *Contact : eucalyptus9293@hotmail. com.*

■ **Seine-et-Marne :** projet d'habitat groupé écologique à Cossigny, hameau de Chevry-Cossigny. Nous souhaitons, ensemble, créer des espaces privatifs d'habitat et partager des espaces communs dans un esprit de solidarité et de simplicité. Certains de nous souhaiteraient autoconstruire partiellement. Notre projet est en cours d'élaboration et aurait besoin d'une diversité de participants en âge et en composition familiale. Si cela vous intéresse, contactez-nous : *habitant@ecossigny.fr ou www.ecossigny. fr (en cours de construction).*

■ **Ariège :** pour cause de retraite (pourtant active) donne en fermage une dizaine d'hectares en zone de coteaux, en terre, prés, bois, landes avec de nombreux arbres fruitiers — pommiers d'abord — suis aussi sociétaire de l'atelier collectis Renova de transformation de fruits et légumes. Souhaite favoriser une installation collective dans esprit décroissance — simplicité volontaire pour une agriculture respectueuse de la vie. *Pierre Degand, "La Madeleine" 09350 Campagne, tél. : 05 61 98 11 01, le soir de préférence.*

Rencontre

■ **Ref 405 - 01** Alpes-de-Haute-Provence : Quart Sud-Est (dép 13, 84, 04, 05), homme la cinquantaine, fortes affinités avec la nature et la montagne, aime marcher, le silence, le rire aussi, souhaite rencontrer femme pour partager ces bonheurs simples. Ecrire à la revue qui transmettera.

Partage

■ **Partout :** Habitant en Grande-Bretagne depuis 25 ans, je souhaite redécouvrir les alternatives écolos et sociales en France. Alors cherche pour séjour 1 ou 2 semaines en novembre 2012 dans n'importe quelle région une chambre chez l'habitant calme, chauffée, avec accès Internet (contraintes professionnelles) et possibilité de cuisiner, contre hébergement vacances chez moi (village près parc naturel régional de Snowdonia) ou bien contribution financière. *Contacter Françoise, francoise.wales@gmail.com.*

Terrain

■ **Lorraine :** cherche un terrain d'un hectare et + pour y créer un lieu pédagogique sur le jardinage éco-bio. Chacun pourra y passer son temps libre à cultiver son jardin en bio. Il pourra y être dispensé une initiation à l'environnement et son respect. Ce sera un lieu de rencontres, amitié et partage. Situation: Lorraine Sud ou plus précis dans le Toulois. La surface peut être composée de plusieurs parcelles. *Robert Buren, 5, rue Saint-Fiacre, 54119 Domgermain, tél. : 03 83 62 30 55, robert.buren@orange.fr.*

Immobilier

■ **Vendée :** vends 1 part d'une maison en indivision (soit 1/3), 120 m² situés à 45 min de la mer, 20 min de La Roche-sur-Yon et 45 min de Nantes, 1 partie d'une longère de 40 m de long sur un étage, grange de 400 m², four à pain indépendant de 40 m², phytoépuration, toilettes sèches, autoconstruction, potager sur terrain de 5000m², 85 000 €. *Fouquet Anthony, L'ormeau du pré 85480 St Hilaire le Vouhis, tél. : 02 51 34 54 63 ou anthony.fouquet@laposte.net*

■ **Hérault :** à vendre - une villa devenue trop grande, des motivations militantes, nous proposons de constituer un groupe projet pour réaliser un habitat coopératif de 2 ou 3 familles (avec enfants de préférence). Des configurations différentes sont possibles avec quelques travaux d'aménagement. A Prades-Le-Lez (10 km au nord de Montpellier). Du potentiel, il suffit d'inventer la vie qui va avec... Le mieux est d'en parler au téléphone : *04 99 64 32 44, Valérie Cabanne, Bruno Chichignoud.*

■ **Gers :** je vends ma maison, ancienne grange avec 1 ha de terre autour et possibilité de louer plus de terre et friches à côté. Pas de chimie ici depuis 20 ans. 180 m² habitables, 2 cuisines, eau chaude solaire et bois, chauffage bois + radiateurs. Maison prolongée par un hangar ouvert. Grands chênes et ormes, grande réserve d'eau de pluie pour le jardin. Bordure de hameau. 120 000 €. Contact : *Geneviève, tél : 05 62 66 71 31.*

Emploi

■ **Alpes-de-Haute-Provence :** en montagne, éleveur propose emploi à mi-temps + lieu de vie pour s'occuper de la préparation des repas, du jardin, d'aider aux soins aux animaux, de septembre à décembre 2012. *Didier Saint-Roch, tél. : 04 32 61 33 27.*

Ventes

■ **Gard :** Installation photovoltaïque : 4 panneaux, 3 batteries, 1 transfo, 1 limiteur de charge ; à vendre ou troquer. *Tél. : 04 66 39 32 83.*

■ **Corrèze :** à vendre boulangerie bio, basse Corrèze sur axe très passager. Locaux et matériels aux normes et en parfait état, sans salarié, bail commercial, chiffre d'affaire en progression régulière, *renseignements au 09 60 50 81 59.*

■ **Ille-et-Vilaine :** à vendre en forêt de Brocéliande (40 km Rennes) fonds de commerce: bar, cantine bio, bouquinerie, concert.. labellisé Café de pays, guide du routard (logement, jardin). *Fleury Véronique, tél. : 06 68 39 01 58, chaudrondetelhouet@ gmail.com.*

30 ans de Silence

Pour ses 30 ans, *Silence* a mis en place un partenariat avec le festival de films *Résistance* à Foix, l'occasion d'organiser différentes actions autour des idées de la revue. Un petit tour en images.



Jean-Marc Luquet

Pendant tout le festival, du 6 au 14 juillet, outre un stand de la revue, les visiteurs pouvaient découvrir notre exposition "L'écologie en 200 dates" réalisée en parallèle avec notre numéro 400.



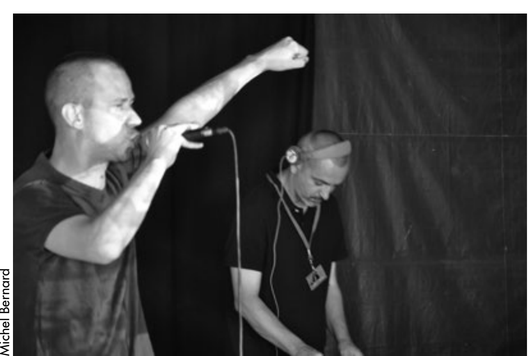
Michel Bernard

Le vendredi 13 juillet, les Ami-e-s de Silence présents du 9 au 22 juillet à Loubières, à 6 km de Foix, ont organisé une plantation sauvage de maïs non transgénique dans les espaces publics de Foix pour dénoncer la privatisation des semences.



Marie Clem's

Le même jour, un débat a été présenté autour de notre dossier de juin "ces croyances qui nous dominent". Marie-Pierre Najman a parlé de la croyance dans la techno-science, Mona Zegai présentant les stéréotypes de genres dans les catalogues de jouets et Mathieu Brier présentant ses recherches sur le recours à la hiérarchie (ou non) dans les mouvements sociaux.



Michel Bernard

La journée a continué avec un concert de Duval MC dont l'écoute des excellents textes a été quelque peu perturbée par la chaleur régnant sous le chapiteau extérieur.



Marie Clem's

La journée s'est terminée par la projection du très bon film Les nouveaux chiens de garde, *suivie d'un débat avec Gilles Balbastre, réalisateur, et Michel Naudy, journaliste présent dans le film.*

Le débat qui a suivi la projection du film les Nouveaux chiens de garde a vu le réalisateur affirmer que : "après 1981, toutes les radios libres ont disparu ou sont devenues commerciales", "vivre avec 200 € par mois, qui voudrait travailler dans la presse alternative ?". Il n'a pas été possible de lui répondre, Gilles Balbastre s'énervant avant de quitter la scène. Répondons-lui : selon la Confédération nationale des radios associatives non commerciales, il y a de l'ordre de 300 radios indépendantes en France. Quant à la presse alternative, à Silence, les salariés actuels sont payés 30 % au dessus du SMIC.



D. R.

Le 14 juillet a vu le départ de l'Alter-Tour devant le festival.



Jean-Marc Luquet

Le camp des Ami-e-s de Silence s'est ensuite poursuivi jusqu'au 22 juillet avec environ 150 personnes en permanence.



D. R.

Attention, travailleurs sociaux en colère !

A Rouen, le collectif des salariés du social et médico-social se mobilise et occupe, depuis le 15 juin 2012, un foyer d'hébergement récemment fermé.

Le foyer de la Maladrerie était un foyer d'hébergement, destiné aux femmes seules avec enfants, appartenant à l'Œuvre Normande des Mères. Ce CHRS (centre d'hébergement et de réinsertion sociale) accueillait, jusqu'en mai dernier, des familles (femmes enceintes, mères avec enfants) en situation de rupture sociale, dans le but d'une insertion sociale, selon une durée de séjour personnalisée.

Des places en moins face à une demande toujours croissante

Or , ce foyer a été fermé en mai pour des raisons budgétaires, en vue d'être vendu. Les familles hébergées ont été relogées en logements "diffus" moins couteux ! Cependant, l'hébergement en logements diffus ne remplace pas les structures collectives d'internat, car il nie l'accompagnement social et le suivi éducatif spécifique auprès du public accueilli. De plus 32 familles (dont 53 enfants) étaient en attente d'être accueillies à la Maladrerie.

La situation locale compte d'autres suppressions de places d'hébergement : ainsi au foyer pour hommes de l'Abbé Bazire c'est 40 lits qui vont disparaître au nom de l'humanisation de l'accueil...

Ce foyer a fermé ses portes alors que 50 à 70 personnes, dont des familles avec enfants, restent, en moyenne, sans solution d'hébergement chaque soir à Rouen. Au niveau national c'est 70 000 places d'hébergements d'urgence qui manquent et le 115[1] est tous les soirs saturé !

Une occupation illégale mais légitime !

Les travailleurs sociaux ont pour rôle d'accueillir toutes les personnes en situation de précarité avec ou sans papiers et ne tolèrent pas d'être contraints, à cause des baisses de financement[2] de l'État, à laisser des personnes à la rue. C'est pourquoi le collectif à décidé d'occuper ce lieu pour dénoncer la fermeture de ce foyer historique d'hébergement et, au-delà, pour dénoncer la logique de rentabilité qui prédomine, aux dépends des personnes les plus démunies. Ce faisant, ils refusent d'être complices des choix politiques et budgétaires qui se répercutent sur les personnes les plus démunies, et donc les moins en capacité à faire valoir leurs droits. Ils entrent dans les lieux le 15 juin 2012 (et y sont encore trois mois plus tard).

L'occupation s'organise alors : les familles occupent les petits appartements avec coin cuisine, alors que les soutiens se sont organisé un

(1) Service d'appel téléphonique pour les sans-abri.

(2) Les fonds pour l'insertion ont diminué de 35 % en 2009, l'urgence sociale a subi en 2010 une restriction de la moitié de ses budgets et en 2012 à nouveau 15 % en moins pour l'insertion et 10 % pour l'hébergement.

dortoir au sous-sol. Au premier étage, tout le monde partage les espaces communs, petits et grands se retrouvent au salon, dans la salle commune, ou dans le jardin. Chaque soir une assemblée générale organise l'occupation et les actions au jour le jour avec les présents.

Pour le respect du droit

Ici, l'Etat et les collectivités territoriales ne remplissent pas leurs missions, voire ne respectent pas le droit. Ainsi le droit au logement opposable, institué par la loi du 5 mars 2007[3] qui renforce le principe de continuité dans la prise en charge des sans abri. Et notamment l'article 4 de la loi: "Toute personne accueillie dans une structure d'hébergement d'urgence doit pouvoir y demeurer, dès lors qu'elle le souhaite, jusqu'à ce qu'une orientation lui soit proposée. Cette orientation est effectuée vers une structure d'hébergement stable ou de soins, ou vers un logement, adaptés à sa situation".

A Rouen, comme ailleurs, la continuité d'hébergement n'est pas respectée. Les familles occupant la Maladrerie ont déjà bénéficié d'accueil en hébergement d'urgence, sans que la continuité ne soit assurée. Elles continuent d'ailleurs à appeler le 115 chaque soir !

Le conseil constitutionnel a pourtant déclaré le droit à l'hébergement comme une liberté fondamentale !

Il en est de même pour la loi sur les réquisitions[4] qui n'est pas appliquée, alors même que jamais le nombre de logements vides n'a été aussi élevé en France (2,4 millions selon l'INSEE).

L'aide sociale à l'enfance est également mise à mal ; des enfants et des mères isolées restent à la rue chaque jour et les réductions drastiques de moyens conduisent aujourd'hui des jeunes majeurs (entre 18 et 21 ans) à ne plus être pris en charge comme c'était le cas il y a peu de temps.

Pas tous seuls

Les travailleurs sociaux sont soutenus dans cette action par de nombreuses organisations telles que le DAL (droit au logement), SUD santé sociaux, RESF (réseau éducation sans frontière)… et de nombreux citoyens-militants qui les rejoignent également le temps d'une nuit, d'une assemblée générale (à 18 heures tous les soirs en semaine) ou lors des soirées festives du vendredi soir…

Aujourd'hui, l'occupation de la Maladrerie a permis d'abriter 17 adultes et 11 bébés et enfants.

Et demain ?

La mobilisation ne s'arrête pas à une recherche de solutions d'hébergements individuels, même si elle est primordiale pour les familles concernées, car les personnes en attente d'hébergement sont encore plus nombreuses… Le collectif et les soutiens "se mobilisent pour rappeler à l'Etat et aux collectivités territoriales leurs responsabilités" et "revendiquent l'application de la loi : un hébergement inconditionnel et continu (jour et nuit) pour tous". Ils se mobilisent aussi "en matière de protection de l'enfance pour que cette dernière soit réelle, effective et respectée".

Ils réclament, entre autres, l'organisation d'une table-ronde avec le Conseil Général, la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et l'Agence Régionale de Santé afin d'aborder les problématiques croisées du logement, de la santé, de la souffrance sociale et psychique, afin que chacun prenne sa part dans le traitement des problèmes sociaux et agisse pour faire avancer les choses !

Valérie Lequette
Le 29 août 2012 ■

A ceux qui bradent le social, ils disent non !

Le collectif 76 (Seine Maritime) des salariés du social et du médico-social s'est créé en 2002, en réaction aux diverses attaques du gouvernement tant au niveau des budgets que des outils de travail et des conditions d'exercice. Des salariés d'organismes privés et publics, syndiqués ou non, travaillant dans les champs de l'hébergement, de l'insertion sociale et professionnelle, de la santé, du handicap, de la justice ont décidé de se regrouper et ont fondé le collectif.

■ Pour les joindre : 06 49 72 00 94, salariésdusocial.rouen@gmail.com, http://salariesdusocial.over-blog.com .

■ Le DAL, Maison des Associations et de la Solidarité, 22, rue Dumont d'Urville, 76000 Rouen, Tél. : 02 35 62 18 56 (répondeur), http://blog.dal-info.org/rouen.html, http://dalrouen.perso.neuf.fr/

■ RESF : Maison des Associations et de la Solidarité, Rouen, www.educationsansfrontieres.org .

■ Sud santé sociaux : http://sud-sante.org/



D.R.

(3) Loi n°2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale (dite loi DALO).

(4) Toute la procédure de réquisition est expliquée dans les articles L 641-1 et suites du Code de la Construction et de l'Habitation.

Mensonges nucléaires

L'Organisation mondiale de la santé (OMS), pourra-t-elle un jour informer librement sur les conséquences sanitaires des accidents nucléaires sans en référer à la très pro-nucléaire Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) ? Entretien avec les organisateurs de la vigie devant le siège de l'organisation à Genève.



D. R.

Jean Pierre Caballé, Miho Kozawa et Claude Caballé

Depuis le 26 avril 2007, des personnes se relaient devant le siège de l'OMS pour dénoncer un accord qui lie cette organisation à l'AIEA. Pouvez-vous rappeler brièvement l'objectif de cette campagne ?

La dénonciation des articles de l'Accord — qui compromettent l'indépendance de l'OMS — et la demande de révision de cet Accord constituent un des objectifs de notre action. Le processus de révision nécessite qu'un pays membre de l'OMS demande que cette question soit mise à l'ordre du jour de l'Assemblée Mondiale annuelle. Nous avons rencontré pour cela plusieurs représentations nationales à Genève mais pour le moment aucun pays n'a accepté.

Au sujet de cet Accord, nous ne nous faisons pas d'illusion, le lobby nucléaire a la capacité d'influencer les instances internationales en dehors de tout cadre administratif ou législatif.

L'accord est en quelque sorte une pièce à conviction de la collusion OMS-AIEA.

Comme on ne peut rien obtenir sans la pression de l'opinion publique, notre premier objectif est de faire connaître le rôle scandaleux de l'OMS. Elle nie les conséquences sanitaires, elle n'assiste pas les victimes, elle se réfère aux normes de radioprotection édictées par la Commission internationale de radioprotection (CIPR) laquelle est un pur produit de l'industrie nucléaire.

Les normes actuelles de la CIPR permettent à l'industrie nucléaire de fonctionner. En niant les conséquences sanitaires engendrées par les rejets normaux « dits acceptables » et par les rejets dus aux accidents, les ministres de la santé des pays membres, responsables de la politique de l'OMS, font le choix de protéger la santé de l'industrie nucléaire au détriment de la santé des populations.

Après cinq ans de présence, quels ont été les avancées et les grands moments de cette présence ?

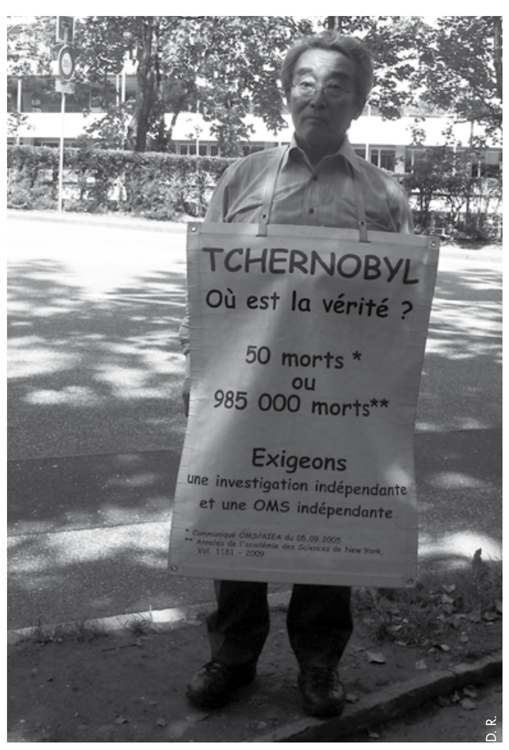
Si nous prenons comme "avancées", celles dont pourraient être bénéficiaires les victimes les plus exposées à la pollution radioactive, nous pouvons dire qu'il n'y a eu aucune avancée. Là aussi, pas d'illusion, le jour où le monde médical institutionnel dira que la pollution radioactive, même à faibles doses, entraîne des conséquences sanitaires dramatiques sur les populations, l'industrie nucléaire aura perdu son principal allié, son précieux label Santé. Si nous avons nommé "Vigie d'Hippocrate" notre manifestation permanente devant le siège de l'OMS, c'est bien pour rappeler à leur éthique, les praticiens de santé qui dans les hautes sphères font la sale besogne avec les responsables de l'industrie nucléaire. Ce n'est pas demain que la collusion cessera mais chaque jour de notre combat est un pas accompli.

Comme avancée, nous pouvons dire que grâce à notre action, l'attitude scandaleuse de l'OMS en matière de radioprotection commence à être connue du grand public. Elle doit l'être pour les employés de l'OMS qui nous voient chaque jour ! Une centaine d'entre eux nous ont individuellement exprimé leur soutien ainsi que de nombreux visiteurs intrigués par notre présence.

En parallèle de notre vigie qui se veut être un témoignage permanent de la souffrance des victimes, nous avons, cette année, organisé à Genève un Forum sur la radioprotection. Ce fut un grand moment, grâce à la participation de tous les scientifiques et autres personnes venus, en particulier du Japon, du Bélarus, de Russie[1].

(1) Archives audio: http://independentwho.org/fr/2012/06/21/forum-enregistrements-mai2012/





Wladimir Babenko (Bélarus - Directeur-Adjoint de Belrad), Alexei Yablokov (Russie - Docteur ès Sciences biologiques, Conseiller de l'Académie des Sciences) et Alexei Nesterenko (Bélarus - Directeur de l'institut Belrad)

Eisuke Matsui (Japon - Spécialiste pathologie respiratoire, Directeur de l'Institut médical de l'environnement de Gifu)

Quels enseignements peut-on tirer de ce forum ?

Les travaux exposés confirment que la pollution radioactive y compris à doses dites faibles, dégrade gravement la santé. Nous avons devant nous le barrage de la médecine institutionnelle qui conforte les politiques, lesquels ne bougeront que sous la pression de l'opinion publique. Il faut que celle-ci soit porteuse d'une solide argumentation scientifique. Cela nécessite une collaboration étroite, des chantiers communs entre les scientifiques et les citoyens. C'est dans cet objectif que nous avons organisé le Forum.

Les discussions du 13 mai sur le thème : "Que pouvons-nous faire ensemble ?" ont abouti aux résolutions suivantes :

1- Faire pression par une action internationale (notamment vigie) sur les ministères de la Santé pour obtenir une révision de l'Accord OMS – AIEA afin que l'OMS agisse en toute indépendance dans sa mission de protection des populations contre les rayonnements et qu'elle cesse de délivrer le label santé à l'industrie nucléaire.

2- Dénoncer le modèle actuel des normes de la Commission internationale de radioprotection (CIPR) et son application par les Etats. Demander que les références en matière de radioprotection soient celles élaborées par des scientifiques indépendants notamment ceux du Comité européen sur les risques de l'irradiation (CERI).

3- Poser le problème en terme de Droits humains et recourir, face aux Etats, à la voie juridique pour la mise en danger que constituent pour les populations les rejets dits normaux et accidentels de l'industrie nucléaire.

4 – Programmer la tenue d'un nouveau Forum scientifique et citoyen sur les conséquences sanitaires de l'activité de l'industrie nucléaire civile et militaire.

La date du début de l'action est la date anniversaire de l'accident de Tchernobyl. L'accident de Fukushima, le 11 mars 2011, a-t-il changé quelque chose ?

Présents depuis 5 ans et demi devant son siège, nous constatons que l'OMS se conduit de manière aussi scandaleuse avec les victimes de Fukushima qu'avec celles de Tchernobyl : négation des faits, mensonges, non assistance.

Le changement que nous pouvons espérer, c'est d'abord dans la prise de conscience des populations lesquelles sont seules capables d'influencer les politiques. Il manque à notre action une dimension internationale. La collaboration avec les Japonais peut nous aider à mettre en place un mouvement qui interpellerait les ministres de la santé de nombreuses capitales. En ajoutant une action internationale simultanée et répétitive, nous devrions pouvoir intéresser des médias qui pour le moment sont muets sur l'action que nous menons devant le siège de l'OMS à Genève. Qu'espérer des politiques tant que les sujets ne sortent pas dans les grands médias ? En attendant, nous sommes heureux que des journaux comme Silence nous ouvrent leurs pages.

Propos recueillis par **Michel Bernard** ■

Comment participer

Cette présence devant l'OMS a été possible grâce à la mobilisation de déjà près de 400 personnes. Concrètement, que doit faire une personne qui veut participer ? Comment cela se passe-t-il ?

Vous pouvez vous informer en visitant le site http://independentwho.org/fr

Contact soit par courriel : contact@independentwho.org soit par téléphone au 02 40 87 60 47 ou 06 02 27 36 32

Vous pouvez passer voir la manifestation silencieuse devant le siège de l'OMS, de 8 h à 18 h, du lundi au vendredi sauf jours fériés. Elle est tenue par une, deux ou trois personnes . Les nouveaux sont toujours accompagnés.

Un hébergement gratuit est assuré chez des sympathisants de la région genevoise.

La dénonciation de cette scandaleuse collusion OMS-AIEA doit s'amplifier. Merci de vous y impliquer.



André Bocquel

Rencontre contre les grands projets inutiles

Du 7 au 11 juillet 2012, les deuxièmes rencontres contre les grands projets inutiles, ont vu venir plus de 8000 personnes. En passant au niveau national, voir international, l'opposition au projet de nouvel aéroport pour Nantes met Jean-Marc Ayrault, premier ministre et maire de Nantes, dans une position inconfortable.

J'arrive à Notre Dame des Landes sous une pluie battante, après avoir suivi un flêchage parfait et, à l'entrée du terrain, l'indication de volontaires au sourire chaleureux sous leur cape. Les premiers signes d'une organisation bien huilée, à laquelle je ne m'attendais pas ! Car ce que je pensais être une rencontre un peu confidentielle entre groupuscules d'activistes est en fait une grosse rencontre, largement ouverte au public (plusieurs milliers de personnes le dimanche !) et accueillant des représentants venus des quatre coins d'Europe voire du monde. Bien sûr, des Italiens du Val de Suse, qui luttent contre le TAV (liaison TGV entre Lyon et Turin), mais aussi un Marocain, également concerné par la construction d'une ligne de TGV, une Espagnole qui dénonce l'absurdité d'un méga projet de casino en Espagne (Eurovegas), une Grecque qui vient nous expliquer comment le seul grand parc d'Athènes est grignoté petit à petit pour faire des logements et des boutiques, alors que la population fuit la crise en allant à la campagne et que les commerces mettent la clé sous la porte les uns après les autres. Dans les grandes conférences, les traductions sont transmises sur des postes radio ; dans les réunions en petits comités, des traducteurs chuchotent à quelques personnes autour d'eux, chaque prise de parole est donc doublée avec un léger décalage par un brouhaha riche de R roulés, ronds, raclés...

De conférences en débats en discussions informelles, on perçoit une même mécanique qui régit tous ces projets (investissements publics et gains privés), le même chantage à l'emploi pour faire passer la pillule, et les mêmes noms de ceux qui s'enrichissent : Vinci, Bouygues, Alsthom. Face aux savoirs patiemment accumulés, au travail de fourmi pour faire passer aux riverains une information alternative, aux efforts sans cesse renouvelés pour bâtir des revendications et des modes d'actions communs, le rouleau compresseur semble gigantesque. Pourtant, c'est de la force qu'on puise ici, de la force et de la joie, en voyant une vieille Anglaise un peu chic qui échange des méthodes de lutte avec une jeune Basque en sweet à capuche noir.

Les vieux antagonismes sont toutefois palpables : entre l'ambiance fête de l'Huma, avec les

Des lois contournées

Les opposants demandent que l'aéroport respecte aussi la loi LOTI, loi sur les transports qui impose de faire un comparatif avec les modes de transport alternatifs. Ainsi, selon les opposants, environ la moitié des vols au départ de Nantes pourraient être remplacés par des trajets en TGV à condition de finir le parcours entre Le Mans et Nantes et de relier la ligne TGV-Ouest avec les autres lignes TGV au niveau de Paris.

Jusqu'où Ayrault peut-il aller ?

Si Vinci est chargé de construire l'aéroport (d'ici 2017 en principe), l'Etat a à sa charge la construction des infrastructures routières et ferroviaires. Or, l'Etat cherche à faire des économies budgétaires… EELV insiste donc au sein du gouvernement pour l'abandon du projet. Ayrault doit évidemment peser le pour et le contre car le sujet est maintenant parvenu sur la scène nationale et peut clairement mettre sa carrière politique en danger en cas d'apparition d'un nouveau Larzac.

stands des partis politiques et son odeur de saucisse et de barbe-à-papa, et le coin géré par les habitants de la ZAD... à l'extrême gauche... du terrain, avec cuisine végane et drapeau noir, ce n'est pas un mur, mais on sent une sorte de frontière. La coexistence dans un même évènement est pourtant déjà un signe d'intelligence, et plein de circulations entre les espaces et les milieux se font de façon informelle, autour d'une bière, d'une assiette à prix libre, d'un tango.

Dans un débat autour des projets liés à l'énergie, on commence par des témoignages sur l'EPR, le centre d'enfouissement de Bure, et puis un type vient expliquer les conséquences d'un grand projet d'éoliennes. Là, une dame se lève : “mais si le charbon ça pollue et que même l'éolien c'est mal, si on arrête tout, alors... comment on pourrait se passer du nucléaire ?”. Zut, il faut tout recommencer au début... Ou plutôt non, arrêter de jouer comme les enfants sur la plage à transvaser du sable d'un seau à l'autre, et affronter ce qu'il y a derrière la question de la dame : où en sommes-nous de notre rapport à la société techno-industrielle ? Que sommes-nous prêts à lâcher de notre confort ? Le collectif Villes en transition de Nantes, prenant à revers la lutte contre les grands projets inutiles, a posé un panneau “Qu'est-ce qu'on peut faire comme petits projets utiles ?”. A mon grand désespoir, je vois l'une des réponses : “la voiture à air comprimé”. Heureusement, une autre contribution me réconforte : “aller aux Antilles en voilier”. Si en plus c'est pour lutter contre les forages de Shell en Guyane, l'humanité n'est pas tout à fait perdue...

Bertille Darragon ■

400 hectares à défendre

Les agriculteurs et les opposants venus en renfort ont ciblé très précisément les 400 hectares où sont prévus l'essentiel des bâtiments pour y organiser la résistance. Outre une centaine de personnes locales qui habitent ces surfaces, une centaine d'autres personnes sont maintenant installées dans la Zone à défendre (voir *Silence* de septembre 2012).

Après une grève de la faim de 28 jours, les opposants au projet d'aéroport avaient obtenu, le 8 mai 2012, l'engagement du Parti socialiste de suspendre les procédures d'expropriation jusqu'au résultat des recours juridiques. Mais sur place, Vinci continue de faire pression sur les exploitants agricoles.

Recours juridique perdu

Alors que d'un côté, le PS affirme accepter de donner du temps pour tous les recours, bizarrement, le Conseil d'Etat a statué en urgence sur celui concernant l'octroi de la concession de l'aéroport à Vinci. Le 13 juillet 2012, il a rejeté le recours déposé par les opposants… lesquels ont entamé la même démarche juridique au niveau des tribunaux européens.

L'aéroport incompatible avec la loi sur l'eau ?

Cinq enquêtes publiques se tenaient pendant l'été 2012 concernant les impacts environnementaux de l'aéroport… avec entre autres, la question de la préservation des zones humides (98 % de la surface de l'aéroport !). La loi prévoit en effet qu'en cas de destruction de zones humides, le responsable du projet doit mettre en place une surface de protection double de celle détruite… soit pour Notre-Dame-des-Landes, plus de 3000 hectares. Les juristes de Vinci essaient d'introduire des coefficients de conversion selon la valeur des zones humides pour ne pas avoir à respecter cette surface !

A la conclusion de l'enquête, le 7 août 2012, Hélène Debost, secrétaire régionale d'EELV faisait remarquer que Vinci ne s'engage ni sur un calendrier ni sur un budget réel (seul 41 millions sont provisionnés). Geneviève Lebouteux, du collectif des élus doutant de la pertinence de l'aéroport (collectif de plus de 1100 élus) s'étonne de l'absence de rigueur dans les demandes de l'Etat. Les Alternatifs ont aussi protesté contre les nombreuses dérogations à la loi présentes dans les dossiers d'enquête. Attac et FNE ont demandé le respect de la loi et donc l'annulation de l'utilité publique. La commision chargée des enquêtes doit remettre son rapport à la préfecture vers la mi-octobre, l'Etat donnant ensuite ou non son feu vert.


Guillaume de Crop


Béatrice Pignède

L'humanitaire, un argument pour les politiques de domination

Comment l'argument humanitaire sert-il de prétexte pour légitimer des interventions militaires à l'étranger ? Nous avons demandé des explications à Jean Bricmont, professeur à l'université de Louvain.

Quelles justifications les puissances occidentales apportent-elles pour légitimer leurs interventions militaires à l'étranger ?

En 1917, la guerre était faite pour "protéger la démocratie". Après 1945, les ingérences (qui ne se limitent pas aux guerres, mais incluent aussi les coups d'état ou les élections achetées) ont été justifiées par la nécessité de « combattre le communisme ». Ceci a commencé avec l'intervention en Grèce dès le départ des Allemands, puis en Indochine(1) et un peu partout en Amérique Latine. Après la défaite des États-Unis dans la guerre du Vietnam et la fin de l'URSS, le droit d'ingérence humanitaire est devenu la principale justification de la politique d'ingérence, combinée, depuis 2001, à la guerre au terrorisme. A chaque étape, on trouve une justification "noble" au militarisme, à l'ingérence et à la guerre. Mais alors qu'un certain scepticisme existait face aux justifications antérieures, la politique d'ingérence humanitaire a totalement conquis "les cœurs et les esprits", y compris dans la gauche ou les écologistes.

En quoi le "droit à l'ingérence humanitaire" constitue-t-il un nouvel impérialisme ?

Un des principaux problèmes de notre temps est de maintenir la paix entre les États. Les Nations-Unies ont été créées principalement afin de préserver l'humanité du "fléau de la guerre",

en érigeant en principe de base l'égale souveraineté des États, afin d'empêcher l'intervention des pays puissants dans les affaires intérieures des autres. Elles y ont réussi en partie, mais ont échoué face aux États-Unis en Indochine et en Irak, face à l'Afrique du Sud en Angola et au Mozambique, et face à Israël chez ses voisins du Proche-Orient et dans les territoires occupés. Des millions de gens sont morts suite à ces violations répétées du droit international et du principe de la souveraineté nationale. Or, les partisans de l'ingérence humanitaire n'expliquent jamais par quoi ils souhaitent remplacer l'égale souveraineté.

On se trouve face à un dilemme :

- soit tout pays qui en a les moyens se voit reconnaître le droit d'intervenir partout où un argument humanitaire peut être invoqué pour justifier cette intervention. On obtient la guerre de tous contre tous ;

- soit une telle action est réservée à certains États qui en ont la capacité et s'en arrogent le droit. On en arrive à une dictature de fait dans les affaires internationales.

Je ne tiens pas absolument au mot « impérialisme », mais disons que le « droit d'ingérence » est une justification idéologique d'une tentative (vouée à l'échec) de revenir à une forme d'hégémonie mondiale qui ressemble à celles du passé.

Comment la solidarité internationale peut-elle s'exercer sans domination ?

Il faudrait à mon sens développer une politique globale d'alternative aux politiques d'ingérence qui comprendrait le respect du droit international de la part des puissances occidentales, la mise en œuvre des résolutions de l'ONU, la fin de l'OTAN. Il faut toujours garder à l'esprit tous les effets désastreux de la politique d'ingérence. Chaque action agressive des États-Unis provoque une réaction. Le déploiement d'un bouclier antimissile produit plus de missiles, pas moins. Le bombardement de civils, délibéré ou dû à des "dommages collatéraux" produit plus de résistance armée, pas moins.

Propos recueillis par **Gaëlle Ronsin** ■

(1) Voir William Blum, *Les guerres scélérates,* Parangon, Lyon, 2004, pour une histoire détaillée des ingérences états-uniennes.

Vous pouvez nous envoyer des textes pour le courrier des lecteurs soit par courrier postal, soit en passant par le formulaire de contact qui se trouve sur le site de Silence : www.revuesilence.net.



Courrier

Comment nourrir l'Île-de-France ?

Dans le numéro 403 page 22 et dans un encadré vous remarquez que l'Île de France ne peut s'alimenter localement. Il faudrait pour ce faire utiliser l'essentiel de quatre régions proches. Or, il faut quand même noter que :

• Picardie et Champagne développent des cultures pour faire de l'éthanol. Le choix reste donc aliments ou autos.

• Pour Centre et Normandie, l'élevage extensif a conduit à l'abandon des cultures vivrières qui permettaient aux éleveurs d'être presque auto-suffisants pour leurs bêtes et pour eux-mêmes.

Il y a donc des possibilités pour faire mieux pour notre alimentation et dans des proportions non négligeables, avec des créations d'emploi importantes à la clef.

Pour ce qui est des particuliers qui font leurs propres cultures vivrières, j'ai remarqué une fois de plus à l'occasion d'une réunion à Paris sur les villes de Transition que la revue S!lence est bien connue, mais que les savoirs dans le domaine du jardinage sont perdus en très grande partie et ce, depuis les éléments les plus basiques.

Je lis votre revue avec intérêt et apprécie sa diversité de sujets et ne manque pas de la faire connaître.

Bernard Joublin

Oise

Bienvenue en Palestine

Réaction à la brève dans le n°397, p. 35 où S!lence critiquait le fait d'utiliser l'avion pour soutenir la Palestine

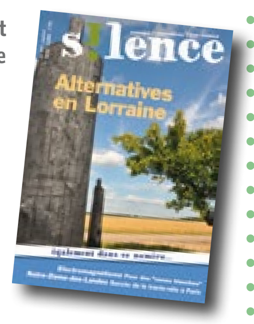
« Détruire la planète ! » L'armée israélienne n'a-t-elle pas abattu neuf des pacifistes turcs, partis en bateau, porter du matériel au peuple palestinien ? La planète est également polluée de propos inattendus venant d'un journal qui se dit solidaires vers les opprimés ?...

Résistance.

Monique

Paris

Silence : On peut soutenir la cause palestinienne sans adhérer aveuglément à toutes les initiatives de soutien.



La maison individuelle ne fait pas tout !

En réponse au courrier de Jean-Marc Gadès (n°404, septembre 2012), des études sur les liens entre maison individuelle et engagement social seraient effectivement les bienvenues.

Mais je ne le suivrai pas sur son hypothèse concernant l'éventuel rôle désocialisant.

J'ai vécu de 4 à 24 ans dans un lotissement, dans une maison individuelle, ce qui ne nous a pas, ma mère et moi, empêché de retourner la pelouse pour en faire un potager, mon père d'installer un chauffe-eau solaire, celui-ci d'être parmi les animateurs de différents groupes écologistes (La Gueule ouverte, Diogène, Frapna, Comité de liaison énergies renouvelables…), ni moi de prendre la suite dans d'autres groupes (S!lence, la Maison de l'écologie de Lyon, les Verts, le Réseau sortir du nucléaire, le Cniid…).

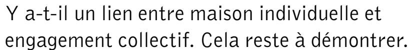
J'habite aujourd'hui un rez-de-jardin, je tonds la pelouse et taille les arbres pour la copropriété, bénéficie d'un potager, bricole comme tout le monde… et continue mes activités politiques, même si effectivement je rembourse un crédit.



D.R.

J'ai récemment fait un article sur le groupe de Saint-Quentin-en-Yvelines-en-transition (n°403) : un des groupes les plus dynamiques dans le domaine… qui se situe pourtant dans une ville nouvelle presqu'entièrement pavillonnaire.

Et le Front national ? Chez mes parents, 11 % aux dernières élections, à Saint-Quentin-en-Yvelines, 9 % ! Largement moins que la moyenne nationale.



Y a-t-il un lien entre maison individuelle et engagement collectif. Cela reste à démontrer.



Michel Bernard

Rhône

France Inter et France Info, radios collabos

Votre article "ça pousse sur les extrêmes" (numéro 402, juin 2012) montre des résultats peu relayés par les commentateurs radio (et peut-être à la télévision que je ne regarde pas). J'ai découvert, toujours dans votre article, que les jeunes ont voté plus pour Mélenchon, et qu'ils ne sont pas autant tournés vers Marine Le Pen que l'affirment certains commentateurs. Enfin un message rassurant ! A l'opposé, la collaboration de France Info et France Inter vis à vis de Marine Le Pen au premier tour des présidentielles m'a poussé à déprogrammer ces deux radios que je n'écoute plus depuis. Elles avaient, à quelques jours du premier tour des présidentielles, parlé d'un « succès » lors du meeting de Marine Le Pen à Paris avec 8000 personnes, tout en feignant d'ignorer le meeting de J.-L. Mélenchon qui avait rassemblé dix fois plus de sympathisants. Cette attitude cherchant à faire passer Marine Le Pen devant le Front de Gauche me fait penser à celle du patronat français dans les années 1930-40 : « Plutôt Hitler (et Pétain) que le Front populaire ». J'aurai tout autant énergiquement déprogrammé France Inter et France Info s'ils avaient tout autant méprisé tout autre candidat que J.-L. Mélenchon (cet autre candidat fusse-t-il du PS, du centre, ou de la droite gaulliste (du moins du peu qu'il en reste)), tout en se prosternant devant une candidate fasciste.

Radios tartufes et collabo, dans votre nuit, la liberté vous écoute.

Christian David

Rhône

Travailler avec des lycéens sur Fukushima : c'est possible !

Enseignant d'histoire-géo au lycée Suger à Saint-Denis dans le 93, je suis aussi militant du GFEN (mouvement pédagogique) depuis 1995, l'année où Chirac avait rétabli les essais nucléaires en Polynésie, la même année où les Japonais commémoraient les 50 ans d'Hiroshima et Nagasaki !

Je souhaitais vous informer que je construis en ce moment une démarche pédagogique centrée autour de votre chronique quotidienne sur Fukushima. C'est pour des élèves de seconde et éventuellement de première (dans le cadre de TPE).

Votre chronique est une salutaire initiative pour redonner du sens au temps historique à échelle humaine, pour prendre le temps de comprendre les risques majeurs que nous font courir des responsables politiques, des actionnaires de l'industrie nucléaire et des techniciens imbus d'un savoir rarement mis en question et en doute. C'est pourquoi je me suis emparé de votre travail de "titan", inspiré aussi par ce que j'avais déjà construit sur Tchernobyl depuis quatre ans maintenant.

Pascal Diard

Seine-Saint-Denis

Courrier

Monnaie citoyenne Sol-violette

Cher *S!lence*,
Quand j'ai eu sous les yeux ton dernier article sur le Sol Violette (juin 2012), je n'ai pas compris. Pourquoi un tel sabotage et une telle violence ?
Comme des dizaines de Toulousains, je suis bénévole au sein de cette association depuis le lancement de la monnaie complémentaire en mai 2011. (...)
Plutôt qu'un projet "géré par le haut" comme tu l'écris dans tes lignes, je suis particulièrement admirative de la place faite à la démocratie dans cette association. Toutes les réunions sont ouvertes à l'ensemble des adhérents et nous prenons les décisions au consensus.
Oui, la mairie soutient le projet financièrement. C'est une grande chance. Cela nous permet de développer des outils libres de droits, d'organiser des événements nationaux et internationaux pour partager nos expériences de monnaies complémentaires et mutualiser nos outils, cela nous a permis d'embaucher deux temps complets pour assurer le fonctionnement interne et appliquer les orientations décidées collectivement par les adhérents. Cela nous donne également la liberté d'expérimenter de nouvelles idées comme la fonte glissante (dévaluation de la monnaie quand elle ne circule pas) pas forcément facile à mettre en œuvre. Cela nous permet aussi de toucher un plus large public pour l'amener à s'interroger sur notre rapport à l'argent, la fonction de la monnaie et peu à peu faire évoluer les pratiques.
Changer les habitudes : un processus lent tu le sais, peut-être encore plus quand il s'agit d'argent. Le montant de Sols échangés est une chose mais la valeur d'une initiative ne se mesure-t-elle qu'à cela ? Quelle valeur donner aux liens créés entre les prestataires du réseau (tous agréés par les bénévoles suivant des critères environnementaux, sociaux et territoriaux), au partage d'idées, à l'expérience d'éducation populaire, aux interrogations suscitées chez les personnes informées...?
Aujourd'hui, 97 % des échanges financiers mondiaux sont de l'ordre de la spéculation. Tu nous parles du gâchis de 120 000 € pour le Sol Violette.
Je ne te suis pas sur les ordres de grandeurs. L'association du Sol Violette reste ouverte à toute personne désireuse de faire avancer le projet dans le sens du bien commun. Pour travailler au changement que nous voulons voir dans le monde, nous avons besoin de toutes les énergies. *S!lence*, s'il te plaît, avançons ensemble.
Petites précisions sur ton article : le montant des transactions de 35 000 € concerne les six premiers mois. Les échanges se font exclusivement par coupons billets et non avec une carte électronique
Marine Sinquin
Toulouse

S!lence : **D'accord pour corriger : c'est donc 2 € d'échanges par adhérent par mois, avec 120 000 € d'aides. Cela reste très faible par comparaison aux pratiques d'autres monnaies locales... moins subventionnées.**

Aller voir la mer

Aujourd'hui c'est mon anniversaire. J'ai 37 ans. Ce matin il faisait une belle brume tiède sur la montagne. Je me suis levée pour faucher. À 11 h 20, j'ai dû arrêter, un violent mal de tête m'obligeant à me terrer docilement dans ma cage de Faraday – prison tissée de fils d'argent et de cuivre qui isole des champs électromagnétiques. A plusieurs centaines de mètres, la parabole d'une résidence secondaire s'est mise en route. Sans doute l'heure d'un feuilleton ou des infos.
Voilà à quoi est réduite ma vie. À m'enfermer dans une cage quand quelqu'un regarde la télé.(...)
J'ai cherché pendant plus d'un an un endroit sur la terre préservé des ondes. Il n'y en a plus. Alors je suis ici, réfugiée dans une grange retapée située dans un repli de montagne à 1100 mètres d'altitude accessible à pied, dépourvue d'électricité et de téléphone, dont les murs épais me protègent de la plupart des mauvaises ondes du hameau le plus proche. Toute vie sociale abandonnée, aucune ressource financière, des capacités physiques et psychiques diminuées. Dans l'impossibilité de construire des projets. Dans l'incapacité de concevoir des enfants. Sans avenir. À la merci des opérateurs de téléphonie et du bon-vouloir de leurs clients.
Pour mon anniversaire, je rêvais d'aller voir la mer. Mais comment faire ? Il y a des antennes partout. Je rêvais d'aller voir la mer et me voilà terrée dans une cage. (...)
Descendre se ravitailler au village est une expédition. Les antennes, les portables, les wifi, bien sûr. À quoi il faut ajouter les lampes basse-consommation[1] de l'épicerie bio associative du village, allumées en permanence et qui me mettent à la torture. (...)
Comme des milliers d'autres personnes atteintes du syndrome d'intolérance aux champs électromagnétiques, je cherche le moyen de survivre sur une planète que les technologies sans fil rendent inhabitables pour moi. Les autorités sanitaires, gouvernées par les intérêts des lobbies, ne nous soutiennent pas. Même les écologistes de la première heure, combattants anti-nucléaires, anti-OGM, anti-nanoparticules... sont tombés dans le panneau du sans fil et des lampes dites « écologiques », fermant les yeux sur la mort à petit feu à laquelle nous condamnent leurs machines.
Aujourd'hui, j'ai 37 ans. Et si chacun d'entre vous décidait d'appuyer sur le bouton « off » de ses générateurs de micro-ondes, je pourrais sortir de ma cage pour aller voir la mer.
Marine Richard

(1) Ces lampes génèrent des champs électromagnétiques plus délétères que les téléphones portables.

Vous pouvez retrouver ce texte en intégralité sur son blog souslondee.blogspot.com. Marine Richard a écrit un livre sur le sujet : *Sous l'ondée*, Ed. Inadvertance.

livres

Nous avons également reçu... 1/2

■ **La technique et la chair,** *Daniel Cérézuelle, éd. Parangon, 2011, 260 p. 20 €.* Philosophe et sociologue, l'auteur fait depuis longtemps la critique de la technique. Il présente dans cet ouvrage de très nombreux autres écrits avant d'avancer son étude sur l'importance de la chair (notre corps et ses limites) comme influence de notre imaginaire. C'est parce que nous sommes faibles et que nous subissons des violences que nous rêvons de techniques libératrices. Mais celles-ci peuvent-elles l'être ? Un livre très intéressant, mais extrêmement ardu.

■ **Japon, un an après,** *8 dessinateurs, éd. Kazé, 2012, 280 p. 20 €.* Huit histoires autour du séisme qui a frappé la région de Fukushima en mars 2011... avec un déni saisissant du drame qui se poursuit à la centrale nucléaire. Ici, on ne parle que de "problèmes à la centrale". Eclairant sur le manque de conscience des dangers à venir ! Les 20 000 morts du tsunami ne seront pourtant qu'un mauvais souvenir face aux futurs millions de malades de la radioactivité.

■ **Les fables scientifiques,** *Darryl Cunningham, éd. Çà et là, 2012, 154 p. 18 €.* L'auteur a la prétention de détruire les raisonnements pseudo-scientifiques et dénonce ainsi l'homéopathie, les anti-vaccins, les médecines alternatives... sans se rendre compte qu'il utilise exactement les méthodes qu'il dénonce. C'est en plus extrêmement mal dessiné. Ridiculement scientiste.

■ **De la dette, indignons-nous !** *Collectif d'écriture des Indignés d'Annecy, éd. Yves Michel, 2012, 36 p. 3 €.* Après un premier texte qui explique les origines de la dette et comment nous en sommes à financer les banques, quelques pistes pour une évolution en s'appuyant sur les réseaux militants et la possibilité de créer des monnaies locales.

■ **Bisha la chèvre bleue qui parlait Rrom.** *Alain Serres, Delphine Jacquot, Rue du Monde, 2011, 32 p. 16 €.* Dès cinq ans. Quand l'histoire un peu fantastique d'une chèvre qui guide un groupe de Rroms vers de meilleures contrées se télescope avec la répression policière envers cette communauté. Une belle histoire autour du cirque.

■ **Paroles de murs athéniens,** *Yannis Youlountas, Les Editions Libertaires, 2012, 64 p., 13 €.* Un petit livre tout en photos couleur, qui montre des peintures murales à Athènes affichant des slogans de résistance libertaires, en miroir avec des citations anarchistes.

■ **Le courage de la non-violence,** *Jean-Pierre Barou, éd. Indigènes, 2012, 32 p, 3,10 €.* A travers une courte méditation sur le cheminement de Gandhi, l'auteur insiste sur la place de la violence dans sa philosophie de l'action, et distingue dans sa pensée une « non-violence des faibles » d'une « non-violence des forts », le courage du cœur et le courage de la conscience.

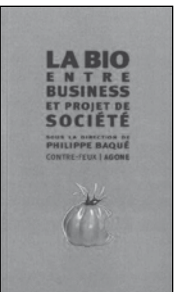
■ **Petit traité de désobéissance féministe,** *Stéphanie Pahud, Arttesia, 2011, 136 p., 23,50 €.* Un rappel des débats contemporains sur le féminisme et ses différents courants, suivi d'une analyse de la place des femmes dans la publicité et dans les médias suisses, à travers quelques exemples. Enfin, une cinquantaine de témoignages de décideurs/euses de la culture, des médias, de la politique et de l'économie en Suisse, qui répondent à la question "êtes-vous féministe ?". Les réponses vont de la pire misogynie à des positionnements plus égalitaristes et quelques bonnes réflexions.

■ **Les fondus de la rando,** *Cazenove, Richez et Jytery, éd. Bamboo, 2012, 48 p. 10,60 €.* Une BD d'une quarantaine de gags, souvent bien vus, sur le monde particulier des randonneurs.



Si vous ne disposez pas d'une librairie indépendante près de chez vous, vous pouvez commander vos livres auprès de Quilombo. Une partie de la somme est reversée à S!lence. Il suffit de remplir sur papier libre, vos coordonnées, les ouvrages que vous souhaitez vous procurer, d'inscrire le montant des livres (notés sous les titres de chaque livre), de rajouter 10% du prix total pour les frais de port. Règlement par chèque (à l'ordre de Quilombo Projection). Renvoyez le tout à : **Quilombo/ Silence, 23, rue Voltaire, 75011 Paris.** Délai de livraison entre 10 et 15 jours.

La bio, entre business et projet de société



Sous la direction de Philippe Baqué
Ed. Agones
2012 - 428 p. - 22 €

Les produits bio qui arrivent sur notre table sont-ils produits dans des conditions sociales acceptables ? Difficile à dire quand certains bénéficient du label Ecocert ou du parrainage de grandes associations comme le WWF. Alors certains comme les auteurs de ce livre ont le courage d'aller voir sur place. Sous forme de plusieurs reportages, les auteurs nous montrent alors comment les Etats, les multinationales, les grands propriétaires terriens savent détourner le concept de la bio… avec l'aide des militaires s'il le faut. Ainsi de l'huile de palme acceptée par Biocoop produit par le plus gros producteur d'agrocarburant de Colombie. Ainsi des agrumes bio du Maroc… On découvre avec angoisse que pour faire face à la demande de la bio, les pires pratiques sociales sont mises en place. Les alternatives existent et sont longuement présentées, avec le risque d'être à leur tour prises dans le tourbillon capitaliste. Ce livre est l'aboutissement d'une longue enquête dont nous avions publié quelques extraits dans le dossier de notre n°384. Ce livre salutaire devrait trouver des relais associatifs pour enclencher une révolution sociale dont la bio a aujourd'hui grandement besoin. MB.

La fabrique du féminisme, textes et entretiens



Geneviève Fraisse
Ed. Le Passager clandestin,
2012 - 380 p. - 18 €

Ce recueil permet de comprendre à la fois l'évolution et la continuité de la pensée féministe de Geneviève Fraisse, philosophe et militante au fil des événements de 1976 à 2011. C'est une pensée avant tout politique qui met en son centre la question des rapports entre femmes et démocratie. La finesse théorique y est toujours ancrée dans le vécu de l'auteure que son engagement a conduit à quelques années de députation européenne (1999-2004). Elle expose ses raisons de préférer "différence des sexes" plutôt que "de genre" pour ne pas "asexuer" le social. Elle insiste sur l'importance d'avoir toujours un point de vue historique et montre comment articuler politique et philosophie. Enfin, elle pose la parité comme un simple moyen parmi d'autres d'aller vers une égalité politique générale. Voilà un recueil qui aidera plus d'un/e à s'orienter dans le renouveau actuel du féminisme. MPN.

Les poules préfèrent les cages



Armand Farrachi
Yves Michel
2012 – 121 p. – 10 €

Des poules enfermées dans des cages que l'on place ensuite en semi-liberté montrent des signes d'agressivité et de cannibalisme, alors qu'en cage, elles se contentaient de s'arracher leurs plumes. Conclusion : les poules se plaisent donc en cage, elles les préfèrent. Ne reste plus alors qu'à débattre des dimensions de la cage. De la même manière, les otaries préfèrent les cirques ou les Indiens préfèrent les réserves. Sinon, ils s'entretuent. C'est sur ce modèle que nous sommes entraînés à faire un pas de plus vers la servitude volontaire, voire revendiquée. Une démonstration passionnante, argumentée, d'un humour froid, mais convaincante, qui met bien en lumière les procédés par lesquels les hommes sont, grossièrement ou subtilement, ajustés aux nécessités de l'industrie ou des marchés, c'est-à-dire aux besoins de ceux qui les exploitent. JPL



Créateurs d'utopies

Pierre Thomé
Adels et Yves Michel
2012 – 299 p. – 22 €

Canuts, communards, paysans du Larzac, ouvriers de Lip, femmes en lutte, militants algériens, étudiants et ouvriers de Mai 1968… ils sont nombreux à avoir été « indignés » ou « désobéissants ». Ils ont marqué l'histoire sociale, modifié – un peu – son cours. Ces « créateurs d'utopies » ont abordé ou vécu l'autogestion, pratique qui est au cœur de ce panorama fidèle et relativement complet. Si l'analyse n'approfondit pas suffisamment les raisons des réussites et des échecs de ces « expériences » (au sens de « vécus »), la description fourmille de détails et de témoignages des protagonistes (pour l'histoire récente), précurseurs de notre actuelle « économie sociale et solidaire ». De belles histoires pour une belle Histoire. Un rafraîchissement salutaire pour mieux préparer l'avenir, mieux comprendre le présent et mieux le vivre. JPL

Pour quelques hectares de moins

Tribulations coopératives d'un vigneron nomade

Christophe Beau
Ed. Repas
2011 - 156 p. - 16 €

Auteur de La Danse des ceps (même éditeur), Christophe Beau poursuit ici ses réflexions sur le métier de vigneron, dans un journal où il narre ses rencontres et ses réflexions. Il s'intéresse ici tout particulièrement à la difficulté pour des jeunes à trouver des vignes et suggère, à partir d'un rapport réalisé par le mouvement de culture biodynamique, une décroissance des surfaces productives pour laisser de la place à plus de monde. Les exemples sont remarquables (avec souvent le retour à la traction animale) et il l'applique lui-même avec deux hectares confiés à son fils. Voyageant beaucoup, Christophe Beau pose aussi la question sur le plan international… avec la description d'une ferme modèle en biodynamie en Amérique du Sud qui a tout de la grosse industrie. Si vous avez aimé Les Ignorants de Davodeau, vous retrouverez ici une ambiance similaire. MB.

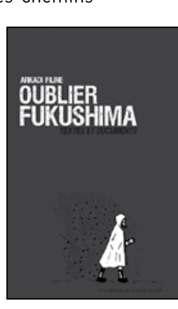
Cessons de tuer la terre pour nourrir l'homme !



Jean-Marie Pelt
Ed. Fayard
2012 – 201 p. - 18 €

Jean-Marie Pelt rend hommage à l'intelligence du vivant en nous amenant progressivement à comprendre son fonctionnement. Il nous invite à adopter une posture biodynamique dans notre relation à la nature "L'idée est d'accompagner la nature et d'agir en collaboration avec elle, plutôt que de la dominer", partageant ainsi son espoir de mutation des pratiques agricoles conventionnelles vers des pratiques "coopératrices". Celles-ci s'appuient sur la rencontre de savoirs ancestraux, de travaux issus de la recherche en agronomie et de la créativité humaine.
De nouvelles approches sont nées de cette philosophie comme la phytoremédiation pour dépolluer l'air, l'eau et les sols, la stimulation des défenses naturelles et la génodique pour aider les plantes à se protéger des maladies. Inventions dont la finalité serait la préservation du bien commun. J.-M. Pelt éveille en nous une envie d'expérimenter ces chemins de la non-violence. ZH.

Oublier Fukushima



Arkadi Filine
Ed. Les bouts de la ville
2012 - 240 p. - 10 €

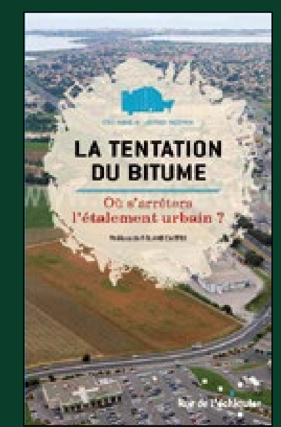
Sous un pseudonyme (Arkadi Filine est un liquidateur de Tchernobyl cité par Svetlana Alexievitch dans La Supplication), un collectif d'antinucléaires présente une analyse de la manière dont au Japon, vingt-cinq ans après Tchernobyl, on suit scrupuleusement les indications de la mafia nucléocrate pour essayer de minimiser, oublier et nier les conséquences de l'accident de Fukushima. En publiant des documents d'aujourd'hui en parallèle avec ceux de l'époque Tchernobyl, le résultat est saisissant. On appréciera aussi la reprise de nombreux témoignages de Japonais, de victimes, de salariés ou de militants. On sera plus réservé sur le pessimisme des auteurs. Si ceux-ci avancent avec justesse que le

livre du mois

La tentation du bitume

Eric Hamelin et Olivier Razemon

Ed. Rue de l'échiquier
2012 - 224 p. - 14 €



Entre habitat dense et pavillonnaire, le choix individuel semble des plus simple. Qui ne rêve pas de son carré de jardin, de calme et de campagne. Cependant les politiques d'aménagement du territoire de ces dernières décennies réduisent la disponibilité en terre en développant leur bitumage. Le coût écologique et économique qui en résulte incombe aux collectivités locales comme aux résidents.. Quid des distances qui s'allongent entre lieu de vie et travail ? Quels sont les effets de l'augmentation des prix du carburant et de l'énergie dans son ensemble ? N'est-il pas possible et imaginable d'évoluer et de transformer nos aspirations et de réfléchir à d'autres formes et types d'habitations ?
Entre rénovation de l'ancien et utilisation de nombreuses surfaces perdues (les toits des grandes surfaces par exemple ou d'entrepôts) il est tout a fait imaginable de faire mieux en arrêtant de grapiller sur les terrains agricoles ou naturels, d'artificialiser le territoire.
"La tentation du bitume" est un ouvrage destiné non seulement aux décideurs politiques mais également à tout citoyen désireux de réfléchir à l'urbanisme d'aujourd'hui afin de préparer la cité de demain. JP.

nucléaire impose un modèle de société, contrairement à eux, nous ne croyons pas que cela soit irréversible. Ils avancent le maintien des constructions de nouveaux réacteurs. Si c'est réel, il s'en ferme maintenant plus qu'il ne s'en ouvre. MB.

Comprendre le féminisme



Marie-Hélène Bourcier
Illustrations d'Alice Moliner
Ed. Max Milo
2012 - 128 p. - 9,90 €

L'auteure présente de très nombreux débats et courants qui agitent la mouvance féministe. Elle distingue par exemple trois périodes : une fort ancienne qui réclame l'égalité, une, de la fin des années 60, qui affirme que la sexualité est politique et enfin, une plus récente qui conteste la question de la dichotomie homme-femme, préférant parler des genres. On appréciera les nombreuses pistes données pour aller plus loin. Par contre, on regrettera le fait que la question du débat des trans-genres soit présenté au même niveau que les autres, alors qu'elle n'est portée que par une ultra-minorité des femmes, de même que l'usage d'un vocabulaire essentiellement anglophone que seul-e-s les spécialistes pourront comprendre (queer, butch…) et enfin l'absence de prise en compte du débat sur un écoféminisme revendiqué par certaines. MB.

La ligne noire des bisons

John Tanner
Traduction Ernest de Blosseville
Ed. Le Passager Clandestin
2012 - 368 p. - 19 €

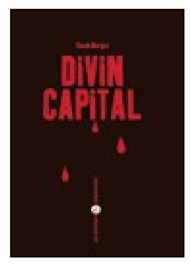
Cet ouvrage est le récit de vie de John Tanner qui, à la fin du 18e siècle, fut élevé par des Indiens après que ces derniers l'aient enlevé à ses parents.
Un témoignage original quant à des modes de vie que tout oppose pour un homme appartenant à deux mondes différents. Entre initiation à la vie indienne et tentative de retour à la vie occidentale, Tanner nous livre les difficultés qu'il a rencontrées sa vie durant, ne sachant quelles étaient ses racines, partagé entre la civilisation occidentale et la culture "sauvage".
Ce livre se lit comme une excursion hors des sentiers battus, le long voyage psychologique et géographique d'un être torturé par les rapports interraciaux. JP.

Romans

Divin capital

Claude Margat
Ed. Libertaires
2012 - 90 p. - 5 €

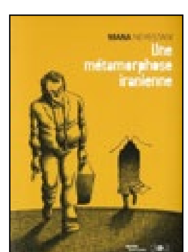
Tout se passe dans un immense bâtiment où une coursive sinue pour grimper dans les étages. A l'entrée, ceux qui en ont les moyens, font la queue pour y louer ou sous-louer une chambre. Pourtant dans



l'immeuble, la situation n'est pas brillante : tout a un prix, tout est réglé. La moindre désobéissance est cruellement réprimée. Malgré les morts violentes, les conditions de vie hideuses, tout n'est pourtant que soumission dans ce meilleur des mondes. Un monde hallucinant et pourtant hypnotisant… tout comme notre servitude au monde capitaliste d'aujourd'hui. Jolie métaphore. FV.

B.D.

Une métamorphose iranienne



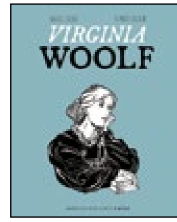
Mana Neyestani
Ed. Arte/Çà et là
2012 - 200 p. - 20 €

L'auteur est dessinateur dans une revue pour la jeunesse en Iran. Sans penser à mal il met dans la bouche d'un cafard une expression populaire ignorant que celle-ci est une insulte pour les Azéris, Iraniens d'origine turque vivant dans le nord du pays. Cela provoque des vagues de protestation de plus en plus violentes et le gouvernement finit par l'arrêter. Ce livre raconte en BD le calvaire de l'auteur qui finira par profiter d'une libération conditionnelle pour s'enfuir à l'étranger. Dans un style de narration et de dessin proche de Jo Sacco, une histoire qui montre la fragilité de la liberté d'expression dans un pays comme l'Iran. MB.

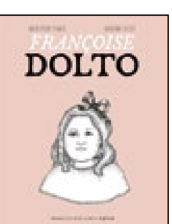
Virginia Woolf

Michèle Gazier et Bernard Ciccolini
Ed. Naïve / Grands destins de femmes
2011 - 90 p. - 23 €

Bibliographie dessinée de l'écrivaine féministe Virginia Wolf avec le contexte familial, la difficulté de l'écriture, les engagements dans la période avant la seconde guerre mondiale, la dépression et le suicide. Les auteurs ont choisi de faire ce récit à la première personne à partir d'extraits de l'abondant journal de l'auteure. Le dessin et la mise en couleur restituent bien l'ambiance et les sentiments de l'héroïne, ses difficultés à vivre dans un monde patriarcal. Une réussite. FV.



Françoise Dolto

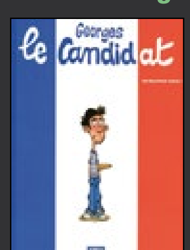


Marie-Pierre Farkas
et Marianne Ratier
Ed. Naïve /
Grands destins de femmes
2011 - 120 p. - 23 €

Même collection que l'ouvrage précédent. Le dessin de Marianne Ratier surprend par sa naïveté, mais n'empêche en rien d'entrer dans l'histoire de la vie de la première femme psychanalyste et pédiatre. On y découvre

comment Françoise Dolto doit se battre contre sa propre mère qui ne conçoit pas qu'une femme puisse travailler. On regrettera que le livre se termine quand l'héroïne peut enfin ouvrir son cabinet... le jour de l'entrée en guerre de la France en 1939. Un deuxième tome en attente ? FV.

Georges le candidat

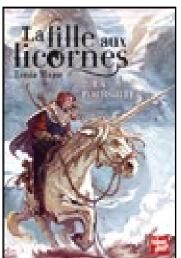


Georges Abolin
Ed. 12 bis
2012 - 48 p. - 10,90 €

Sous forme de petites histoires, dans un style dessins qui évoque Zep (Titeuf), l'auteur, très pédagogique, aborde les grandes questions de société que tout candidat aux élections devrait aborder... et que bizarrement il n'aborde presque jamais. Après avoir intelligemment présenté les enjeux internationaux et les questions écologiques, Georges, le faux candidat naïf, se plonge dans la mondialisation et la crise actuelle avec une lucidité de tous les instants. Si vous voulez comprendre pourquoi la Grèce est aujourd'hui coincée financièrement et comment s'en sortir aisément, votez pour Georges et ce sera vite réglé ! MB.

Jeunesse

La fille aux licornes



Lénia Major
Talents Hauts
2012 – 208 p. - 12,70 €

A partir de 12 ans. Dans le second tome de cette « héroïne fantaisie » on retrouve Ascane, apprentie licornière du royaume d'Ampleterre, qui va nous emmener dans une série d'aventures captivantes. Les licornes sauvages du bois d'Arrhée ont été enlevées par un enchanteur diabolique et une course poursuite va être lancée pour les retrouver. Ascane, unie par un lien magique à ces animaux, devra continuer à faire ses preuves pour se faire reconnaître en tant que fille dans un univers machiste. Et sa quête nous emmènera entre autres à la rencontre d'une société basée sur des principes anti-patriarcaux, non-violents et écologistes ! Aventure, magie, coopération avec les animaux et remise en cause des modèles dominants sont alliés ici pour le plus grand plaisir de la lecture. GG

Musique

Brik
De Kift

V2 Records Benelux
2011 - 15 titres - 50 mn - 20 €

Avec ce neuvième album De Kift, groupe néerlandais, réitère la recette qui a fait son succès : un mélange de folk-blues teinté de mélancolie poétique. Des chansons en anglais, néerlandais et français aux faux airs de marins et de fanfare électro-acoustique. La créativité dont font usage les musiciens dans leurs œuvres se retrouve dans la conception de l'emballage qui prend la forme d'un livre "de luxe", à la couverture fibreuse, dans lequel les textes et illustrations sont servis par un système d'onglets de couleur.
Pour la beauté des mélodies, l'ambiance chaude et triste des morceaux et pour l'objet final ce nouvel ouvrage devrait se retrouver en bonne place dans votre discographie. JP.

Vivant spectacle !
Corentin Coko

Production "Sur l'air de rien"
2011 - 73 mn - 15 €

Enregistré en public ce deuxième album de Corentin Coko marie humour et dextérité politique à travers des instrumentations nostalgiques d'une chanson française portée par des Ferré, Vian, Brel, etc.
De textes personnels en écrits historiques (Eugène Pottier et Gaston Couté entre autres), nous partons voguer sur des mots doux ou révoltés au cœur d'une ambiance scénique pleine d'ironie et de sérieux.
Comme le dit l'artiste "on ne fait guère de transition sociétale sans culture". En voici donc quelques accords, en attendant le grand soir ! JP.

Film

Mains brunes sur la ville

Bernard Richard & Jean-Baptiste Malet
La Mare, www.lamare.org
2012 - 90 mn

Depuis 1995, Jacques Bompard (au Front national puis à la Ligue du sud) tient la mairie d'Orange, tandis que sa femme, Marie-Claude, est élue maire de Bollène en 2008.
À travers de nombreux témoignages d'élus, de syndicalistes et de citoyens, ce documentaire dissèque le fonctionnement des communes d'extrême-droite, nous renseigne sur leurs méthodes et surtout sur une histoire locale particulière qui éclaire une situation, un choix politique bien particulier.
Les éléments et la compréhension que nous fournit cette enquête sont à même de nous rappeler que l'extrême-droite est toujours au pouvoir dans certaines villes. Dix-sept ans de mandat pour J. Bompard ! Aurions nous abandonné ?
Ce documentaire n'est pas édité en DVD. Il est cependant possible d'organiser des projections/débats - mainsbrunes@lamare.org. JP.

Nous avons également reçu... 2/2

■ **Les conséquences de Tchernobyl sur la natalité,** *Bandajevski Youri, Dubovaya N. F., éd. Yves Michel, 2012, 128 p. 9,60 €.* En Biélorussie comme en Ukraine, la natalité s'est effondrée depuis l'accident de Tchernobyl, conséquence de l'irradiation ou de la difficulté de vivre ? Débat médical trapu... mais conclusion limpide : pendant les guerres et les épidémies, jamais la natalité n'a connu d'aussi fortes baisses.

■ **Ailes d'arc-en-ciel,** *Michel Perrin et Béatrice Guillemard, éd. Chant d'orties (91250 Saintry-sur-Seine), 2012, 32 p. 11 €.* Dès cinq ans. Hommage au cancre de la classe qui, puni dans son coin, ouvre l'imaginaire de ses petits camarades. Un petit conte joliment illustré.

■ **La ruche, le miel et le jardin,** *Dominique Byrel, Marie-Thé Legendre, éd. Ouest-France, 2012, 96 p. 11 €.* De plus en plus de ruches sont installées en milieu urbain, un guide très complet et très bien illustré pour se lancer dans l'apiculture et produire son propre miel.

■ **Décroissance ou récession,** *sous la direction de Paul Ariès, éd. Parangon, 2011, 144 p. 12 €.* Sous titré "pour une décroissance de gauche", des textes d'une quinzaine d'hommes et de seulement deux femmes pour débattre des conflits actuels au sein de la mouvance. Juxtaposition de textes sans débat.

■ **Globalisation et crise écologique,** *sous la direction d'Ulrich Brand et Michael Löwy, éd. L'Harmattan / Logiques sociales, 2011, 270 p. 28 €.* Ce livre, à travers un choix de textes parus dans la gauche écologiste allemande, met l'accent sur les ressemblances et quelques différences d'approches entre les deux pays. Analyses essentiellement marxistes pour dépasser un socialisme qui a échoué à maîtriser le marché. La dialectique homme-nature peut-elle faire mieux ?

■ **Qui a tué l'écologie,** *Fabrice Nicolino, éd. Points, 2012, 306 p. 7 €.* Edition en poche du brûlot qui, preuve à l'appui, montre les défaillances de grands mouvements comme le WWF, Greenpeace, la Fondation Nicolas Hulot ou encore France nature environnement.

■ **Tous éco-citadins,** *Carine Mayo, éd. Terre vivante, 2010, 160 p. 18 €.* Comment agir dans son immeuble, son quartier, son école, son entreprise... avec une trentaine d'exemples concrets (pédibus, compost, isolation, tri des déchets, jardin partagé...). Très pédagogique pour ceux et celles qui ne connaissent pas ces sujets... mais souvent insuffisant pour appréhender la complexité de certaines démarches.

■ **Blanchir, une affaire pas très claire,** *Olivier Enogo, L'Harmattan vidéo, 2011, 52 mn, 20 €.* Ce documentaire assez technique nous entraîne à la découverte du marché des crèmes et des soins de la peau promettant à des femmes de blanchir. C'est l'occasion d'un réquisitoire et d'une mise en garde contre toutes les arnaques qui circulent, y compris en pharmacies parfois, et qui peuvent faire de sérieux dégâts, dont certains cancers. Quelques analyses critiques sur le désir de blanchir pour s'intégrer à la société, mais la dimension politique est assez peu prise en compte.

■ **En diagon'âne,** *Chrystel et Thomas Nicolas, nomad creations, 2012, 52 mn, 15 €.* Un couple et ses deux enfants en bas âge partent pour une traversée de la France du nord-est au sud-ouest par la « diagonale du vide », à pied avec un âne du printemps à l'automne. Ils filment leur expérience et il en ressort un documentaire contemplatif, méditatif, avec de belles images, mais on n'y trouvera pas de rencontres avec le milieu alternatif ni paysan. Entre le souvenir de vacances et la méditation spirituelle.

Devenez relais local

Vous êtes nombreux/ses à nous demander comment nous aider à distance. Vous pouvez devenir relais local de la revue. Votre contact sera alors inscrit / mentionné ci-dessous ainsi que sur notre site. Vous pourrez rencontrer ainsi d'autres personnes motivées et développer seul-e ou à plusieurs de multiples activités : présenter la revue dans différentes manifestations, festivals, fêtes, sous forme de stands ou de ventes à la criée ; organiser des débats autour des thèmes de la revue (éventuellement en invitant les auteur-e-s) ; trouver des points de vente, de nouveaux abonné-e-s ; développer des activités selon les envies de chacun-e…

Rejoignez un relais local

> Aube.
Labo univ'X (groupe Silence)
15b, rue Henri Lemasson, 10000 Troyes, rencontres3@gmail.com,
tél. : 06 66 56 01 60
http://rencontres3.free.fr

> Ariège et sud Haute-Garonne.
Jean-Claude, tél. : 05 61 04 92 67,
jeanclaude.geoffroy@orange.fr

> Besançon.
Martine Lionnet
La Croix de Pierre,
70130 La Vernotte,
tél. : 03 84 78 01 19

> Bretagne.
Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont,
tél. : 02 99 07 87 83

> Drôme.
Patricia et Michel Aubart,
obarm@laposte.net

> Est-Puy-de-Dôme.
Jean-Marc Pineau,
Marette, 63290 Paslières,
pineau.jeanmarc@wanadoo.fr

> Hérault.
Valérie Cabanne
tél. : 04 99 64 32 44
cabvalerie@yahoo.fr

> Paris.
Mireille Oria,
52 bis, boulevard Richard-Lenoir,
75011 Paris,
tél. : 01 43 57 20 83

> Saône-et-Loire.
Michel à Saint-Boil
tél. : 03 85 44 06 40 ;
Annabelle à Chalon sur Saône
tél. : 03 85 93 57 54
silence71@orange.fr

> Val-de-Marne.
groupesilence94@voila.fr

Devenez Réd'acteur
et gagnez votre abonnement gratuit !

S!lence aimerait se faire davantage l'écho des alternatives existantes.

Nous n'avons cependant ni les moyens ni le temps pour courir les routes et les gares toute l'année. Le meilleur moyen de parler des alternatives autour de chez vous… c'est vous. Au minimum, vous pouvez nous envoyer des documents sur les initiatives de votre connaissance. Au maximum, vous devenez journaliste et vous nous proposez un article clé en main, avec quelques photos.

Pour devenir vous-même réd'acteur, une explication vous est donnée sur notre site internet *www.revuesilence.net* à la rubrique *Participer / Ecrire* dans la revue. Si votre reportage est retenu et publié, vous bénéficiez d'un abonnement d'un an gratuit.

Devenez Stand'acteur
et gagnez votre abonnement gratuit !

Votre implication dans la visibilité et la diffusion de la revue est essentielle pour l'association. En effet, si *S!lence* parvient aujourd'hui à relayer ses opinions sur l'écologie, la non-violence et à se faire l'écho de nombreuses alternatives concrètes, c'est en grande partie grâce à la tenue de stands lors d'un certain nombre de manifestations (foires, salons, débats, festivals militants et engagés...)

Alors rejoignez l'équipe de lecteurs-trices bénévoles sympathisant-e-s !

Vous souhaitez tenir un stand lors d'une manifestation qui a lieu près de chez vous, contactez-nous.

Vous tenez un stand *S!lence** (durant 1 we) ou deux stands (1/2 ou 1 journée) dans l'année, un abonnement de 6 mois pour vous ou une personne de votre choix vous est alors offert !

**Bien entendu, ce ou ces stand(s) doivent faire l'objet d'un accord préalable avec* S!lence *!*

404 S!lence — Se réapproprier l'espace public

















Silence
9, rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04 - Tél. : 04 78 39 55 33
www.revuesilence.net

Abonnements : Claire Grenet : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h
Dépositaires, stands et gestion : Béatrice Blondeau : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h
Rédaction : Guillaume Gamblin et Michel Bernard : lundi et mercredi : 10h-12h / 14h-17h
Comptabilité : Zahra Haddab : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h

Virements bancaires :
IBAN : FR76 4255 9000 1121 0257 7250 350 - Code BIC : CCOPFRPPXXX

Pour la Belgique : contact et règlement à **Les Amis de la Terre** – Belgique,
98 rue Nanon – 5000 Namur - Belgique, Tél. : 0032 81 39 06 39
IBAN : BE24 5230 8042 8738 - Code BIC : TRIOBEBB

Editeur : Association S!lence - **N° de commission paritaire :** 0910 G 87026 - N° ISSN : 0756-2640 - **Date de parution :** 4e trimestre 2012 - **Tirage :** 5600 ex. - **Administrateurs :** Solène Bernard, Caroline Bojarski, Delphine Boutonnet, Frédéric Burnel, Myriam Cognard-Dechavanne, Jean-Marc Luquet, Pascal Martin, Marie-Pierre Najman, Rafaël Trapet - **Directrice de publication :** Marie-Pierre Najman - **Comité de rédaction :** Michel Bernard, Béatrice Blondeau, Caroline Bojarski, Frédéric Burnel, Guillaume Gamblin, Emilienne Grossemy, Marie-Pierre Najman - **Pilotes de rubriques :** Patrice Bouveret, Christian David, Sophie Dodelin, Anne Girard, Natacha Gondran, Jean-Pierre Lepri, Stephen Kerckhove, Annie Le Fur, Baptiste Mylondo, Fabrice Nicolino, Jocelyn Peyret, Xavier Sérédine, Francis Vergier - **Maquette :** Damien Bouveret 09 53 04 30 40 - **Dessins :** Coco, Lasserpe, Piero Lusso, Mano 12 - **Correcteurs :** Bernadette Bidaut, Emmanuelle Pingault, Sylvie Michel, Raymond Vignal, Françoise Weité - **Photographes :** André Bocquel, Agencia Brasil, Marcello Casal - ABR, Marie Clem's, Guillaume de Crop, Bertille Darragon, Nicolas Lechopier, Martin Leers, Béatrice Pignède, Will Rose / Greenpeace, Via Campesina - **Et pour ce n° :** Bertille Darragon, Jean Duflot, René Hamm, Dominique Lalanne, Valérie Lequette, Mathieu Perdriault, Reclaim the Fields, Gaëlle Ronsin, Léo Sauvage, Altaï de Saint Albin - **Couverture :** Agencia Brasil - **Internet :** Damien Bouveret, Jean-Marc Danjau (scan anciens numéros), Xavier Sérédine - **Archives :** Mimmo Pucciarelli.



Les finances de Silence sont gérés par des comptes de la société financière La Nef. www.lanef.com



L'électricité des locaux de Silence provient d'Enercoop qui nous garantit une production à partir des énergies renouvelables. www.enercoop.fr



La revue Silence est imprimée sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par : Impressions modernes - Z.A. Les Savines, 22, rue M. Seguin - 07502 Guilherand-Granges Tél. 04 75 44 54 96 - www.impressions-modernes.fr

Commandes







Livres

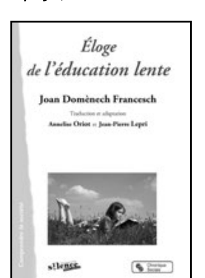


☐ **Les 600 dates de l'écologie**
12 €

Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : 4 €
Autres pays, nous consulter.

☐ **Manuel de transition**
20 €

Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : 4,5 €
Autres pays, nous consulter.



☐ **Éloge de l'éducation lente**
13,50 €

Frais de port :
- métropole : 3 €
- étranger : 4,5 €

Commandes groupées, nous consulter.

Numéros disponibles

☐ 360 Autoproduire pour se reconstruire
☐ 363 Téléphone (insup)portable !
☐ 368 A la recherche de l'écologie radicale
☐ 371 Valse des paniers autour des AMAP
☐ 374 Le corps, champ de bataille
☐ 376 Les murs, médias alternatifs
☐ 377 Élues et Genre
☐ 378 Apprendre sans école
☐ 380 Les frontières de la non-violence
☐ 383 Vivre en colocation
☐ 388 Ça marche !
☐ 390 Internet, l'envers de la toile
☐ 391 Après la vélorution
☐ 393 Contraception et autonomie
☐ 394 Le retour des monnaies locales
☐ 395 A la découverte de la presse alternative
☐ 396 Terres collectives
☐ 398 Expériences de transition
☐ 399 A votre santé ?
☐ 400 L'Écologie en 600 dates (100 pages)
☐ 401 Se former à la non-violence
☐ 402 Ces croyances qui nous dominent
☐ 404 Se réapproprier l'espace public
☐ 405 Avec les sans terres

Numéros régionaux

☐ 337 Paris
☐ 348 Centre
☐ 353 Haute-Garonne et Gers
☐ 359 Seine Saint-Denis
☐ 364 Savoies
☐ 375 Gard et Lozère
☐ 381 Essonne et Val-de-Marne
☐ 392 Auvergne
☐ 397 Lorraine
☐ 403 Yvelines et Hauts-de-Seine

Cochez le(s) numéro(s) désiré(s). Faites le total (4,60 € l'exemplaire - sauf n° 400 : 9 €).
Ajoutez les frais de port (2 € pour un ex., 3 € pour 2 ex., 4 € pour 3 ex. et plus).

Indiquez le total de votre règlement (ancien(s) numéro(s) + abonnement(s) :

Votre abonnement gratuit ?

Si vous trouvez cinq personnes qui s'abonnent à l'essai pour 6 mois (à 20 €) ou en leur offrant cet abonnement, en nous renvoyant leurs adresses et un chèque de 100 €, vous bénéficiez d'un abonnement gratuit d'un an.

Je m'abonne à s!lence

France métropolitaine

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	20 €
☐ Particulier	1 an	46 €
☐ Institution	1 an	60 €
☐ Soutien	1 an	60 € et +
☐ Petit futé	2 ans	74 €
☐ Groupés par 3 ex*	1 an	115 €
☐ Groupés par 5 ex*	1 an	173 €
☐ Petit budget	1 an	32 €

* à la même adresse

Autres pays et Dom-tom

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	27 €
☐ Particulier	1 an	55 €
☐ Institution	1 an	68 €
☐ Soutien	1 an	60 € et +
☐ Petit futé	2 ans	85 €
☐ Petit budget	1 an	39 €

Vous pouvez également vous abonner sur notre site en réglant par l'intermédaire de PayPal.

Total de votre règlement :

Vos coordonnées : MERCI D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES

Nom : ______

Prénom : ______

Adresse : ______

______

Code Postal : ______ Ville : ______

Si vous désirez recevoir notre s!berlettre mensuelle, indiquez-nous votre courriel (lisiblement) :

______

AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à prélever sur ce dernier, si sa situation le permet, un montant de :

☐ 8 € par trimestre (abonnement petit budget)
☐ 11 € par trimestre (abonnement normal)
☐…… € par trimestre (abonnement de soutien)

Après un an, je peux suspendre mon prélèvement sans aucun frais par simple lettre à la revue Silence.

MERCI D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES

Établissement teneur de mon compte à débiter

Nom de mon agence bancaire ou CCP : ______

Adresse : ______

Code Postal : ______ Ville : ______

Titulaire du compte

Nom et prénom : ______

Adresse : ______

______

Code Postal : ______ Ville : ______

Compte à débiter

Établissement | Code guichet | N° de compte | Clé

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR : 545517

NOM ET ADRESSE DU CRÉANCIER :
Silence
9, rue Dumenge
69317 LYON Cedex 04

Date et signature obligatoires :

Important : joindre obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal (RIP).

Avec les sans-terre au Brésil



Ces photos ont été prises en 2009 par Nicolas Lechopier et Bertille Darragon lors d'un voyage à vélo à travers le Brésil à la rencontre de mouvements sociaux. Ils ont été accueillis pendant une semaine dans deux campements du Mouvement des travailleurs Sans Terre, dans la région de Brasilia. L'occasion de partager le quotidien : travaux des champs communautaires ou en famille. Deux ans plus tard, Bertille a repris le fil de ce voyage avec un séjour de six mois auprès du MST (en y allant cette fois à la voile !).